T. XLVIII — N° 3 25 Mars 1937

# La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

## QUESTIONS RELIGIEUSES

*Billet de Christianus*

# Faire œuvre neuve

« *Le dilemme est inévitable : créer, faire œuvre neuve, ou redescendre aux Catacombes et disparaître de l'histoire.* » *C'était le dernier mot de Borne dans* La Vie Intellectuelle *du 25 février. Il est temps de se ressaisir, en effet, et de travailler, selon l'expression d'un autre jeune philosophe, au* « *rappel des exigences foncières de l'attitude chrétienne en matière temporelle* ».

*Mais comment remettre ces vérités dans une vivante lumière ? C'est ici que nous aurons besoin de cette vertu d'imagination qu'Étienne Borne demandait. Elle devra respecter les apparentes contradictions d'une vie chrétienne : soumission filiale à l'autorité de l'Église et liberté foncière du croyant, unité de tous en un même corps, mais sauvegarde des formations naturelles et des initiatives personnelles. Refusant de nous arrêter à la seule théorie, c'est à l'engagement des esprits qu'il nous faut aboutir. Une action commune s'impose. Laquelle ?*

*Cette action, qui n'est pas à découvrir, mais à retrouver, car nous l'avons trop souvent répétée sans en saisir la vertu réalisatrice :* c'est la messe.

« *Réponse inattendue, dira-t-on; on réclamait un acte, vous proposez une dévotion.* » *Qui parle de dévotion ? Il s'agit de prendre conscience de notre engagement temporel et d'attester du même coup que les projets humains doivent, pour*

*aboutir, prendre appui sur le seul roc immuable :* le Christ. *« Il est, dit saint Paul, notre Paix. » Hier, on se battait à Clichy, tandis qu'Hitler armait ses frontières, et que l'emprunt du Front Populaire fait appel, pour réussir, aux nécessités de la Défense nationale. La guerre sera-t-elle, demain, le fruit de tant de haines, classes contre classes, peuples contre peuples ? L'Espagne, depuis plus de six mois, soutient l'honneur effroyable de synthétiser toutes ces inimitiés, et nous vivons dans la continuelle angoisse que la lutte pour Madrid ne devienne demain une lutte pour Paris.*

*A cette Europe coupée en deux par le mur d'inimitié, le Christ offre la Paix. Il est venu abolir la séparation et la haine et réconcilier les deux partis en les unissant « en un seul corps avec Dieu par la croix ». Simple façon de parler, dira-t-on ? Ne saisirons-nous pas plutôt que saint Paul, au spectacle d'un monde aussi déchiré que le nôtre, criait le seul moyen de terrasser la guerre toujours renaissante ? Si telle est notre foi, si nous avons mission de continuer le seul effort d'amour assuré de réussir, si la croix est la dernière espérance de ceux qui n'ont pas renoncé à la victoire de la paix, rappelons qu'il nous a été donné en toute vérité d'être les continuateurs de l'œuvre de réconciliation. Rappelons-nous donc, en cet anniversaire de la Passion et de la Résurrection, que « chaque fois que nous mangeons ce pain et que nous buvons ce vin, nous annonçons la mort du Seigneur jusqu'à ce qu'il vienne ». Nous annonçons, c'est-à-dire que, groupés ensemble, nous attestons n'avoir tous qu'un même vouloir : la Paix du Christ, et, par ce vouloir même, déjà nous la faisons.*



*Nous n'entendons pas, évidemment, limiter notre activité à la prière de nos églises. Mais, pour lui garder son caractère véritablement catholique, il faut que la première de nos actions soit cet engagement collectif que prennent des chrétiens rassemblés autour du Christ. Sinon, d'autres prendront le premier pas, nous n'arriverons pas à fuir l'équivoque et nous continuerons à penser notre religion politiquement et non religieusement.*

*Nous ne vaincrons pas si vite les réticences, et beaucoup*

*auront peine à comprendre que l'Eucharistie puisse être un acte social immédiatement efficace. Des incroyants pourtant le saisissent fort bien, et s'efforcent de rattacher leur action politique ou syndicale à une communion dans un idéal qui domine les militants : n'a-t-on pas vu, au lendemain des élections législatives, au Vélodrome d'Hiver, une véritable cérémonie liturgique en l'honneur de Jaurès ?*

*Qui ne découvre chez nous le même besoin ? Qui n'est revenu bouleversé de ces messes où jocistes et scouts, ingénieurs et universitaires se serraient autour du Christ et lui criaient leur commune foi ?... Il a suffi qu'à Notre-Dame nous conviions tous ceux qui veulent un Ordre Catholique à l'affirmer d'un même cœur, d'une même voix, par les mêmes gestes, pour que, par milliers, des hommes de toute situation viennent chaque mois attester leur unité, et repartent le cœur gonflé d'espoir reprendre leur œuvre de conquête.*

*Quel équilibre admirable ! La messe n'est plus le souci d'un seul, mais la préoccupation de tous. Tous chantent le Seigneur. Tous clament leur foi. C'est bien l'assemblée qui se réalise : c'est l'Église qui vit. Chacun se sent nécessaire, mais dans un ordre qui s'impose. Car dès que commence le sacrifice, le prêtre seul a désormais pouvoir, et les autres ne l'accompagnent plus que de leur muette prière et de leur recueillement. Non point un cléricalisme, cependant. Un seul commande : le Christ qui est présent. Ici, l'Action catholique est pleinement active. Elle ne s'explique plus : elle se vit.*

*Pourquoi la première collaboration des prêtres et des laïcs ne serait-elle pas, dans chaque paroisse, dans chaque église, de rendre à la messe sa véritable signification ?*

CHRISTIANUS.

# « Infra actionem »

## A la source de l'action

I

Tout homme exerce une influence sur ses semblables.

Beaucoup le savent et le veulent.

Un plus grand nombre l'ignorent et n'y songent point. Ils ne peuvent empêcher cependant qu'une certaine atmosphère n'émane de leur présence qui stimule ou paralyse l'activité d'autrui.

Qu'elle soit consciente, d'ailleurs, ou non, l'action d'un homme sur un autre échappe difficilement aux limites du sujet qui l'exerce. Même désintéressée, même géniale, il est rare qu'elle respecte entièrement le mystère de l'être qui la subit, l'autonomie de sa vie intérieure, le caractère unique de sa personne.

D'où la nécessité d'une attitude critique, la plupart du temps, à l'égard des maîtres dont on fut disciple et des systèmes dont ils se firent les champions. On sent le besoin d'un certain recul pour donner à son assentiment — ou à son refus — toute la spontanéité personnelle d'un jugement libre.

2

Il est cependant une influence à laquelle on n'éprouve pas le désir de se soustraire : c'est celle qui nous a révélé, qui a fait mûrir notre liberté.

L'homme qui vous aborda sans pré-jugements, qui vous regarda sans vous scruter et dont la parole resta transparente à tout ce qu'on ne peut dire est le seul dont l'action vous laissa sans blessure.

Vous vous sentiez libre devant lui, affranchi tout ensemble de ses limites et des vôtres ; vous respiriez l'air d'une patrie inconnue, votre âme voyait s'ouvrir devant elle de mystérieux espaces.

Vous n'aviez pas besoin de feindre, de vous conformer à des exigences extérieures, de vous contraindre à de vaines paroles. Il ne vous demandait que d'être vous-même, de découvrir votre vrai moi, de laisser la lumière resplendir en vous, d'écouter ce qu'il n'est possible d'entendre qu'au dedans.

Le silence mûrissait en vous, déferlait en nappes lumineuses, suscitant d'ineffables transparences.

Vous n'étiez plus seul. Une Présence luisait en vous comme la lampe éternelle d'un sanctuaire recouvré. Votre interlocuteur en était le sacrement, vous en étiez le reposoir. Vous prîtes congé sans le quitter, et son visage n'a cessé depuis de vivre en vous, comme l'annonce d'une aurore.

3

Tout le mystère de l'action est là : il ne s'agit pas de *faire*, de transformer une matière, de créer une œuvre, de jeter sur le marché un produit nouveau.

On peut *faire* sans *agir*, si l'œuvre n'est pas un effort vers la pureté, si elle garde toute l'opacité du moi égoïste et charnel, si le travail n'est pas l'expression de l'amour.

Il ne s'agit alors que d'échanger des valeurs commensurables, et l'on est quitte en prenant congé. Rien n'est gratuit, rien n'a le goût de la liberté et la saveur de la grâce, rien ne demeure comme une source intarissable.

Des machines auraient pu ouvrer et des bras de fer présider aux échanges : malédiction du travail sans visage, de l'œuvre morte qui n'est qu'une *chose* où nulle présence ne révèle son mystère.

4

*L'action*, tout au contraire, l'action où la vie manifeste sa fécondité, engage l'homme tout entier, est inséparable de son esprit et ne peut fructifier que dans son amour. Elle peut s'exprimer dans un travail extérieur assurément, s'épanouir dans une œuvre. Mais l'un et l'autre gardent l'empreinte de sa personne et laissent deviner son âme. Ils mûrissent du dedans et nous ramènent au dedans, comme toute parole entièrement vraie, comme une voix pure dont les vibrations mystérieuses donnent aux mots une résonance infinie.

L'action en effet traduit infailliblement la qualité de *l'être*, est aussi efficace que sa démission est profonde, et comporte le même degré de transparence et d'intériorité que lui-même.

Les saints vous emportent dans leur rayonnement, mais par un mouvement qui vient du fond de vous-même. Leur vie est un ferment dans la vôtre, qui fait lever tout ce qui est lumière en vous, jeunesse et beauté.

5

A la limite où l'âme est confrontée avec la sainteté absolue : l'expression suprême de notre spontanéité, l'accomplissement le plus vital de notre autonomie, la réalisation plénière de notre liberté sera de nous perdre en Celui qui nous est plus intime que nous-mêmes.

Jésus-Christ est au plus haut degré, en effet, une présence intérieure. Car *son humanité* n'est pas, comme la

nôtre, retranchée derrière le barrage d'un moi qui inscrirait son être et son action dans les limites d'une destinée humaine. Elle a son Moi dans le Verbe, elle subsiste en Dieu pour n'exprimer que Lui comme une relation vivante à Lui.

Et de même que son ouverture sur Dieu est infinie, son ouverture sur l'homme n'a pas de limites. Sa désappropriation foncière fonde l'universalité, la *catholicité* de son rayonnement. Elle peut se diffuser en chacune de nos humanités et l'assimiler à son être pour arracher chacune à son moi impur, pour la tirer vers Dieu et la vêtir du Verbe, pour faire jouer en elle cette transparence qui est la candeur de la lumière éternelle.

La sainte humanité de Jésus-Christ devient ainsi, en nous, la source d'une action qui a son principe en Dieu.

6

Mais une telle assimilation à son Moi divin à travers elle, un tel revêtement du Verbe exigent un dévêtement de soi aussi intime, comportent une rupture de notre moi aussi profonde que notre identification avec Dieu doit être parfaite. C'est pourquoi celle-ci ne peut s'accomplir que sous les auspices de la Croix, où l'Amour divin saigne de ses ineffables blessures.

Les mots craquent devant ce mystère.

On pouvait penser que l'homme obstinément pécheur trahissait simplement son destin et que tout se bornait à l'échec de sa vie.

L'Évangile nous affirme qu'il crucifie Dieu.

Il est impossible assurément de dire ici-bas ce qui peut correspondre en l'essence de la Divinité à l'anéantissement dont la Passion du Christ nous offre l'exemple.

On peut penser que l'altruisme absolu qui constitue les

Personnes divines, la démission infinie de leur relativité subsistante qui fait que chacune est soi *dans* l'autre, on peut penser que cette charité extatique et cette sur-essentielle pauvreté ne pouvaient s'exprimer mieux dans notre univers déchu, où le moi est presque toujours synonyme de refus et d'avare possessivité, qu'en cette mort d'amour où le Prince de vie est « fait péché » pour nous.

7

Tout l'enseignement de Jésus tendait à faire accepter cet événement qui devait donner un si cruel démenti à l'attente des disciples, soucieux du rang qu'ils occuperaient, à sa droite ou à sa gauche, dans son royaume.

Là est le nœud de cette tragédie que les Évangiles font revivre :

Les mots n'ont pas le même sens dans la pensée du Christ et dans celle de ses auditeurs. Ils cherchent avec les yeux ce que l'on ne perçoit que dans la lumière de la foi, ils veulent étreindre avec les mains ce que l'on ne peut saisir qu'avec l'esprit.

La royauté d'Israël est pour eux la seule expression possible de la royauté de Dieu. Que l'oint de Iahweh, que le Messie puisse succomber, c'est un scandale inadmissible, une dérision, un blasphème.

Pierre le fait bien voir après la confession de Césarée. Il n'a pas plus tôt proclamé le caractère messianique de son Maître, qu'il recule épouvanté devant l'annonce de la Croix, en s'efforçant d'engager Jésus dans les voies faciles que lui proposait naguère le tentateur.

8

Les miracles de Jésus, où la vocation spirituelle de la matière elle-même transparaissait si lumineusement, ne

faisaient que confirmer aux yeux de la foule l'imminence de l'âge d'or dont les prophètes avaient figuré la splendeur sous tant d'images grandioses.

Aussi bien n'est-ce pas sans raison que saint Marc note le souci du Maître de tamiser l'éclat d'une guérison ou d'une résurrection, quand le bruit fait autour du prodige eût été de nature à extérioriser l'attention, à divertir les âmes de l'unique Nécessaire.

Un jour vint d'ailleurs où cette équivoque pesa d'un poids si lourd sur le cœur du Sauveur, qu'il se vit contraint de mettre ses disciples en demeure de choisir entre la réalisation extérieure et matérielle du royaume de Dieu et son accomplissement intérieur et spirituel, c'est-à-dire, en définitive, entre deux conceptions antinomiques de Dieu.

9

Le chapitre VI de saint Jean nous rend présente cette scène avec une acuité saisissante.

Il est impossible de résumer cette prophétie dont l'unité est celle d'un germe qui se développe, d'une graine qui devient un arbre plutôt que celle d'un entretien conduit suivant les règles de la logique discursive.

L'analogie avec le dialogue, rapporté au chapitre IV, entre Jésus et la Samaritaine est évidente. La réponse de la foule fait rebondir la réplique du Maître, qui propose régulièrement sur le plan de l'Esprit ce que celle-ci revendique sur le plan matériel. Mais la progression est plus dense ici, le rythme plus angoissé, le débat plus tragique :

Ne pas lui demander ce qu'il ne peut vouloir donner, ne pas l'affubler d'un rôle auquel tout son être répugne. Croire en Lui, l'écouter du dedans, dépasser ce qui paraît afin de percevoir l'origine divine de sa mission et de sa

personne, assimiler en lui le pain du ciel, se nourrir enfin de sa chair (immolée) et de son sang (répandu).

10

On dirait que l'opposition de son auditoire précipite l'expression de sa pensée et que l'incrédulité grandissante le force au paroxysme, l'oblige à confronter ces cœurs fermés avec la folie dont parle saint Paul aux Corinthiens.

On dirait aussi que, percevant dans leur refus celui de tous les siècles, il s'adresse par-dessus leurs têtes aux âges à venir tous rassemblés dans la profondeur de son regard évadé soudain de la synagogue où il parle, et que c'est pour eux, plus encore que pour ceux qui l'écoutent, qu'il propose *le mystère de la Croix* sous la figure de l'Eucharistie qui en doit être le perpétuel mémorial et l'éternel accomplissement.

Il semble qu'il veuille lancer à tous les hommes ce mystérieux défi d'amour, en leur donnant rendez-vous à ce point du temps où l'Éternel meurt victime de sa créature.

11

Le jeudi saint précise les termes de cette rencontre dont l'Église chaque jour réalisera le mystère.

Il faudrait des yeux tout neufs pour percevoir la simplicité divine, la majesté surhumaine, la candeur infinie de ce rassemblement quotidien, où la Fraternité chrétienne communie à la Passion du Fils de Dieu.

Un incroyant illustre a senti la grandeur suprême de cet échange, au point de s'étonner qu'un prêtre infortuné eût pu dire pendant quarante ans, sans en être bouleversé

de respect et d'amour, les paroles de la consécration :

*Ceci est Mon corps, ceci est Mon sang,*

où nous faisons nôtre ce qui est sien, pour faire sien ce qui est nôtre :

*O admirabile commercium...*

12

Nous voici au cœur de l'Action : *infra Actionem* dans le sens le plus illimité du mot.

Si la fécondité de l'acte, en effet, répond à la transparence de l'être, ne sommes-nous pas *à la source de l'action*, étant ici au foyer même de la lumière et au berceau de l'amour : *dans le Verbe* que la matière si mystérieusement nous restitue, au terme de l'énoncé par lequel nous nous approprions sa suprême pauvreté en exprimant à la fois tout le don de Dieu aux hommes en Jésus et tout le don des hommes à Dieu en Jésus : ceci est *Mon* corps, ceci est *Mon* sang.

13

Comment accomplir ce dévêtement de soi au moment de la consécration, comment réaliser ce revêtement du Christ au moment de la communion, comment vivre ce transfert ineffable sans devenir soi-même l'hostie où Jésus s'exprime et se donne : ceci est *Mon* corps, ceci est *Mon* sang ?

Quel silence en nous, quel recueillement en Lui de toutes nos puissances, quelle réserve pour aborder autrui, quels espaces dans notre amour, si nous laissions vraiment son *Moi* régner sur tout notre être, si notre vie « s'effaçait » toute en la sienne, si nous traitions comme *sien* notre corps et notre sang !

Alors nos yeux s'ouvriraient sur le mystère des âmes que chaque heure du jour confie à la nôtre.

Nous comprendrions que toute conversation doit partir de Lui en nous, pour aboutir à Lui dans nos frères, et la misère humaine nous apparaîtrait avec le Visage dont Véronique recueillit sur son voile l'ineffable empreinte.

14

Tous les problèmes où s'embarrasse notre époque s'illumineraient par en haut. Nous verrions que tout mal résulte de quelque absence de l'homme par rapport à Dieu, de quelque refus opposé à son amour, de l'ombre que nous avons mêlée à sa lumière.

Nous recouvrerions le sens de ces principes, meurtriers dès qu'ils sont détachés de l'Évangile :

*L'égalité* qui ennoblit tous les hommes par la même vocation d'amour, par le même appel au don total où la générosité n'a de mesure qu'infinie, *l'égalité dans le don* de tout soi-même.

15

*La liberté*, qui est l'autonomie morale, l'indépendance intime de quiconque est assez affranchi de soi pour vouer à l'Esprit toutes les puissances de son être et faire de chacune de ses réalisations un acte d'amour ; la liberté, qui est la responsabilité personnelle intimement acceptée d'un choix qui en nous engage plus que nous-même ; la liberté, qui nous introduit dans ce dialogue ininterrompu avec la vérité, la beauté et l'amour dont notre vie doit être l'ostensoir ; la liberté enfin, qui rend chaque âme à cette *solitude* divine où, sans se séparer d'aucun être, elle communie pourtant par une étreinte unique à la Présence

infinie : d'autant plus profondément qu'elle réalise plus parfaitement en soi l'ordre de l'amour.

Car le Christ a osé cela : faire reposer toute la grandeur de l'homme en sa conscience, ordonner toutes choses et d'abord la Cité à sa vie intérieure, et consommer toute vertu dans la solitude universellement rayonnante de la contemplation divine.

C'est ce que signifie la liberté véritable : l'affranchissement progressif de soi, la transparence de tout l'être à la lumière.

16

*La fraternité* enfin, dont on semble moins pressé d'urger l'exécution, c'est Christ-en-toi, comme la liberté c'est Christ-en-moi, et l'égalité Christ-en-nous. Si les autres c'est Lui, ils cessent d'être les autres, ils nous deviennent intérieurs, présents comme Lui-même, précieux comme ses membres, chers comme nos enfants.

Nulle part, assurément, l'héroïsme de la *foi* n'est plus nécessaire que dans cet exercice de la charité : car les limites de l'homme sont plus apparentes que la dignité infinie de sa vocation divine. Notre tâche sans doute est de l'éveiller et de la promouvoir en levant l'obstacle de nos propres limites, en faisant crédit aux richesses de la grâce, en vivant *en la personne de nos frères* l'identification mystérieuse qui est peut-être ici-bas la suprême oraison : ceci est *Mon* corps, ceci est *Mon* sang.

La vraie fraternité c'est Christ-en-toi, et même, s'il faut aller jusqu'au bout de la pensée du Maître, tel un vivant sacrement, Christ c'est toi (1).

(1) « Ce que vous aurez fait au plus petit d'entre mes frères, c'est à *Moi* que vous l'aurez fait. J'ai eu faim, etc. »

17

Le Seigneur eut tant à cœur cette incompréhensible identité, cette in-habitation réciproque, cette circumincession de tous en Lui et de Lui en tous qu'il ne voulut point qu'une âme pût s'approprier l'acte rédempteur sans le communiquer à ses frères, suivant la loi profonde de la vie trinitaire où l'activité de l'être divin subsiste en l'altruisme pur des relations personnifiantes.

La suprême communion avec Dieu est un banquet entre les hommes.

Aussi bien la sainte liturgie ne peut-elle être *privée.* La Messe est toujours un acte *public* autant qu'elle est un acte *universel* : l'offrande quotidienne du sacrifice éternel pour le salut du monde entier.

18

La division des terres qui groupe les individus en unités nationales distinctes, plus ou moins rigoureusement séparées et trop souvent hostiles, ne doit pas atteindre les âmes.

Sans vouloir renier ni affaiblir aucune des *solidarités* matérielles ou morales qui unissent tout homme à sa patrie, il ne faut pas oublier cependant qu'elles ne sont légitimes et sacrées que pour être tout *ordonnées* à promouvoir en chaque citoyen cette majorité spirituelle, cette qualité d'âme, cette plénitude de vie intérieure enfin qui constitue toute la dignité de la personne : *valeurs d'humanité* qui n'appartiennent exclusivement à aucun peuple, et que le vrai patriotisme qui s'en nourrit nous apprend à vénérer également partout où elles apparaissent.

N'est-ce pas l'émerveillement continuel du prêtre dont le ministère est tant soit peu itinérant et cosmopolite de découvrir, à travers les diversités superficielles d'expression, l'identité foncière des âmes, qu'il perçoit infailliblement, pour peu qu'elles soient vivantes, toutes les fois qu'il descend assez profond dans ces régions *du silence* où se révèle leur divine transparence?

19

Si donc l'activité visible du chrétien s'inscrit presque nécessairement dans un milieu restreint, son intention le dépasse et son action véritable est proprement *catholique* : universelle.

*Universels* sa prière, son travail, sa douleur, sa joie, son amour. *En lui* toute âme élève sa louange, tout labeur est offert et toute douleur rachetée, toute joie devient don et tout amour est consacré. Sa communion est le viatique des mourants innombrables qui s'en vont sans Eucharistie, et son rosaire est une couronne de grâce sur le front des plus rebelles.

Il suffit qu'il se retire devant le Christ en soi, qu'il revive tout le jour l'identification matinale, pour donner à ses pensées une ouverture infinie et une ampleur illimitée à son action. Il n'est travail si humble qui ne le ramène aux sources de la plus féconde oraison, s'il doit considérer ses outils eux-mêmes, suivant le conseil de saint Benoît à ses moines, comme *des vases sacrés.*

N'est-ce pas *à même la vie*, en l'acte le plus élémentaire de son existence terrestre : dans ce repas de pauvre dont le pain et le vin font tous les frais, que son Seigneur vient à sa rencontre? *L'attention* respectueuse d'un regard

aimant à *tout* le réel lui permettra de saluer partout la trace de son passage :

> En répandant mille grâces,
> en hâte il a passé par ces bocages,
> et les parcourant de son regard
> par son seul visage
> il les laissa vêtus de beauté.

20

Nous n'ignorons pas, certes, l'écart infini qui semble devoir exister presque toujours entre l'ordre d'intention et l'ordre d'exécution. En *fait* le chrétien est incorporé dans la cité, immatriculé dans le temporel, solidaire de toutes les servitudes matérielles contenues dans la nécessité, si tragique pour un être dont la vocation suprême est spirituelle, de boire et de manger.

Cent fois pour une il se trouvera coincé entre les exigences les plus hautes de sa conscience et les résistances invincibles de son milieu. Il lui faudra composer pour ne pas compromettre tout le bien, accepter le moindre mal pour éviter le pire, mettre la force au service de la justice, tant que le respect du droit ne suffira point à la faire prévaloir.

21

Tout cela est vrai. Mais s'il est impossible en certains cas de ne point prendre parti, étant donnée l'urgence des périls qui menacent la communauté dont nous sommes temporellement les membres, que ce soit du moins *sans être partisan*, avec le sens de la complexité des problèmes et de la bonté toute relative des positions que nous sommes contraints de défendre. Car il est bien rare que de pures vérités s'affrontent et de pures erreurs, mais les unes et les autres représentées par des hommes également

sincères le plus souvent et pareillement limités. En sorte que pour tenir balance égale, il faudrait soustraire toutes les défaillances par lesquelles les uns obscurcissent la vérité et rendre hommage à toutes les vertus par lesquelles les autres, de bonne foi, accréditent l'erreur.

Les moyens nous manquent généralement pour accomplir utilement une telle discrimination. Notre *intention* du moins peut demeurer catholique, notre regard universel, notre cœur aussi ample que la communion des saints.

*Esti angustiantur vasa carnis,*
*dilatentur spatia caritatis.*
Quand les vaisseaux de chair sont à l'étroit,
Que se dilatent les espaces de la charité,

suivant le grand mot d'Augustin, ou, comme dit, en termes non moins magnifiques, le Psalmiste :

*Suscipiant montes pacem populo*
*et colles iustitiam.*
Que les montagnes reçoivent la paix pour le peuple
et les collines la justice.

Si chacun de nous tient son cœur en haut, refuse toute servitude intérieure et domine par l'élévation de son âme toutes les divisions qui poussent les hommes au combat — les réconciliant tous par la foi au niveau du cœur de Dieu (1) — il ne cessera point d'incarner la paix qui est l'ordre de l'amour, d'en promouvoir le rayonnement et d'en mériter le retour parmi ses frères.

La lutte, même sanglante, si elle devient inévitable comme la déflagration monstrueuse de tous les égoïsmes individuels longtemps amoncelés et indissolublement coagulés, la guerre enfin, aussi horrible qu'elle soit et

(1) « Accedet homo ad cor altum... »

quelque effort qu'il doive faire pour la prévenir, ne sera pas pour lui la faillite pure et simple de la vie.

*L'amour est plus fort que la mort*, et c'est une réussite assez belle pour un homme dont le corps va se volatiser tout à l'heure en poussière anonyme, de pouvoir nommer en esprit, au Père qui aime tous ses enfants, ceux que les circonstances obligent d'être ses ennemis.

22

Nous envisageons le pire. Cela ne signifie pas que nous croyons à la fatalité de la guerre, puisque aussi bien les causes d'où elle suit nécessairement : le péché, l'égoïsme, le refus d'aimer peuvent être écartées.

Peut-on espérer une démission assez générale des individus et des groupements où ils sont insérés, pour réaliser sur terre, sans utopie, une paix véritable dans une fraternité universelle ?

Cela dépendra pour une grande part *du degré de catholicité* des chrétiens.

23

Une *individualité* puissante est toujours présente aux mouvements collectifs qui exaltent la race, la classe ou la nation. Une *personnalité* spirituelle authentique n'aurait pas moins de force pour susciter ces foyers inviolables d'autonomie et de liberté que sont les personnes dignes de ce nom.

Il y a dans l'action d'un être qui est tout amour des résonances divines auxquelles bien peu d'hommes demeurent insensibles.

Il suffit qu'il paraisse pour qu'une Présence mystérieuse diffuse entre tous ceux qui sont là une atmosphère fraternelle. La conversation s'échange à travers ce *Tiers*

invisible. Les mots s'intériorisent, résonnent au-dedans où s'ouvrent de grands espaces lumineux.

On découvre son âme : sa liberté, son devoir de consécration, la grandeur possible d'une vie où tout serait don.

On s'en va meilleur, anxieux de rencontrer chez ses frères et de vénérer dans leur âme le mystère qu'on vient de reconnaître en soi.

Ainsi se propage l'humanité vraie où la splendeur de la vie se révèle dans la transparence de l'être.

Dès lors, l'action véritable, c'est pour chacun, à travers n'importe quelle activité, d'éveiller chez autrui ces résonances proprement humaines, et déjà plus qu'humaines, où l'homme perçoit tout ensemble l'éminente dignité de son esprit et la responsabilité infinie de son choix, où son *oui* lui apparaît souverainement nécessaire et chacun des battements de son cœur indispensable à l'œuvre du Premier Amour.

24

Une telle action ne peut méconnaître aucun droit ; elle prévient toute demande légitime, elle abolit les classes par l'égalité de tous dans le *don* de soi-même, en maintenant l'ordre par le *service* d'une autorité toute effacée en Dieu dans une suprême démission de soi.

La contrainte se borne d'ailleurs aux limites naturelles qu'impose à l'homme l'inscription de son œuvre dans les coordonnées de l'espace et du temps.

La communauté du travail et de la cité résulte d'une *communion*, d'une commune respiration d'amour.

25

Nous avons tous éprouvé à quelque degré la réalité de ce lien dans toute réunion où régnait l'esprit du Christ, où sa présence invisiblement présidait.

Comment rendre cette présidence de plus en plus effective, sinon en intégrant notre action dans la sienne, en assimilant chaque matin l'acte rédempteur où l'Amour infini se livre à nous dans la folie divine de la Croix ?

La Messe est le grand rassemblement des chrétiens en l'unité de leur Chef, la source de leur vie par l'adhésion de leur âme au Christ immolé, la révélation de leur dignité par leur mystérieuse identification avec lui — ceci est *Mon* corps, ceci est *Mon* sang — le ferment de leur action : laquelle ne consiste en définitive qu'à propager cette investiture divine et comme à transsubstantier toute créature en Jésus, afin que tout être devienne une hostie de louange et d'amour à la gloire du Père dans la communion de l'Esprit.

L'action pour un chrétien va jusque-là, elle engage l'honneur du Christ, sa personne et sa vie. « *Nous sommes les collaborateurs de Dieu.* »

26

Mais nous ne pouvons accomplir son œuvre que par ses méthodes à Lui, qui sont toutes de miséricorde, d'humilité et d'amour.

Ce n'est pas en vain que le lavement des pieds précéda l'institution du Sacerdoce et que l'éternelle Parole est devenue au tabernacle le Verbe silencieux.

Il nous faut prendre *les mœurs de l'Hostie*, écouter dans le recueillement de tout notre être en Lui, attendre les yeux baissés devant le mystère des âmes, vaincre à force d'amour des résistances qui viennent presque toujours de ce que l'être qui semble se refuser n'a jamais rencontré l'amour.

« *Là où il n'y a pas d'amour mettez l'amour et vous extrairez l'amour.* »

27

Mais pour que l'Hostie tienne à ceux qui se rassemblent devant l'autel ce langage de vie, pour que cette clameur muette soit entendue, ah ! qu'il faudrait de *silence* dans nos églises !

On y rencontre souvent tant de bruit dans les images et les vêtements, dans les prédications et les cérémonies, dans la musique et dans le chant, sans parler du tumulte que font au-dessus de nos têtes les lignes incohérentes d'une architecture sans âme.

Ne pourrait-on pas plus généralement concevoir une église du dedans, la laisser naître comme le fruit mûr d'une vie intérieure ?

Il faut que tout nous *recueille* dans un sanctuaire et que n'importe quel passant qui assiste à la liturgie perçoive l'appel du silence dont elle procède, et ne puisse s'étonner quand on lui dira qu'elle est l'évocation véritable *de la mort d'amour du Fils de Dieu*. Il faut qu'il y découvre son cœur brûlant d'une lumière inconnue et qu'il devine le Seigneur à la fraction du pain. Alors il comprendra de lui-même qu'il n'est pas à un spectacle, mais au cœur de la vie, à la source de l'action dans la transparence infinie de l'Être : *infra Actionem*.

MAURICE ZUNDEL.

Fête du Rosaire 1936.

# Témoignage de l'Église

## Le sens religieux de l'Encyclique sur le Communisme

Que le Pape ait choisi la fête de saint Joseph pour publier une encyclique sur le communisme depuis longtemps attendue, cela nous paraît caractéristique au point de vue du sens religieux de ce document.

Le chrétien, comme chrétien, appartient au « monde à venir » dont le Christ est le Grand-prêtre. La vie qu'il mène dans son corps, il la vit dans la foi au Fils de Dieu qui l'a aimé et s'est livré pour lui (*Gal.*, II, 20); comme chrétien, il n'appartient pas au monde, mais au Christ, qui n'est pas du monde.

Et pourtant, il est dans le monde et il doit, même ès choses du monde, y agir chrétiennement, c'est-à-dire, autant qu'il se peut, comme le Christ, sous sa lumière, par sa grâce et pour ainsi dire à son compte.

Dès lors, le seul moyen pour lui d'être vrai en cette difficile insertion de son christianisme dans les activités temporelles et charnelles est de contempler, puis d'imiter les conditions dans lesquelles, avant lui et pour lui, le Verbe lui-même est venu temporellement et charnellement parmi nous. Il ne faut pas chercher d'autre raison au fait que, à mesure que le temporel se détache du spirituel, s'oppose à lui et se présente aux options tragiques du croyant comme la contradiction violente de tout ce qu'il aime, l'Église s'attache davantage à la contemplation du Verbe fait chair, des conditions et du cadre

même de son incarnation. Le développement moderne de la « dévotion » à l'humanité du Christ, à son enfance, à la Sainte Famille, à la Sainte Vierge et à saint Joseph est certainement à comprendre dans cette perspective. Il répond au sentiment que c'est là, à Bethléem, à Nazareth, au Golgotha, qu'il faut chercher la lumière sur tous nos problèmes, et singulièrement sur celui des rapports du spirituel avec le temporel du monde présent. Il constitue une part importante du témoignage que l'Église rend à son Seigneur.

Comme naguère à Césarée de Philippes, Jésus demande à ses fidèles : « Et vous, que dites-vous que je suis ? » Sans défaillir, l'Église a toujours répondu par la bouche de Pierre : « Vous êtes le Christ, le Fils du Dieu vivant ! » Mais aujourd'hui, en face d'un monde où l'homme oublie, dans le bruit et l'éblouissement de ses propres créations, qu'il doit rendre à son Créateur une âme faite à son image, l'Église 1937 ajoute, encore par la voix de Pierre : Vous êtes vraiment le Fils de l'Homme, vous qui avez voulu vivre parmi nous la vie familiale et laborieuse de Nazareth. Comme il n'y a d'autre nom que le vôtre qui ait été donné à l'homme pour être sauvé — ces mots du premier discours de Pierre après la Pentecôte reviennent à la fin de l'encyclique —, il n'y a pas non plus d'autre statut pour une vie humaine selon Dieu que celui dont vous nous avez donné l'exemple, d'autre conjonction du spirituel et du temporel que celle dont, pour nous, vous avez pris l'initiative et fixé la loi...



En sorte que, dans cette encyclique comme dans tous les documents semblables, malgré peut-être des apparences de rédaction, si le *oui* et le *non* sont mêlés, le positif et le négatif, le consentement et le refus, le *non* est cependant second et n'existe que par une conséquence obligatoire du *oui*.

L'encyclique adresse un *non* catégorique au communisme. Mais son sens le plus profond est un *oui,* un immense *oui* plein de ferveur dit au Christ venu en chair dans l'humanité et mort en croix pour nos péchés. Un immense *oui* profond, semblable à celui qu'eut à prononcer Joseph lorsque l'Incarnation commença de lui apparaître comme régie par la loi de la croix : « Ne crains pas de prendre Marie avec toi. Car ce qui est formé en elle est l'ouvrage du Saint-Esprit. Elle enfantera un fils, et tu lui donneras le nom de Jésus; car il sauvera son peuple de ses péchés » (*Matth.,* I, 20-21; c'est l'évangile du 19 mars). Ce dont il s'agit ici, c'est de dire, d'un bout à l'autre, *oui* à Celui qui, venu pour ôter nos péchés, est venu aussi dans l'humilité de la vie, dans l'obéissance et le travail, dans un corps, finalement, qui devait être mis en croix et qui a fait, de toutes ces conditions de notre vie, un instrument de rédemption et de transfiguration.

Et ce à quoi l'Église dit aujourd'hui un *non* solennel, — comme jadis le Seigneur lui-même à l'occasion de sa triple tentation, qui porta très précisément sur ce point, — c'est à une conception purement charnelle de l'humanité et du monde, c'est au rejet de l'obéissance intérieure et de la croix, c'est finalement à la conception d'une humanité qui, ayant cessé de se regarder devant Dieu, a cessé en même temps de se connaître pécheresse et de se connaître image de Dieu et ne sait plus, en conséquence, mettre ses pas dans les pas de Celui qui est venu la sauver de ses péchés.

En rappelant à l'humanité qu'elle est créature et pécheresse, l'encyclique affirme pour tout homme, et tout particulièrement pour le monde du travail, le droit à être sauvé, et à être sauvé par la croix. *Ne evacuetur crux...*

Le Saulchoir.

M.-J. Congar, O. P.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Les catholiques dans la cité

La *patrie* est une chose ; ses *institutions politiques* en sont une autre ; le *gouvernement* au pouvoir, une troisième ; les *partis politiques* viennent ensuite.

Les *partis*, dans notre pays, se forment et se dissolvent avec une promptitude déconcertante. Le régime parlementaire provoque, par son mécanisme même, leur succession rapide au *gouvernement.* Nos *institutions* ne sont pas la France, mais elles sont, depuis soixante années, en possession d'état. La *patrie* tient ses titres de noblesse d'une tradition plusieurs fois séculaire.

La théologie catholique fixe notre attitude à l'endroit des uns et des autres, compte tenu et de leur distinction et de leur inégale dignité, et aussi de leur relation.



La *patrie* s'incarne dans l'État, dont les *institutions politiques* constituent la structure, à un instant donné de son développement historique. Le *gouvernement* est le gérant du « bien commun » auquel doit être ordonnée la structure politique de la nation : le « bien commun », principe second — après Dieu, principe premier — de l'autorité d'où découlent l'ordre et la discipline. Les *partis* enfin n'ont qu'une valeur de cause instrumentale, à l'effet de dégager la représentation nationale : c'est une « procédure par le jeu » comparable à celles dont on usait

autrefois pour mettre en action les institutions judiciaires.

Il ne faut ni confondre tout cela ni feindre des cloisons étanches là où n'existe, comme diraient les économistes, qu'une « division du travail » : la division du travail, — un principe de collaboration.

Il y va d'un équilibre qui appartient au type classique de la « séparation des pouvoirs », principe de collaboration, elle aussi, selon la vieille doctrine parlementaire, hélas! étouffée dans notre pays sous la poussée d'un « conventionnalisme » malfaisant : la séparation de pouvoirs inégaux, et pourtant autonomes, chacun à son plan : pouvoir national, pouvoir politique, pouvoir gouvernemental, puissance des partis.

Envers la *patrie,* la théologie catholique enseigne le devoir de *piété*; elle l'assimile à nos devoirs envers nos parents. Après Dieu, dit le Docteur Angélique, il n'est personne à qui nous devions autant qu'à nos parents et à notre patrie ; et c'est pourquoi, de même qu'à Dieu nous devons la « religion », à nos parents et à notre patrie, nous devons la « piété ».

Au *régime politique* établi, par une sorte de dérivation de la piété patriotique, les catholiques doivent la « *loyauté* parfaite », enseigne Léon XIII. La nuance est claire. L'explication donnée par le grand Pape est plus lumineuse encore : « La raison de cette acceptation, c'est que le bien commun de la société l'emporte sur tout autre intérêt ; car il est le principe créateur, il est l'élément conservateur de la société humaine ; d'où il suit que tout vrai citoyen doit le vouloir et le procurer à tout prix. Or, de cette nécessité d'assurer le bien commun dérive, comme de sa source propre et immédiate, la nécessité d'un pouvoir civil qui, s'orientant vers le but suprême, y dirige sagement et constamment les volontés multiples des sujets groupés en faisceau en sa main. Lors donc que dans une société il existe un pouvoir constitué et mis à l'œuvre, l'intérêt commun se trouve lié à ce pouvoir, et l'on doit, pour cette raison, l'accepter tel qu'il est, le

respecter et lui être soumis, comme représentant ce pouvoir venu de Dieu. »

Des institutions politiques, le devoir de loyalisme rejaillit en devoir d'*obéissance* envers ceux que leur fonctionnement régulier a portés au *gouvernement* : « Les chrétiens entourent d'un respect religieux — c'est toujours Léon XIII qui parle — la notion du pouvoir, dans lequel, même quand il réside dans un mandataire indigne, ils voient un reflet et comme une image de la divine majesté. »

Vis-à-vis des *partis*, enfin, du moins en tant qu'organismes d'action politique, la théologie catholique ne nous impose aucune autre obligation que l'abstention à l'endroit de ceux dont « le programme et l'orientation effective » ne présentent pas « les garanties nécessaires à la sauvegarde des droits de Dieu et de la conscience ».

***

C'est en pleine conformité de cette doctrine que *Sept* a prié un de ses rédacteurs d'aller trouver M. Léon Blum, « non point comme leader socialiste, mais comme chef de gouvernement », et de lui poser les deux questions suivantes : « Que pensez-vous de la doctrine sociale de l'Église? Quelle collaboration en attendez-vous pour la collaboration de cet ordre nouveau auquel la France travaille ? »

Que cette démarche ait mécontenté certains hommes politiques, cela nous touche peu.

Que ces mécontentements se soient manifestés à droite, comme, en d'autres occasions, ils ont pu se produire de quelque autre côté de l'horizon : nous ne saurions nous en émouvoir.

Que, de ce point de vue, l'initiative de *Sept* soit qualifiée de maladresse, d'imprudence ; qu'on y soupçonne je ne sais quel esprit de compromission coupable ou quelle naïveté fâcheuse pour des journalistes : c'est affaire d'ap-

préciation, et peu nous importerait encore, puisque tel n'est pas notre point de vue.

Que ces critiques, même, aient trouvé un écho dans une grande « revue catholique d'intérêt général », nous nous en accommoderions, — car les intérêts politiques sont inclus dans l'intérêt général, — n'étaient le caractère propre de cette revue et la signature d'un théologien. Dans les *Études*, et sous la plume du R. P. du Passage, pareille critique rend un son particulier ; et les justes « distinctions » faites par l'éminent jésuite — nous nous permettons de reprendre ses termes — pour protester de la rectitude doctrinale de *Sept*, même à ce propos, et ses « réserves opportunes » et ses « explications pertinentes » risquent de ne pas suffire « pour dissiper entièrement l'impression et les équivoques » que son attaque est « de nature à provoquer ». Soyons franc : l'impression d'une position prise, au nom du catholicisme, en faveur d'une politique d'opposition systématique et de mise en quarantaine à l'endroit du *gouvernement* issu d'une défaite électorale.

Entendons-nous bien. Nous ne prêtons pas plus au rédacteur des *Études* cette attitude intenable, du point de vue catholique, qu'il ne prête lui-même à *Sept* une attitude, non moins intenable, de concession au parti socialiste.

Que, devant cette dernière, il ait peine à se défendre d'un « malaise », nous le croyons sur sa parole. D'autres n'éprouveront-ils pas un autre malaise de la polémique qu'il soulève, sans avertissement préalable, entre deux organes catholiques, alors qu'une simple conversation suffisait à l'épargner aux lecteurs de tous deux, au public catholique et au public tout court ? Nul doute qu'elle ne l'eût amené, non à retirer son article, mais à accuser d'un trait autrement vigoureux une distinction de points de vue qui s'estompe dans une rédaction trop souple et tellement nuancée qu'à première lecture elle est insaisissable. La vérité y eût gagné.

*
* *

La critique ne vise donc que le fait de la démarche et les termes de la double question posée au Président du Conseil. Et c'est ce qui ne va pas sans gravité.

M. Léon Blum au pouvoir ne s'est pas signalé jusqu'à présent par une politique d'un anticléricalisme bien combattif. L'aurait-il fait qu'en tout ce qui ne va pas contre les exigences de leur conscience religieuse et de la discipline catholique, nous lui devrions l'obéissance, comme au représentant de Dieu, préposé, de par l'investiture divine, au bien commun de notre patrie : tel est l'enseignement catholique.

L' « ordre nouveau » pour la construction duquel *Sept* lui a demandé quelle collaboration il attendait de la doctrine sociale de l'Église, ce n'est pas l'ordre socialiste ; la question était claire : c'est l'ordre « auquel la France travaille ». Mais la France est incorporée dans une constitution à laquelle respect est dû par les catholiques, en tant que catholiques, et dont le fonctionnement régulier a porté au *gouvernement* le chef du parti victorieux. Obéissance lui est due.

Obéir, ce n'est pas subir ; obéir, c'est collaborer.

Celui-là n'obéit pas, qui paye ses dettes ou ses impôts sous la menace de poursuites ; celui-là n'obéit pas, qui se rend à la caserne sous la menace des gendarmes et du conseil de guerre ; celui-là n'obéit pas, qui trouve plus avantageux de se conformer aux règlements de police que de payer une contravention. L'obéissance est un acte de soumission raisonnable ; et c'est cette obéissance raisonnable qui est due par l'homme à tous ses supérieurs, à chacun suivant la dignité de son rang et le poste du bien commun dont il porte la charge : les fidèles à l'Église, les enfants à leurs parents, les serviteurs à leurs maîtres, les citoyens aux lois de la cité, les gouvernés aux gouvernants. L'obéissance est une collaboration.

Tel est l'ordre; telles sont ses exigences. Les ardeurs partisanes peuvent l'obscurcir; elles ont leurs excuses : la théologie de l'obéissance est immuable.

Un chrétien ne confond pas l'obéissance avec cette manière oblique de résistance, qui se refuse à entrer dans les vues de l'autorité et à les suivre jusqu'au *veto* qu'oppose, dans sa conscience ou par la voix de l'Église, Celui duquel descend toute autorité, même celle des gouvernants qui se refusent à le reconnaître. Ceci n'est pas une opinion politique ; c'est la théologie catholique.

Que le chef du *gouvernement* soit en même temps l'un des représentants qualifiés d'un parti dont la doctrine est condamnée par les Papes : cela ne change rien à l'affaire. Il faut prendre les enseignements pontificaux dans leur totalité : la soumission au pouvoir établi avec la condamnation du socialisme.

Que l' « ordre nouveau » qu'on envisage soit susceptible d'être influencé, de ce fait, par la pensée socialiste : ce n'est pas une raison pour ne pas tenter d'y faire sentir les influences chrétiennes ; mais, pour cela, il faut collaborer.

Le socialisme, au surplus, « comme toutes les erreurs, contient une part de vérité : ce que d'ailleurs les Souverains Pontifes n'ont jamais nié » ; et le Pape Pie XI de spécifier que « les choses peuvent en arriver insensiblement à ce point que les idées de ce socialisme mitigé ne diffèrent plus de ce que souhaitent et demandent ceux qui cherchent à réformer la société sur la base des principes chrétiens ».

Ce qui est condamné dans le socialisme, c'est « une théorie de la société qui lui est propre et qui est inconciliable avec le christianisme authentique ». Là-dessus, nous avons été, nous sommes et nous demeurerons intraitables.

***

Ce que le R. P. du Passage suggère fort judicieusement,

c'est que l'erreur socialiste et radicale-socialiste est héritée de Rousseau : bien plus directement même qu'il ne paraît le supposer, Rousseau ne voit pas du tout, comme il le laisse entendre, dans la démocratie le jeu de souverainetés individuelles additionnées et départagées par le jeu de la majorité. Il est bien plus socialiste, voire communiste, que cela.

D'ailleurs, nous ignorons si, comme l'affirme le R. P. du Passage, la doctrine politique de Rousseau est le substratum du socialisme de M. Léon Blum. Si oui, la lecture qu'a faite celui-ci des encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* a dû le décevoir ; et la question qui lui fut posée, loin de le mettre dans la « situation éminemment avantageuse » où l'aperçoit le distingué rédacteur des *Études* en face de son interlocuteur, ne dut point lui sembler marquée au coin d'une « générosité » dommageable « pour la position catholique »... Sa réponse favorable à une collaboration des catholiques français pour la « liberté démocratique et la justice sociale » serait alors bien celle du chef du *gouvernement*, et non celle du leader socialiste : la question bien posée fut bien comprise.

Le Saulchoir.

R. G. Rfnard, O. P.,
Professeur honoraire
à la Faculté de Droit de Nancy.

# La situation de l'Église dans le troisième Reich

(*Suite*)

## *Les catholiques de l'Oldenbourg remportent une victoire*

Ce ne sont pas seulement des défaites qu'il faut enregistrer dans la lutte de défense que les catholiques allemands ont à mener contre un État oppresseur. Il y a aussi des exemples où la résistance des croyants contraint les persécuteurs à reculer. C'est ce qui s'est passé dans le pays d'Oldenbourg.

On sait qu'Alfred Rosenberg dit dans son « Mythe du Vingtième Siècle » que le signe de la croix, étranger à la mentalité de l'héroïsme nordique, doit disparaître des rues et des bâtiments publics, même des églises. C'est probablement dans ce sens que le gouvernement d'Oldenbourg croyait agir, en publiant son décret du 4 novembre 1936 qui ordonne la disparition du crucifix de tous les bâtiments publics, surtout des écoles. De même, les tableaux de Luther devaient disparaître des écoles protestantes, et il fut interdit de permettre la bénédiction ecclésiastique des bâtiments publics, écoles, hôpitaux, etc. Une tempête d'indignation déferla sur les villages catholiques du pays d'Oldenbourg. Une protestation solennelle de Mgr von Galen, évêque de Munster-en-Westphalie, dont le diocèse s'étend aussi sur le pays d'Oldenbourg, fut lue dans les chaires, des neuvaines de prières furent organisées dans toutes les églises et chapelles. La popu-

lation contraignit les conseillers communaux nommés par les nazis à se réunir et à adopter des ordres du jour protestant contre le décret. Au bout de quelques jours, tout le pays était en révolte. Des députations furent envoyées à la capitale pour revendiquer l'annulation du décret. Des maires et des conseillers communaux, qui ne sont pourtant pas élus par le peuple, mais imposés par le gouvernement d'après le désir du parti naziste, menaçaient de démissionner. Les propagandistes du parti national-socialiste qui devaient parcourir les villages pour calmer les paysans se voyaient hués et conspués. Le gouvernement se déclara prêt à accepter un compromis qui consistait à permettre que pendant les leçons de religion un crucifix fût placé dans les classes. Cette concession insuffisante fut rejetée par les catholiques. Les nazis finirent par convoquer un grand meeting qui devait, grâce aux méthodes que leur parti manie avec une habileté incomparable, mettre un terme aux protestations des paysans. Les formations nazistes du pays devaient s'y trouver en masses, et on exerçait toutes sortes de pression sur la population pour qu'elle y vienne. Le *Reichsstatthalter* (gouverneur) et *Gauleiter* (chef territorial du parti), Röver, devait y parler en personne. Sept mille personnes remplissaient la salle, l'après-midi du 25 novembre. Quand le chef du gouvernement prit la parole et commença par parler de toutes sortes d'autres choses, il fut interrompu toujours de nouveau par des cris : « Parlez-nous du crucifix ! Nous réclamons la restitution du crucifix. » M. Röver vit bientôt qu'il était impossible de calmer cette foule indignée. Il finit par annoncer, au milieu de formidables acclamations, qu'il retirait son décret et autorisait la rentrée du crucifix dans les écoles...

Là-dessus, l'évêque de Munster publia une lettre pastorale, remerciant le peuple catholique d'Oldenbourg pour sa fermeté et le gouverneur pour sa concession.

De presque toutes les communes, écrit l'évêque, vos représentants, des hommes allemands braves et courageux, éprouvés dans la

guerre et la paix, sont allés à Oldenbourg. Ils ont manifesté sans peur leur foi chrétienne, ils ont rendu témoignage, sans craindre les hommes, de votre volonté et de votre fidélité au Christ crucifié. Remercions Dieu de ce courage chrétien qui est, en tous les temps, un devoir chrétien, mais qui est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Que Dieu bénisse tous ceux qui luttent courageusement et sans crainte pour notre cause sacrée. Que leur attitude soit un modèle et un exemple pour tous les chrétiens, qui dépasse les frontières de notre petite patrie, et qui serve avant tout à notre jeunesse. *Que Dieu multiplie dans nos cœurs le courage des confesseurs, courage qui, malgré toutes les menaces et toutes les pertes de biens temporels, rend témoignage à la vérité chrétienne et qui est prêt à défendre le plus précieux héritage de nos ancêtres, la foi au Christ et à sa sainte Croix, et cela, s'il est nécessaire, jusque dans les geôles et dans la mort !...*

La lettre pastorale critique également, dans des termes très énergiques, le rôle que l'État naziste attribue toujours au « Mythe du Vingtième Siècle ».

Plusieurs évêques dont les diocèses étaient le théâtre d'autres campagnes pour la disparition du crucifix ont fait lire la lettre pastorale de Mgr von Galen dans toutes les églises de leurs diocèses. Dans l'archidiocèse de Fribourg-en-Brisgau, la police secrète d'État est intervenue pour l'interdire.

Un peu partout dans le Reich, le peuple catholique est indigné de la campagne contre le crucifix, et la police hitlérienne n'y peut pas grand'chose. Voilà un autre cas qui s'est passé à Wolfsfeld, près de la frontière luxembourgeoise. Nous reproduisons ce que le *Luxemburger Wort*, quotidien catholique du Grand-Duché, en écrit dans son numéro du 23 janvier 1937 :

*Wolfsfeld* (Kr. Bisburg), 19 janvier. — Il y a environ deux mois, sur un ordre venu du gouvernement, on avait, dans notre école, éloigné le crucifix de sa place ordinaire pour le placer dans quelque coin obscur, tandis que la place d'honneur du crucifix était occupé par un tableau du chancelier du Reich. On le toléra d'abord sans rien dire; mais l'indignation provoquée par cet affront fait aux convictions chrétiennes de la population alla croissant parmi les pay-

sans, jusqu'au 12 janvier, où une vingtaine de jeunes gens âgés de vingt ans ou plus passèrent à l'action. Le matin, après la messe, ils se rendirent ensemble à l'école et fixèrent le crucifix de nouveau à son ancienne place d'honneur. Les tableaux de Hitler et Hindenburg furent placés sur les côtés. Un tableau de la sainte Vierge qu'on avait fait disparaître de la classe fut rapporté à sa place accoutumée. — Les autorités de Trèves ne tardèrent pas à être informées de ce qui s'était passé. Le lendemain, à huit heures du soir, la police secrète d'État arriva dans notre village et donna à tous les jeunes gens l'ordre de se présenter devant elle. Chacun fut interrogé. Pendant que les interrogatoires se prolongeaient dans une chambre jusqu'au matin, les autres témoins étaient assis dans la chambre d'à côté et passaient leur temps à chanter. Vers trois heures du matin, les agents de la *Gestapo* se retirèrent dans leur automobile. Le jeudi et le vendredi, ils rentrèrent pour continuer les interrogatoires sans, cependant, procéder à des arrestations. En particulier, la jeune fille qui était chargée du nettoyage de l'école fut sévèrement et longuement questionnée. On faisait tous les efforts possibles pour découvrir les « meneurs du complot ». On essayait aussi de prouver que c'était le curé qui était le véritable coupable, et que l'acte incriminé était la suite de la lecture en chaire de la lettre pastorale d'Oldenbourg. Mais il était impossible de donner un point de départ à l'enquête policière. L'homme de la S. A. qui surveillait les jeunes gens convoqués à l'interrogatoire fit remarquer que c'était une honte pour un homme allemand d'aller en prison. Mais tous lui répondirent : « Mais non, c'est un honneur d'être incarcéré à cause du crucifix. Tout le monde, dans la commune et dans les environs, parle de nous avec respect. Quand nous rentrerons de la prison, nous irons d'abord voir à l'école si le crucifix s'y trouve toujours à sa place d'honneur. S'il n'y est pas, nous l'y replacerons. »

## *La Jeunesse Hitlérienne et la Jeunesse Catholique*

Parmi les nombreuses lois adoptées par le gouvernement du Reich, le 1er décembre 1936, il y en a une qui rend l'inscription à la Jeunesse Hitlérienne obligatoire pour toute la jeunesse masculine et féminine à partir de l'âge de dix ans. La loi est brève, mais lourde de conséquences. Voici le texte :

Considérant que l'avenir de la nation allemande dépend de la

jeunesse et que pour cette raison toute la jeunesse allemande doit être préparée à ses devoirs futurs, le gouvernement du Reich a adopté la loi suivante qui est promulguée en ces termes :

PARAGRAPHE 1

Toute la jeunesse allemande à l'intérieur du territoire du Reich est réunie à la Jeunesse Hitlérienne.

PARAGRAPHE 2

Toute la jeunesse allemande sera soumise, avec la Jeunesse Hitlérienne, en plus de l'éducation qui lui est donnée dans la famille et à l'école, à une éducation physique, intellectuelle et morale dans l'esprit du national-socialisme pour le service du peuple et de la communauté raciste.

PARAGRAPHE 3

La tâche de l'éducation de toute la jeunesse allemande réunie à la Jeunesse Hitlérienne est confiée au Chef de la jeunesse du Reich du Parti Ouvrier Allemand National-Socialiste. Il est désormais le Chef de la Jeunesse du Reich Allemand (*Jugendführer des Deutschen Reiches*). Il a la position d'une autorité suprême du Reich (*oberste Reichsbehörde*) avec le siège à Berlin et est immédiatement soumis au Führer et chancelier du Reich.

PARAGRAPHE 4

Les décrets et règlements administratifs nécessaires à la mise en pratique et à l'achèvement de cette loi seront rendus par le Führer et chancelier du Reich.

C'est tout. La loi laisse beaucoup de questions ouvertes. Elle ne dit à partir de quel âge et jusqu'à quel âge l'obligation de « faire du service » dans la *Hitler-Jugend* est imposée. Elle ne dit pas non plus ce qui advient désormais des associations de jeunesse catholiques dont l'existence et la liberté ont été solennellement garanties dans le Concordat de 1933. Les « décrets et règlements administratifs » annoncés dans le paragraphe 4 n'ont pas encore paru. Jusqu'ici, il n'y a qu'un contrat, conclu, avec l'approbation de Hitler, entre Baldur von Schirach et le Chef des Sports du Reich (*Reichssportführer*), M. von Tschammer und Osten, qui est désormais le délégué spécial du

beau Baldur pour l'éducation physique. Il y a, secundo, une formidable campagne pour assurer à la Jeunesse Hitlérienne, dans toutes les localités, des maisons « dignes de l'éducation nationale de la jeunesse ». Il y a aussi un décret bavarois daté du 22 janvier 1937, qui donne des directives pour les rapports de la jeunesse scolaire et de la *Hitler-Jugend.* En Bavière, les après-midi entiers du mercredi et vendredi et, une fois par mois, l'après-midi du samedi et le dimanche entier, sont réservés au « service de la *Hitler-Jugend.* Les instituteurs et institutrices ne sont pas autorisés à donner à leurs élèves des devoirs pour ces après-midi.

Du point de vue religieux et moral, il est difficile de s'imaginer une organisation plus dangereuse pour la jeunesse que la *Hitler-Jugend.* Tant que l'inscription était encore jusqu'à un certain degré « volontaire », les évêques n'ont pas ménagé leurs avertissements. Baldur von Schirach a dit et redit : « *Le chemin de Rosenberg est le chemin de la Jeunesse Hitlérienne* ». La loi du 1er décembre a indigné et consterné les autorités ecclésiastiques dans le Reich aussi bien qu'à Rome. La conférence épiscopale extraordinaire, qui a eu lieu à Fulda du 11 au 14 janvier, devait s'occuper de ce grave problème. Les évêques ont souvent dit, forts de leurs droits et de la garantie du Concordat, que la question de la jeunesse est une question vitale pour l'Église et qu'elle ne peut pas faire des concessions. Le Saint-Père lui-même a encouragé les associations de jeunesse catholiques :

Nous connaissons par nos soucis de pasteur la situation des jeunesses allemandes, et nous savons que c'est là aussi le grand souci de vos évêques. *Que vos associations sachent que votre cause est Notre cause. Nous vous garderons paternellement sous l'emblème de la croix qui brille sur vos bannières...* (Lettre à Mgr Klens.) Et encore : Nous savons combien l'heure est grave et pénible pour vous, pour l'Allemagne catholique et pour les jeunes gens catholiques. Tous les jours, Nous recevons des nouvelles qui ne sont malheureusement pas de bonnes nouvelles... *Recevez Notre bénédiction pour tout*

*ce que vous avez déjà souffert et pour tout ce que vous allez encore souffrir... Nous dirons et défendrons la vérité, coûte que coûte, et défendrons ainsi vos droits qui sont les droits de la conscience.* (Allocution du 5 avril 1934.)

Il est trop tôt pour dire ce qui arrivera maintenant. Peut-être les évêques réussiront-ils à conclure quelque compromis qui permettra le maintien des œuvres catholiques. Sans doute faut-il espérer que la religion du Christ inculqué aux cœurs des jeunes est capable de résister à l' « éducation physique, intellectuelle et morale » que la Jeunesse Hitlérienne et l'école hitlérienne leur imposent. Mais il faut bien avouer qu'un paganisme qui s'intitule « christianisme positif » est un danger beaucoup plus grand qu'un paganisme sincère et brutal...

Il serait facile de remplir des volumes avec des documents sur la campagne systématique de la Jeunesse Hitlérienne contre les fondements du christianisme. Rappelons simplement ce que la lettre pastorale des évêques bavarois dit des *Bubenrudel*. Ces « équipes de gamins » sont organisées sur la base d'une ordonnance secrète dont l'existence doit être cachée devant toutes les personnes non autorisées. Les *Bubenrudel* ont les tâches suivantes : 1. Elles surveillent les leçons de religion (Bible et catéchisme) et enregistrent la tendance qui s'y exprime. 2. Elles fondent des « cercles de conteurs » qui doivent influencer les jeunes de sept à neuf ans pour contrebalancer les influences qui ne sont pas conformes à la *Weltanschauung* totalitaire des nazis. 3. Elles racontent des anecdotes et des histoires puisées dans le mouvement naziste et l'histoire allemande et exaltent la conception du monde héroïque pour contrebalancer le « complexe d'infériorité » dû aux leçons de religion et aux histoires bibliques, etc., etc. Les évêques bavarois protestent contre ces méthodes. Malheureusement il ne s'agit pas, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, de simples « excès », mais de l'activité normale du national-socialisme.

Mgr Groeber, archevêque de Fribourg, demande dans sa dernière lettre pastorale :

Est-ce que l'âme chrétienne de notre jeunesse doit rester le point de mire d'attaques systématiques qui n'ont pas d'autre but que de détruire pour toujours son attachement au Christ, à son Église et, dans la plupart des cas aussi, à ses propres parents?

Le processus auquel nous assistons tend à assurer la domination absolue d'une conception du monde (*Weltanschauung*) totalitaire qui exclut toute autre religion, au moins toute religion qui ne se désintéresse pas de la vie dans ce monde. Il s'agit aujourd'hui de mettre en pratique ce que Hitler dit à la page 654 de *Mein Kampf* :

Le succès le plus absolu d'une révolution basée sur la conception du monde sera obtenu si la nouvelle conception du monde est enseignée, autant que possible, à tous les hommes et si plus tard, si cela est nécessaire, elle est imposée par la force. (« Der durchschlagendste Erfolg einer weltanschaulichen Revolution wird immer dann erfochten werden, wenn die neue Weltanschaung möglichst allen Menschen gelehrt und, wenn notwendig, später aufgezwungen wird. »)

Dr. KURT TÜRMER.

# Pour l'unité

L'abondance des matières nous empêche de parler comme il conviendrait de la réunion qui s'est tenue le 24 février, à la salle Wagram. On sait qu'un groupe de prêtres et de laïcs de Paris se sont donné pour tâche, depuis quelques mois, de répandre dans l'esprit des chrétiens la mystique de « l'unité ». A ceux qui doutent que nous puissions apporter quelque chose à notre monde, cette vivante association rappelle que, soumis à une même foi, appartenant à une même Église, suivant un même chef, nous sommes animés d'un même esprit. Cette unité doit être, en nos heures de division, un catalyseur d'ordre, d'amour et de paix. On voit combien cette préoccupation est actuelle; on nous permettra d'ajouter qu'elle est toute proche des nôtres. Les articles publiés aujourd'hui sur la messe en sont un nouveau témoignage.

Pour cette raison, nous serons plus à même, peut-être, que d'autres de sentir les dangers de cette position nécessaire. Nous les dirons en toute franchise. Marquons d'abord les réussites. La salle Wagram fut rapidement comble, et plusieurs personnes durent même renoncer à entrer. Le titre à lui seul avait déjà trouvé crédit. Il fut admirablement souligné par l'aspect « théâtral » de la réunion. Il y eut un ensemble de véritables trouvailles. Une grande croix de bois dominait toute la salle. On commença par « le signe de la croix » et on récita, avant de se séparer, le « Notre Père ». Le « Chant des adieux », bien connu des scouts, rythmait l'hymne pour l'unité. Ajoutons que M. Gilson fut très précis, et que le P. Fillère sut traverser la salle du souffle qui l'animait. Tout cet ensemble a fait, en fin de compte, de la réunion une belle réussite.

Mais le succès ne peut nous cacher les dangers. Danger de la confusion des idées d'abord : huit orateurs ont pris la parole, mais pour rendre à peu près le même témoignage, de sorte que l'on aurait pu concevoir toute autre distribution des rôles; — les affirmations sur l'insertion du spirituel dans le temporel manquaient de cette précision que s'efforce d'apporter, depuis quelques années, la réflexion chrétienne : positions sociales, politiques et économiques ont été trop

souvent télescopées avec l'action formellement catholique; — enfin on opposa peut-être trop facilement, pour la préciser, l'unité chrétienne aux autres mouvements totalitaires, et, de ce fait, on semblait nous laisser sur le même plan qu'eux.

Mais l'inquiétude la plus grave vient des rapports que peut soutenir un semblable mouvement avec l'effort d'organisation actuelle de l'Action catholique. Disons d'abord que Mgr Pizzardo a donné pleine approbation aux thèmes essentiels du mouvement, et que S. Exc. Mgr Beaussart, auxiliaire de S. Ém. le Cardinal archevêque de Paris, a nettement précisé, en ouvrant le meeting du 24 février, qu'il ne s'agissait pas de contester l'autonomie des mouvements spécialisés. Les militants de « Pour l'unité » se défendent d'ailleurs de lancer un mouvement nouveau : ils veulent répandre un esprit. C'est bien la véritable position, et nous voilà assurés qu'il ne peut y avoir conflit entre les deux tendances. Mais le danger n'est pas encore totalement écarté : car l'erreur ne serait pas seulement de concevoir un mouvement catholique qui dominerait et engloberait tous les autres, mais encore, nous semble-t-il, de prétendre que les mystiques de ces derniers ne peuvent s'achever qu'en se rattachant à une mystique unique et plus parfaite. La vie organique et spirituelle de l'Église est autrement souple. Nous n'avons qu'un même *credo* et qu'une même foi, nous mangeons tous le même pain, mais, dès que nous voulons manifester comment chacun conçoit et vit cette unité, les expressions se multiplient à l'infini. A prôner un langage par trop semblable, nous pratiquerions cette « dialectique de l'aplatissement » qu'il importe de dénoncer, et dans la mesure où, pour mieux réaliser notre unité, nous nous appliquerions à ne choquer personne, nous nous exposerions à un conservatisme mortel. Pour prendre un exemple précis, que nous le voulions ou non, beaucoup d'expressions de notre langage chrétien ne reflètent pas encore les préoccupations vitales des ouvriers et des travailleurs de notre temps. Et la tâche de la J.O.C. (nous parlerions de même au sujet des mouvements d'ingénieurs catholiques et de beaucoup d'autres) va jusqu'à découvrir non seulement les problèmes humains que l'ouvrier se pose, mais les mots avec lesquels il faut lui dire la réponse du Christ.

Nous faisons ces remarques, que nous inspire une véritable amitié, avec d'autant plus de liberté que le mouvement « Pour l'unité » a connu l'autre soir un nouveau succès. Nous lui souhaitons de continuer, en prenant de plus en plus conscience de ce qu'un philosophe appellerait « l'analogie » de l'unité de notre monde créé et racheté.

A. M.

# QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *L'orthodoxie financière.*

Entre les hommes et les capitaux.

M. JACQUES. *Où l'Angleterre conduit-elle la France?*

L'Angleterre saisira-t-elle l'importance de Prague assez tôt pour éviter la guerre? demandions-nous daus un précédent article. Sa politique, sujette à tant de contradictions, reste toujours hésitante devant les réflexes traditionnels de son opinion publique; mais de légers indices, nombreux et concordants, semblent indiquer que, depuis quelques jours, la cause de la paix a fait quelque progrès.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

Autarchie et autarcie.

A. VANEETVELDE. *La solution du problème financier et l'avenir de l'économie.*

AUGUSTE VIATTE. *Encore les affaires japonaises.*

## *DOCUMENTS*

*La journée de travail continue,* par PAUL LEBLOND.

A titre de suggestion pour les réformes actuelles, nous rappelons cet usage anglais de de la journée de travail continu, que l'Italie fut amenée à prendre au temps des sanctions.

*A travers les revues :* Le pluralisme syndical.

*Billet de Civis*

# L'orthodoxie financière

*Subitement, les embarras de trésorerie ont obligé le gouvernement à des mesures financières qui n'étaient pas dans la logique de sa politique. Déjà, dans un discours radiodiffusé aux fonctionnaires, M. Blum avait préparé ce revirement en lançant l'idée de la pause. Le mot de pause était du reste fort habilement choisi : il avait le don d'apaiser les inquiétudes capitalistes. Il permettait en même temps de ne pas mécontenter les foules à qui M. Blum a pu dire lui-même, à Saint-Nazaire : « Il ne s'agit que d'une halte avant des ascensions futures. » De toute manière, l'opinion était préparée à des nouvelles imprévues. Elles ne tardèrent pas. Un conseil des ministres a suffi à les rendre publiques. On apprit donc un beau jour qu'un emprunt était nécessaire, que la libre circulation de l'or était rétablie et qu'un comité de techniciens, choisis en dehors des milieux sympathiques au Front populaire, gérerait désormais le fond d'égalisation des changes.*

*En trois semaines, l'idée de la pause avait porté ses fruits. L'emprunt a été lancé, presque immédiatement couvert. Un nouveau pas difficile était franchi. Quelle est donc la signification de cette pause et de ce franchissement ? Quelle est pour demain sa leçon ? Cet incident n'a-t-il été qu'une étape provisoire dans un mouvement en avant ? N'a-t-il pas été, au contraire, le signe d'un retournement complet, un désaveu, le début d'une conversion ?*



*M. Blum n'a pas caché sa gêne. « Je m'attends, a-t-il dit, à ce que ces nouveaux avantages rendus aux capitaux cho-*

*quent chez beaucoup de Français des sentiments que nous-mêmes avons eu quelque peine à surmonter. » Et devant la Chambre il a poursuivi : « Les hommes politiques sont contraints ou de se contredire ou de se répéter. » Vraiment, on ne peut lui reprocher cette franchise. Il sait bien jouer la carte de la sincérité. Il sait aussi toujours user des ruses de la dialectique, et tout son art consiste à relier tout ce qui arrive à une ligne d'action continue en faisant toujours après coup la théorie rationnelle de l'imprévisible qui est arrivé.*

*Tout gouvernement, quel qu'il soit, est obligé de biaiser avec les réalités. Entre les hommes et les capitaux, il faut toujours choisir. M Blum a d'abord, avec beaucoup de foi, choisi les hommes en se moquant par avance des factures à payer. Il a appliqué ce qu'on pourrait appeler la doctrine du surcroît : « Je choisis le confort humain pour tous et l'équilibre financier me sera donné par surcroît. » Et puis, au fur et à mesure de son avance, la doctrine du surcroît a reçu des avatars, et progressivement il a fallu, coûte que coûte, s'occuper des nécessités financières. Il a fallu songer de nouveau aux capitaux, sans lesquels il n'y a pas d'équilibre possible. On le fit d'abord par des menaces : les Français qui thésaurisent, ceux qui exportent leurs capitaux sont de vrais déserteurs. Aussi le commerce de l'or sera-t-il réglementé, les impôts sur les avoirs à l'étranger seront-ils renforcés, les fraudes impitoyablement punies. La méthode forte n'a pas suffi. Il manque trente milliards. Or, il y a, semble-t-il, cent milliards de capitaux en fuite. S'ils venaient se remettre dans le circuit intérieur, le problème serait résolu. Mais alors il faut cesser de les épouvanter; il faut changer de tactique. Comme il est de toute nécessité de conserver les avantages acquis aux hommes, voici donc que maintenant il importe de flatter les capitaux. C'est le retour à l'orthodoxie financière.*



*Aussi, tout naturellement, les orthodoxes se réjouissent. Vous voyez bien, disent-ils, qu'on ne se moque pas impunément des nécessités financières. L'expérience présente en est une démonstration certaine. Nous aussi nous pensons aux hommes, nous aussi sommes des sociaux, mais d'une manière plus sûre, plus prudente, plus réelle. Le confort*

*humain du plus grand nombre ne peut pas être réellement créé sans des comptes sincères, sans une trésorerie aisée, c'est-à-dire sans la collaboration des capitaux. Et le surcroît, au fond, c'est le bien-être des hommes et non pas du tout l'équilibre des finances. Équilibrez d'abord vos finances, attirez pour cela les capitaux, et la perfection sociale vous sera donnée par surcroît.*

*Entre ces deux doctrines du surcroît, où gît donc la vérité? Il ne s'agit pas, bien sûr, d'une vérité scientifique, mais d'une vérité empirique, du salut, de la guérison générale. Eh bien! au fond, nous croyons que les deux doctrines du surcroît sont, dans leur rigueur, aussi fausses l'une que l'autre. L'expérience Laval et l'expérience Blum en sont la preuve. La déflation et la reflation ont été toutes les deux condamnées par l'expérience. Ou, du moins, le temps n'a permis ni à la déflation ni à la reflation de réussir. Théoriquement, dans un monde idéal, sans frottement, on peut fort bien concevoir la réussite d'une déflation, ou d'une reflation, dans la mesure où on laisse agir le temps nécessaire à l'efficacité de toute réaction, dans la mesure donc où les gouvernés et les gouvernants ont la force d'attendre. Or, comme dans le monde réel les possibilités d'attente sont réduites, comme les réactions humaines sont toujours capricieuses, ni la déflation ni la reflation ne se suffisent à elles-mêmes.*

*Entre les capitaux et les hommes, nous aussi avons fait notre choix. Et nous savons bien que si le standard de vie de toute une catégorie d'hommes n'avait pas été* d'abord *systématiquement relevé, il aurait fallu attendre on ne sait combien de temps pour le voir amélioré. Mais nous savons aussi que cette amélioration ne peut pas se maintenir dans une atmosphère de guerre aux capitaux.*

*C'est la leçon de la pause. C'est le sens du retour à l'orthodoxie financière.*

CIVIS.

# Où l'Angleterre conduit-elle la France ?

(*Suite*) (1)

## II

### Pourquoi l'Angleterre réarme-t-elle ?

La Grande-Bretagne, au cours des cinq prochaines années, empruntera plus de 40 milliards et dépensera plus de 145 milliards de francs pour rattraper le temps perdu par elle depuis le début de la course aux armements.

Lorsque le chancelier de l'Échiquier, les lorgnons penchés sur son papier, eut donné lecture de ces chiffres fabuleux, il leva des yeux inquiets vers les bancs de l'opposition. Il ne perçut ni frisson ni murmure. Un long débat s'engagea devant les deux Chambres. Le gouvernement ne fit rien pour l'écourter. Mais, exception faite des modalités techniques de l'opération, les critiques libérales et travaillistes répétèrent toutes la même question : « Au service de quelle politique le Royaume-Uni mettra-t-il sa force militaire reconquise ? »

En d'autres termes : « La puissance britannique servira-t-elle à garantir l'isolement impérial et occidental ? Servira-t-elle à garantir la paix de l'Europe ? » C'est aussi la seule question que doive se poser la France.

### Les colonies

Certes, l'annonce brutale et bruyante du réarmement massif de l'Angleterre est venue au moment où les rap-

(1) Cf. *La Vie Intellectuelle* du 25 février.

ports anglo-allemands apparaissaient aussi troubles que possible. M. von Ribbentrop lui-même la considère comme la vraie réponse du cabinet de Londres aux revendications coloniales formulées par son intermédiaire. Mais, ces revendications coloniales, que signifient-elles ?

Le Reichsfuhrer ne leur a donné pour préambule qu'un passage, très court et très vague, de son discours du 30 janvier. Loin de leur prêter la forme d'une démarche comminatoire, il a plaidé en droit pur. Ce qui suffit sans doute pour qu'on ne le prenne pas au mot.

Considérons, d'autre part, quel accueil précis lui a réservé l'Angleterre.

Qui donc a dit que la question coloniale devait être discutée, que la restitution des mandats, sous certaines conditions déterminées, pouvait être un des éléments nécessaires d'une paix stable ? Le *Manchester Guardian,* organe de « la conscience radicale »; le *New Statesman and Nation,* hebdomadaire antifasciste qui mène campagne pour la formation d'un Front Populaire en Grande-Bretagne ; Sir Archibald Sinclair, chef de l'opposition libérale; la plupart des porte-parole du Labour Party.

Au contraire, qui a posé la question préalable ? M. Amery, ancien ministre des colonies, un des derniers apôtres de l'isolement impérial; le comité parlementaire de l' « Association impériale industrielle », qui groupe trois cents membres de la Chambre des Communes, tous défenseurs des traditions conservatrices; le congrès conservateur de Margate lui-même.

Mieux encore, à l'intérieur même du cabinet, deux tendances se sont dessinées. D'une part, Lord Halifax et M. Neville Chamberlain se sont prononcés pour le veto pur et simple. D'autre part, M. Anthony Eden s'est borné à dire que la restitution éventuelle au Reich de ses anciennes colonies devait être subordonnée à un règlement politique général. Or, Lord Halifax et M. Neville Chamberlain sont les partisans, obstinés et avoués, de l'isolement occidental. M. Anthony Eden, au contraire,

reste convaincu que la sécurité de l'Empire est, en dernière analyse, liée à la résurrection de la sécurité collective.

Rien de plus logique que cette attitude respective des diverses fractions de l'opinion anglaise : interdire au Reich l'espoir de recouvrer des territoires outre-mer, n'est-ce pas rejeter vers l'Europe centrale et orientale le germanisme, à l'étroit dans ses frontières ? considérer les colonies comme une zone d'expansion licite, n'est-ce pas, en revanche, tenir l'Europe — l'Europe entière — pour une zone de guerre interdite ? Ce qui revient à dire que les adversaires irréductibles de toute restitution coloniale au Reich sont en réalité les auxiliaires ou les complices du pangermanisme.

Cette constatation prévisible, pourquoi, de la part d'Adolf Hitler, n'aurait-elle pas été un calcul ? Tout se passe comme si le Troisième Reich suscitait la revendication coloniale pour l'étouffer ensuite, l'amplifiait pour la diminuer, bref, escomptait et espérait son échec.

Comment croire qu'une négociation engagée avec une maladresse aussi ostentatoire, systématiquement entourée des manifestations intempestives de M. von Ribbentrop, ait été conçue pour réussir ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une manœuvre d'intimidation et de chantage pour troquer, au moment voulu, la renonciation du Reich à tout projet d'expansion maritime et coloniale contre une formule de neutralité occidentale, qui lui laisse les mains libres à l'est et au centre de l'Europe ?

Supposition ? Sans doute. Mais non pas supposition gratuite. C'est l'Évangile du national-socialisme qui proclame que le but principal de la politique allemande doit être de rallier la complicité de l'Angleterre à ses desseins, en usant des moyens qui conviennent avec « cette nation fourbe et décadente ».

Et c'est encore *Mein Kampf* qui situe « à l'est de l'Europe, non pas ailleurs, la glèbe nécessaire à notre peuple allemand ».

## Le pangermanisme

A l'heure même où l'attention des chancelleries occidentales se concentre ou se détourne, à la faveur du problème colonial ou du problème espagnol, la politique européenne du nazisme ne souffre ni déviation ni retard.

A la Suisse, aux Pays-Bas, à la Belgique, le Führer multiplie les avances : la neutralité de ces pays-glacis est à la fois la condition et l'une des formes de la neutralisation des grandes puissances occidentales.

Après ces concours involontaires, il se ménage des complicités volontaires : plus que jamais, la Pologne et l'Italie prennent leur place dans le système allemand.

Chaque semaine part de Varsovie une nouvelle attaque contre la Tchécoslovaquie, alliée de la France; les ambassadeurs polonais, dans certaines grandes capitales, annoncent froidement « la dislocation prochaine de cet État artificiel ». Le rapprochement entre les États baltes et scandinaves d'une part, l'U.R.S.S. d'autre part, suscite dans la presse gouvernementale polonaise les mêmes attaques furieuses que dans la presse du Troisième Reich : à propos du voyage à Moscou de M. Holsti, ministre des Affaires étrangères de Finlande, à propos de la visite aux États baltes du maréchal Yegorov, chef d'État-major de l'armée rouge, on voit reparaître le thème de « la menace bolchevique » et de « l'invasion rouge ». Enfin, au lendemain de la chasse du général Goering dans la forêt de Bielowitza, M. Strassburger, ancien haut-commissaire de la république polonaise à Dantzig, publie contre le colonel Beck un réquisitoire courageux, dont la conclusion ne prête à aucune équivoque : « On a sacrifié Dantzig sur l'autel de l'amitié germano-polonaise. »

Quant à l'axe Berlin-Rome, le voyage à Vienne de M. von Neurath, opération diplomatique de grand style, vient d'éprouver sa rigidité. A force d'être aimable ou

de se croire habile, on a cru faire de la question d'Autriche le tombeau de l'alliance germano-italienne. Mais, au moment où les troubles d'Éthiopie exigent une répression sanglante et collective, où l'exploitation des richesses minérales du sous-sol éthiopien est concédée au Reich, où l'avance du général Franco se heurte à des difficultés persistantes, comment s'abandonner à une chimère aussi puérile ? C'est l'accord germano-autrichien du 11 juillet qui a marqué la première phase de la nouvelle Triplice. Que l'Autriche indépendante doive en être victime, que l'Italie y fasse figure de « brillant second », il se peut. N'empêche que l'Autriche n'est pas la pierre d'achoppement, mais l'enjeu du marchandage entre les deux dictateurs. Comme l'écrit justement Fernand de Brinon, « seul le sentiment de l'inutilité totale de leur politique ou de ses dangers certains pourrait mettre fin à leur commune rencontre ».

## L'ÉVOLUTION BRITANNIQUE

Interpréter le réarmement britannique, c'est le situer par rapport à cette constance dans les desseins et dans les moyens du pangermanisme.

Officiellement, pas un iota n'est changé à la politique définie par le discours-inventaire de Leamington. Tous les plaidoyers prononcés devant les deux Chambres pour justifier le réarmement par MM. Baldwin, Chamberlain et Sir John Simon, par Lord Halifax et Lord Plymouth, se ramènent à cette formule de Sir Thomas Inskip, Ministre de la défende nationale :

« Nos forces ne seront jamais utilisées, sauf en exécution des engagements que nous avons pris de protéger collectivement la France et la Belgique ou, au contraire, l'Allemagne si elle venait à être attaquée. »

Le mercredi 27 janvier, un petit débat s'était institué devant les Communes, qui éclaire, s'il en est besoin, le

sens de cette déclaration. M. Gœffrey Mander, député libéral, pose la question suivante, qui touche exactement le cœur du problème : « Ne serait-il point opportun de déclarer que la Grande-Bretagne, liée dans le secteur occidental de l'Europe par des obligations précises, coopérerait éventuellement avec tous les autres États disposés à agir de même, dans toute la mesure de ses ressources, contre une agression quelconque dans un secteur quelconque de l'Europe ? » La réponse de Lord Cranborne, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, est à la fois élégante et embarrassée. Des bancs de la majorité, fusent des interruptions significatives : « Pas de nouveaux engagements ! » « Assez de définitions précises ! »

Ainsi, l'éternel point d'interrogation reste posé : « Comment établir une relation entre l'Entente cordiale et les alliances orientales de la France ? Quelle sera l'attitude de l'Angleterre si une agression allemande oblige une de ces alliances à jouer ? »

Toutefois, un certain nombre de petits faits concordants, petits parce que presque inaperçus, mais essentiels par leurs conséquences, témoignent d'une évolution lente et certaine de la politique britannique vers l'acceptation de responsabilités élargies.

### a) *La Tchécoslovaquie*

Nous avons montré, dans un précédent article (voir *La Vie Intellectuelle* du 25 février), que le problème de la relation entre l'Entente cordiale et les alliances françaises se ramenait, en substance, à la question des rapports anglo-tchèques.

Depuis lors, ces rapports ont de nouveau traversé deux phases contradictoires.

Aux alentours du 15 février, M. Rutha, leader du groupe des Allemands sudètes à la Chambre tchèque, lieutenant de Konrad Heinlein, représentant officieux

du Reichsfuhrer en Tchécoslovaquie, s'est rendu à Londres. Après d'importantes conversations, sinon avec des ministres, du moins avec de hauts fonctionnaires, il a déclaré publiquement que la Grande-Bretagne était gagnée à la cause des Allemands sudètes. Prague a compris qu'une riposte immédiate s'imposait. M. Rutha était à peine de retour que M. Jaksch, député social-démocrate allemand de Pilsen, partait, à son tour, pour la capitale britannique. Il parvint à se faire écouter en très haut lieu. Son séjour coïncida avec la conclusion d'un accord entre le gouvernement Hodza et les trois partis allemands loyalistes représentés dans le cabinet. Sans difficulté, M. Jaksch put convaincre ses auditeurs que Konrad Heinlein était l'agent d'Adolf Hitler. Les réponses qu'il obtint constituent le premier effort du cabinet de Londres pour s'intéresser directement à la sécurité de l'Europe centrale au point le plus gravement menacé par le pangermanisme.

Pas de tâche plus urgente pour la France que de développer cet effort tardif en une action diplomatique cohérente. Les manœuvres hitlériennes pour l'isolement de la Tchécoslovaquie se précisent chaque jour à Bucarest et à Belgrade. Si elles devaient réussir, on sait trop ce que cela signifierait pour la France, liée par un engagement formel envers Prague.

### b) *Le Japon*

Prague est la première étape sur la route terrestre et aérienne des Indes. Si l'Angleterre s'intéresse à son sort, c'est par égard pour la sécurité de son empire. La même préoccupation dicte l'énergie avec laquelle le gouvernement britannique riposte à la menace japonaise.

Des manœuvres de vaste envergure ont eu lieu, ce mois-ci, à Singapour et autour de la presqu'île de Malacca : trente unités navales y ont pris part, dont onze grands sous-marins ; cent aéroplanes et un aérodrome

flottant chargé de vingt appareils ont figuré dans la dernière phase de l'opération; des escadrilles de l'Irak et de l'Inde ont rejoint Singapour en un temps donné; des navires de guerre de la base de Ceylan ont gagné la Malaisie en quarante-huit heures. Le thème était : « Défendre l'entrée de l'Océan Indien contre une attaque brusquée venant des mers de Chine. » Fait capital : les escadres hollandaise et américaine d'Extrême-Orient ont participé à ce simulacre de victoire.

Le Japon aurait-il compris l'avertissement ? On apprend que l'attaché commercial nippon à Berlin représentera son gouvernement, le 8 mars, au comité spécial de la S.D.N. pour l'étude du problème des matières premières, malgré l'absence ostensible et méprisante du Reich et de l'Italie. Une mission commerciale japonaise est en route pour Londres. Enfin, les pourparlers nippo-soviétiques au sujet des frontières de Mandchourie, engagés sur l'initiative de Tokio, viennent d'aboutir à un accord de principe.

### c) *L'U.R.S.S.*

Le complément de cette résistance décidée aux prétentions japonaises serait un rapprochement anglo-soviétique. Selon la tradition des rapports anglo-russes, il s'opère lentement par personnes interposées. On a trop peu remarqué l'évolution soudaine qui s'est produite, ces derniers temps, dans la politique des États baltes et scandinaves. La Finlande, qui semblait jouer le rôle d'une base d'attaque contre la Russie, a opéré un renversement total : son ministre des affaires étrangères, M. Holsti, a fait le voyage de Moscou et célébré « la collaboration franco-soviétique au service de la S.D.N. ; la présidence de la république finlandaise est passée de M. Svinhuvud, germanophile de vieille date, à M. Kallio, démocrate agrarien, soutenu par les Suédois et les socialistes. La Suède elle-même, sous l'impulsion de son ministre des affaires étrangères, M. Sand-

ler, a pris l'initiative d'une coalition diplomatique des démocraties riveraines de la Baltique, appuyée sur un réarmement concerté : une importante fabrique d'armes suédoise s'est installée en Finlande; le Danemark, sur l'insistance de la Suède, s'est décidé à reconstituer son armée ; en Norvège, le vieux leader social-démocrate, Ole Colbjornson, a déclenché une croisade en faveur de la puissance militaire scandinave, justifiée par « la perspective d'un débarquement fasciste ». Le Maréchal Yegorov, — chef d'État-major de l'armée rouge — a visité les trois capitales des pays baltes. Enfin, le voyage du roi Gustave V et de M. Sandler à Bruxelles marque un premier effort pour étendre, sur le plan économique, cette collaboration de toutes les démocraties nordiques à la Belgique et aux Pays-Bas : le docteur Colijn, chef du gouvernement hollandais, fait appel à l'esprit de l'accord d'Oslo au moment même où il refuse que la neutralité de son pays soit, comme l'avait proposé le Reichsfuhrer dans son dernier discours, investie de la garantie allemande.

Or, pour quiconque connaît l'intimité permanente des rapports anglo-scandinaves et anglo-baltes en général, anglo-suédois en particulier, il ne fait aucun doute que la politique de M. Sandler est, sinon inspirée, du moins approuvée et secondée par le cabinet de Londres.

La ligne boréale constitue le chemin le plus naturel et le plus commode pour rapprocher, sans les associer, la politique anglaise et la politique russe.

### d) *Les États-Unis*

On a dit, non sans raison, que l'Angleterre avait douté de la victoire, pendant la Grande Guerre, tant qu'elle avait douté de l'attitude américaine. En fait, depuis Canning, la collaboration anglo-saxonne est l'axiome essentiel de la Grande-Bretagne impériale : « Si Londres et Washington ne s'appuient pas mutuelle-

ment, nous cessons d'être la métropole d'un Empire pour devenir une puissance européenne. »

A ce titre, le voyage de M. Walter Runciman à Washington peut être considéré comme l'étape principale du redressement britannique. Les entretiens du président du Board of Trade avec le président Roosevelt ont abouti au résultat suivant : si une collaboration économique peut s'instaurer entre les démocraties anglo-saxonnes (ce qui implique le succès de la mission de M. Georges Bonnet et le règlement de la question des dettes), la loi de neutralité sera assortie d'une double condition; seuls pourront acheter des marchandises aux États-Unis les États belligérants qui

1) les paieront comptant ;

2) les transporteront sur des bâtiments battant leur propre pavillon.

Ce qui revient à édicter que les ressources du continent américain seront réservées, en cas de guerre, à l'Angleterre et à ses alliés.

## Conclusion

Est-ce à dire que le gouvernement britannique soit prêt à prendre en charge les intérêts de la paix indivisible ? Certes, non! Les résistances sont trop nombreuses et les obstacles trop élevés.

Un travailliste comme Lord Arnold, un libéral comme J. L. Garvin, un conservateur comme Lord Mount Temple, quand ils plaident en termes identiques la cause de l'isolement relatif ou absolu de la Grande-Bretagne, savent quels échos profonds leur pacifisme élémentaire éveille encore dans le pays.

C'est sans doute pourquoi le Reich hitlérien n'a nullement renoncé au but essentiel que lui assigne *Mein Kampf* : gagner, à tout prix, le concours ou la complicité anglaise. Dans des articles, dans des lettres, dans

des conversations privées, une campagne orchestrée s'est déclanchée à Londres pour que M. Eden, champion du principe collectif contre le « Splendide isolement », quitte le cabinet lors du remaniement qui suivra le couronnement de George VI. *La Revue Anglo-Allemande,* organe de M. Von Ribbentrop, attaque le jeune ministre avec une insistance qui n'est pas celle du désespoir. Mieux encore, le réarmement de la Grande-Bretagne lui-même est utilisé comme un atout. Tantôt on fait ressortir, non sans raison, que ce réarmement porte sur la marine et l'aviation, non sur l'armée qui — avec 200.000 hommes plus 140.000 territoriaux pour tout l'Empire — ne saurait assumer un rôle quelconque dans une guerre continentale. Tantôt on écrit, comme la *Boersen Zeitung* : « Le programme d'armements anglais doit-il être pris au sérieux ? N'est-il pas plutôt destiné à rendre la situation de l'Angleterre meilleure dans les négociations internationales ? Si la situation générale était si mauvaise qu'on le prétend à Londres, ces armements arriveraient trop tard. Pendant cinq ans, ils placeraient l'Angleterre à la merci d'autres États. »

Entre la menace allemande et les offres menaçantes du Reich, la Grande-Bretagne est condamnée à hésiter par les réflexes traditionnels de son opinion publique, par la variété et l'immensité de ses intérêts comme des responsabilités qu'ils impliquent. Pour l'aider à résoudre ces contradictions, qui se reflètent dans notre système diplomatique et faussent tout son mécanisme, que faire ?

L'invitation de l'Éthiopie au couronnement de George VI est, dit-on, un geste significatif. Mais que signifie-t-il au juste ? L'Angleterre manifeste-t-elle ainsi qu'elle ne se résigne pas à la conquête, par l'Italie, d'un pays qui concerne indirectement la sécurité des communications impériales ? On commettrait la plus grande erreur en s'abandonnant à cette illusion. Les Bureaux et l'Amirauté, qui ont les intérêts impériaux en charge, n'ont jamais redouté l'installation des Italiens en Éthio-

pie. M. Neville Chamberlain, qui sera premier ministre dans quelques mois, n'a-t-il pas déclaré que l'espoir de voir rétablir en Abyssinie le *statu quo ante bellum* était une dangereuse chimère ? Non ! L'attitude britannique s'explique tout autrement : l'Éthiopie indépendante existe toujours pour la S.D.N. ; l'Angleterre entend témoigner, par un geste symbolique, de sa fidélité à l'Institution internationale, qui n'est pas pour elle un idéal, mais le seul moyen pratique d'assumer des responsabilités directes en Europe sans compromettre la solidarité impériale.

Si le covenant reste lettre morte, il sera possible de faire une politique de victoire, mais non pas une politique de paix.

MAURICE JACQUES.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Autarchie et autarcie

Deux faits, dont le premier a certes un écho plus prolongé que le second, mais qui présentent entre eux des relations certaines, ont marqué la première quinzaine de mars : la volte-face dans la politique financière de la France, et la réunion à Genève du Comité d'études pour une meilleure répartition des matières premières.

Finances d'un côté, économie de l'autre, dira-t-on. Oui, mais essayez de séparer ceci de cela ; essayez même de dégager l'économique du social et du politique ; je vous mets au défi d'y réussir.

Voyez plutôt ce qui s'est passé en France ; la majorité de Front populaire issue des élections dernières représentait la majorité la plus forte, sinon la plus homogène, que nous ayons connue depuis des années. Elle a donc pu exécuter avec une rapidité quasi foudroyante, sans aucune opposition parlementaire sérieuse, le programme social qui était le sien. Social, et économique aussi, l'un n'allant point sans l'autre. Elle prétendait, en effet, provoquer, par des dépenses officielles, un « démarrage » économique, ces dépenses étant en quelque sorte l' « allumage » qui remettrait en marche le moteur calé depuis quelque temps.

Le programme que nous venons de résumer grossièrement n'était pas nouveau ; il s'inspirait largement du *New Deal* rooseveltien. Il a échoué cependant, puisque, pour des raisons d'ordre politique et psychologique que nous n'avons point à apprécier ici, la confiance indispensable à

pareille opération a été refusée par ce que la passion politique, avide de formules simplistes, a appelé « le mur d'argent ». Les capitaux — qui tous n'appartenaient pas aux « deux cents familles », sans cela le mal eût été plus facilement réparable — ont pris le chemin de l'étranger, et le gouvernement s'est trouvé un beau jour devant des caisses vides, et cela au moment même où la situation internationale requérait des mesures de défense, donc des dépenses, indispensables.

Le dilemme se posait : ou bien poursuivre la politique de « démarrage » en économie fermée, en *autarcie*, c'est-à-dire prendre des mesures draconiennes, *dictatoriales*, pour raréfier, réduire à un quasi néant, les achats à l'étranger, de façon à maintenir intactes les réserves d'or et de devises du pays et à conserver la valeur internationale de la monnaie nationale. Ou bien préserver la liberté des échanges en faisant appel aux prêteurs, étrangers comme français, donc modifier la politique de dépenses sans recettes équivalentes, et revenir à la tradition des budgets équilibrés.

Ici le facteur international intervenait. Notre monnaie étant alignée sur les monnaies anglo-saxonnes, force nous était de pratiquer la méthode orthodoxe des budgets en équilibre, sous peine de voir le franc « lâché » par l'Angleterre et les États-Unis, qui tiennent à ce que soient respectées les règles orthodoxes en matière de finances publiques. Or la solution de l'autarcie, pour laquelle la France aurait pu opter, eût signifié pour le commerce anglais et américain la fermeture d'un nouveau marché. Il importait donc aux places de Londres et de New-York de faciliter un redressement normal des finances françaises sans recours à l'autarcie dictatoriale.

* * *

Trois pays vivent actuellement, à des degrés divers, en économie fermée : l'Italie, l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Or ces trois pays sont précisément les moins aptes à pratiquer pareil régime. Expliquons-nous.

La structure économique allemande repose sur un déséquilibre entre l'agriculture et l'industrie. L'agriculture occupe moins d'un tiers de la population. Le Reich est donc obligé d'importer plus du quart des produits alimentaires nécessaires à sa consommation — proportion inférieure à celle de l'Angleterre, qui fait venir du dehors plus de 40 o/o de ses denrées, mais supérieure à celle de la France, dont plus de la moitié de la population est composée de ruraux, et qui importe à peine le cinquième de ce qu'elle mange.

Si 35 o/o des matières premières utilisées par l'industrie britannique — coton, jute, laine, lin, bois, caoutchouc, pétrole — viennent de l'Inde, d'Australie, d'Argentine, du Canada, de Russie, de Malacca ou des États-Unis, la proportion pour l'Allemagne est de plus de la moitié ; oui, plus de 50 o/o des matières premières qui sont travaillées dans le bassin rhéno-westphalien, en Saxe et en Silésie, sont en provenance de France, de Suède et d'Espagne pour le minerai de fer, de coton pour les États-Unis, etc. Il est vrai que cette proportion dépasse 60 o/o pour la France, mais, encore une fois, notre industrie est sensiblement moins importante que celle de notre voisin.

Passons à l'Italie. Ici l'importation des denrées alimentaires baisse normalement à environ 35 o/o, chiffre qui ne nous surprend point, si nous considérons que ses ruraux dépasssent encore en nombre les ruraux de chez nous ; mais ce pays est redevable à l'étranger, sensiblement de la même quantité de matières premières que l'Allemagne.

Et la Russie ? Ici nous avons affaire à une nation en pleine transformation, aux ressources quasi illimitées et qu'il commence seulement à exploiter. Plus que quiconque, l'U.R.S.S. peut se permettre de vivre en économie fermée, mais la discipline qui a dû être imposée à cet immense pays pour réduire au minimum les importations et inten-

sifier la production, l'application du *piatiletka* destiné à le doter d'une importante industrie et d'une agriculture véritablement moderne, ne sera pas oubliée de si tôt.

Si donc l'Allemagne ni l'Italie ne peuvent se suffire à elles-mêmes, alors que la France, par l'équilibre harmonieux qui existe chez elle entre la ville et la campagne est plus que quiconque en mesure de le faire, comment aboutissons-nous à ce paradoxe de la pratique de l'autarcie dans les deux premiers de ces pays, du retour au libéralisme dans le troisième ?

Une énigme se présente toujours avec un visage de sphinx. Il est permis cependant de risquer une explication. Si le gouvernement de Front populaire en France s'est refusé à entrer dans la voie de l'autarcie, donc dans celle de la dictature, c'est que la dictature ne fait malgré tout pas partie du « climat » de chez nous. La dictature vise, outre un but économique, un but politique aussi : rendre plus sensible encore, enraciner profondément même, l'unité de l'État et l'idée nationale. Or, des siècles de vie en commun ont fait de la famille française, de la Bretagne à l'Alsace, — malgré l'absence de quarante-neuf années que cette dernière province a connue loin du foyer commun, — et du Languedoc à la Provence, une seule famille ; l'unité italienne ou allemande, qui datait de 1870, a eu besoin de M. Mussolini et de M. Hitler pour la parachever. Une des raisons d'être politiques de la dictature n'existait pas en France.

***

Mais un autre point est également de première importance. Celui de l'accès aux matières premières des pays qui en sont dépourvus ou mal pourvus. Notre empire colonial nous fournit les phosphates, les cuirs et les peaux de l'Afrique du Nord, le zinc de Tunisie et d'Indochine, le nickel de la Nouvelle-Calédonie. Un jour viendra où l'Indochine, l'A.O.F. et l'A.E.F. nous enverront le latex

à caoutchouc, l'Algérie, l'A.O.F. et l'Indochine le coton, l'Afrique du Nord et l'A.O.F. la laine, et l'A.E.F. le bois en quantités véritablement industrielles. Quant à l'Angleterre, il serait trop long d'énumérer les variétés de matières premières que la Grande Ile détient ou contrôle dans le monde entier.

Le pays industrialisé qu'est l'Allemagne, le pays qui s'industrialise qu'est l'Italie, demandent depuis des années une meilleure répartition des matières premières dans le monde. Une commission a été convoquée par la Société des Nations pour étudier ce problème. Sa tâche est immense et fort ardue.

Dès le début, le délégué britannique a pris position contre une renonciation par la Grande-Bretagne des territoires sous mandat qui ont été confiés par la S.D.N. à sa tutelle. Son pays envisage, par contre, une liberté du commerce dans ces territoires.

Quelle que soit la position initiale prise par Londres — cette position peut d'ailleurs être modifiée — la question reste entière et requiert une solution autre qu'une solution de violence. Deux systèmes s'affrontent : celui de l'autarcie et celui de la liberté du commerce. Sont-ils conciliables, ou la division de l'Europe en deux camps va-t-elle se poursuivre, et avec elle la politique de réarmement intense, avec tous les dangers qu'elle entraîne?

Il apparaît qu'une troisième solution est concevable, et à laquelle d'excellents esprits se sont déjà arrêtés : celle de l'autarchie, c'est-à-dire de l'économie non pas dirigée, mais organisée nationalement. La liberté entraîne avec elle le désordre de la production, la surproduction, donc le chômage. L'autarcie inflige des privations et des sacrifices aux peuples qui la pratiquent; en outre, elle augmente encore le déséquilibre entre la production et la consommation mondiales, en fermant les marchés d'échanges et en jetant sur les marchés intérieurs des *ersatz* fabriqués à grands frais qui remplacent imparfaitement les produits originaux.

L'autarchie, l'organisation rationnelle de la production dans chaque pays, viserait à éviter la pléthore dans certaines industries et le chômage des spécialistes. Elle rétablirait ainsi l'harmonie et l'équilibre compromis. Elle ferait de l'économie nationale un tout organique, et non quelque chose d'informe, dont la mise en forme est laissée au pur hasard.

Une fois cette organisation nationale réalisée, alors seulement pourrait être abordée l'organisation internationale, et en tout premier lieu le très grave problème de la répartition des matières premières.

Nous n'avons voulu poser là que quelques jalons, et nous nous réservons de revenir plus tard sur ce sujet gros de conséquences.

15 mars 1937.

André-D. Tolédano.

# La solution du problème financier et l'avenir de l'économie

La chute du franc, à la fin de septembre 1936, a été la première manifestation importante de l'échec d'une politique de reprise par la hausse du pouvoir d'achat à réaliser « sans dévaluation ni déflation ». Malheureusement, cette opération monétaire, douloureuse pour une fraction de la population, mais contenant en germe la possibilité d'un assainissement de la situation, a été pour le pays un sacrifice inutile.

Avant la dépréciation monétaire, la fuite de l'or et l'impossibilité pour le Trésor de placer ses bons n'étaient pas seulement l'œuvre des « puissances d'argent ». Elles étaient les réactions normales d'un organisme malade n'ayant pas confiance dans son avenir. Depuis le mois d'octobre, les mêmes causes ont entraîné des conséquences analogues.

Avec une opiniâtreté qui mériterait d'être au service d'idées plus justes, nos gouvernants ont poursuivi l'orientation première de leur politique. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la dévalorisation n'ait pas produit ses conséquences habituelles. Les expériences de ces dernières années ont prouvé, en effet, qu'une amputation monétaire est suivie d'un afflux de capitaux. Il s'agit surtout de capitaux nationaux qui, s'étant évadés, reviennent enflés du profit de la dévalorisation. Ce retour s'est effectué en Suisse et en Hollande, dont l'opération monétaire a été concomitante à la nôtre. Chez nous, les sorties ont continué, car la confiance n'est pas revenue. Le fonds d'égalisation des changes s'est efforcé de remplir son rôle de défenseur de la monnaie. Malheureusement, les opérations à sens unique ont rapidement épuisé la dotation initiale de ce fonds. Ensuite, il lui a été nécessaire de racheter de l'or à la Banque de France et d'emprunter du sterling à Londres, par l'intermédiaire des chemins de fer. Ces opéra-

tions épuisaient les réserves d'or de la France et ne faisaient qu'accroître les inquiétudes des possédants.

Le rapatriement des capitaux ne s'étant pas produit, l'abaissement du taux de l'intérêt à 2 o/o ne correspondait pas à la réalité. Le taux élevé des reports sur le marché des valeurs témoignait nettement du manque de disponibilités. C'est à ce marché monétaire, étroit et méfiant, que le Trésor s'est heurté. Aussi n'est-il pas surprenant qu'il lui ait été de plus en plus difficile de placer ses bons et qu'il ait eu à recourir à des expédients.

Ces symptômes d'une situation économique et financière foncièrement mauvaise n'auraient pas dû échapper au chef du gouvernement. Mais, hypnotisé par certains indices dont la hausse signifiait pour lui une reprise, le Président du Conseil annonça la nécessité d'une « pause ». Par là, il n'entendait changer en aucune façon sa politique économique ou financière. Dans ses discours de Nantes et de Saint-Nazaire, et dans sa réponse aux interpellations de MM. P.-É. Flandin et P. Reynaud, M. Léon Blum a bien précisé que seul un moment de répit était nécessaire au pays. Ensuite, l'économie s'étant stabilisée et le crédit retrouvé, les réformes seraient poursuivies.

La vie économique ne se satisfait pas de déclarations ministérielles. La pression sur le franc s'amplifia, les sorties d'or redoublèrent. La Trésorerie n'avait plus de disponibilités. Des décisions devaient être prises d'urgence.

*Grosso modo*, trois méthodes permettaient de faire face à la situation : obtenir des emprunts massifs à l'étranger, instituer le contrôle des changes, retourner au libéralisme monétaire.

C'est le dernier procédé qui a été adopté. Le choix du gouvernement est le seul qui sauvegarde l'avenir du pays et permet d'envisager les possibilités d'un complet redressement. Il est inutile de chercher si la méthode classique de défense de la monnaie qui vient d'être adoptée cadre avec les principes du Front populaire. Le gouvernement a pris des décisions qui dépassent la portée d'une « pause ». Il a agi sagement.

La caractéristique de la nouvelle politique est, à notre avis, d'avoir intimement lié le problème de la Trésorerie à celui de la monnaie. La commune solution à ces problèmes

est le retour à la confiance. Leur lien, c'est l'emprunt de la défense nationale.

Les capitaux cherchent essentiellement l'intérêt et la sécurité. Leur mobilité leur permet de se rendre rapidement d'une place à une autre lorsque ces deux conditions ne coexistent pas. Ce n'est que lorsque l'intérêt et l'avenir sont assurés qu'ils acceptent de s'investir.

Le Président du Conseil a cherché à garantir l'avenir en rejetant toute contrainte contre les capitaux et en s'engageant à arrêter l'accroissement continu des dépenses publiques. Il a renoncé à toute mesure de contrôle des changes et il a confirmé sa fidélité à l'accord tripartite.

La confiance a eu ensuite l'occasion immédiate de se manifester dans l'emprunt dont la garantie de change conciliait l'intérêt des possédants avec leur patriotisme. D'autre part, la remise de la gestion du fonds d'égalisation des changes à un comité composé d'experts connus et estimés dans les milieux financiers et le succès de l'emprunt assurent, pour le moment, la stabilité de la monnaie.

Cette politique habile est plus qu'une solution momentanée à une situation délicate, c'est une étape heureuse vers le redressement de nos finances et de notre économie. Comment poursuivre cette œuvre de reconstruction ?

La promesse faite par le Président du Conseil d'enrayer l'accroissement du train de vie de l'État éclaircit énormément l'avenir. De l'aveu du gouvernement, les besoins du Trésor, pour 1937, s'élevaient à 36 milliards. Il vient d'être décidé que 6 milliards de dépenses ne seraient pas engagés. Grâce aux deux emprunts, 14 milliards 1/2 sont déjà trouvés. Il reste 15 milliards 1/2 à emprunter. Il est permis de penser que la France saura faire face à ces besoins. Pour cela, des conditions sont requises; elles rejoignent le problème plus général de la défense du franc, dans l'avenir.

La tension continue sur le marché des changes est due à deux causes essentielles : les craintes d'une dépréciation de la monnaie, le déséquilibre de la balance des comptes. M. Léon Blum estime que c'est surtout le second facteur qui a déterminé les mouvements de capitaux au cours des derniers mois. Le déséquilibre serait dû, a-t-il dit, à la nécessité de s'approvisionner en matières premières, en raison de la hausse générale des prix, et de renouveler les stocks.

Ces explications sont justes, mais insuffisantes. Les capitaux n'ont pas été rapatriés et ont continué à s'en aller parce que la politique économique a surévalué le franc. Il n'est plus douteux que nos prix ont atteint, de nouveau, et même dépassé les prix mondiaux. Les capitaux fuient vers les centres où ils sont appréciés soit pour faire place à des marchandises, soit pour s'investir. C'est ainsi que les déficits de notre balance commerciale et de notre balance des comptes se sont accrus.

L'analyse sommaire du problème monétaire nous ramène ainsi à la question du nivellement de nos prix avec ceux de l'étranger. Il nous semble tout à fait évident, par conséquent, que le retour à un plus grand libéralisme, en matière financière, est loin de supprimer tous les obstacles auxquels se heurtent les tentatives de reprise économique. L'équilibre que l'on recherche dans les mouvements de capitaux entre les pays signataires de l'accord de septembre 1936 postule un niveau commun des prix. Cette mise en harmonie de nos prix avec ceux des principaux marchés est la véritable condition du retour à l'équilibre économique.

Mais comment y parvenir, alors que notre production coûte cher, en raison surtout de la réduction de la semaine de travail à 40 heures? Nous ne pensons pas que, dans les circonstances actuelles, il puisse être question de revenir provisoirement sur cette réforme. Nous ne mettons pas beaucoup d'espoir dans une loi réprimant les hausses illicites. Quant à un nouveau glissement du franc jusqu'à une valeur de 43 milligrammes d'or, ce serait encore une solution momentanée.

L'évolution normale paraît nous conduire vers une rationalisation accentuée du travail, l'introduction d'un machinisme et d'une technique de plus en plus perfectionnés. La dimunition des prix serait obtenue par un accroissement considérable de la production.

Alphonse Vaneetvelde.

# Encore les affaires japonaises

Comment prendre les affaires japonaises ? sous l'angle humoristique, ou sous l'angle sérieux ? Elles peuvent avoir des conséquences graves ; mais elles donnent quelquefois le spectacle de comédies bien réjouissantes.

Donc, les politiciens, excédés par les prétentions de l'armée, commençaient à sentir l'opinion publique revenir à eux. La révolte de février dernier avait fait mauvais effet ; la Mandchourie coûte cher ; elle rapporte moins qu'on ne le supposait ; brochant sur le tout, le pacte avec l'Allemagne donnait l'impression que le Japon se laissait entraîner hors d'Asie vers des aventures sans profit. Jamais instrument diplomatique n'eut si mauvaise presse. Les critiques pleuvaient sur le ministre des Affaires étrangères, M. Arita, cet amateur, qui ne connaissait rien, disait-on, hors de son petit secteur oriental ; on l'accusait d'être un jouet entre les mains de l'État-major ; et l'on en venait à blâmer enfin l'État-major lui-même, à dénoncer ce que l'on appelait le péril d'une dictature fasciste. A l'ouverture de la Diète, la tempête se déchaîna : conservateurs et libéraux s'accordaient pour braver les militaires ; les discussions s'agrémentaient d'une menace de hara-kiri ; le blâme de la Chambre des pairs, plus froidement exprimé, n'en était pas moins sévère.

On pouvait dissoudre la Diète. Mais c'eût été poser la question de l'armée devant le peuple : les politiciens n'étaient pas sûrs d'y gagner ; d'autre part, la discipline nationale risquait d'en être ébranlée. La proposition, faite par le ministre de la guerre, n'eut donc pas de suite : les ministres appartenant aux Chambres s'y opposèrent, et le gouvernement tout entier démissionna. Moment redouta-

ble. Du choix qu'allait faire l'Empereur dépendrait l'avenir du pays. Les officiers ne cachaient pas leur espoir d'imposer leurs vues : ils croyaient avoir l'atout décisif, puisqu'une loi prescrit d'emprunter le ministre de la guerre aux cadres de l'armée active ; sans eux, aucune combinaison ne pouvait se réaliser. Mais l'Empereur désigna comme premier ministre le général Ugaki.

Ici se place une intrigue compliquée dont le *New-York Times* a révélé les dessous. Le général Ugaki, gouverneur de la Corée, a la réputation d'un libéral ; il ambitionne surtout un rôle politique depuis longtemps : si bien qu'en 1931, un groupe de jeunes officiers avait exigé en son nom la démission du chef d'État-major général, et qu'un peu plus tard, en mars 1932, un coup d'État avait failli réussir en sa faveur. Désormais les dirigeants de l'armée s'étaient juré de ne jamais l'admettre au pouvoir ; la discipline en eût trop souffert. Mais, de tout cela, le public ne savait rien. Et comment se douter qu'un jour le vieux prince Saïonji conseillerait à l'Empereur, sans consulter l'État-major, celui des hommes que l'État-major jugeait le plus indésirable ?

Voilà les militaires placés dans une situation embarrassante. Impossible d'accepter Ugaki. Mais le repousser, cela semblait contrarier la volonté de l'Empereur ; cela donnait prise à toutes les accusations qui se multipliaient : fascisme, usurpation de l'autorité civile, et presque rébellion systématique contre la majesté du trône... Le général Ugaki, après avoir prolongé vainement ses négociations, se retirait furieux, et quittait l'armée avec éclat en la dénonçant comme factieuse. Il ne restait aux officiers, pour démentir les suspicions, qu'à s'incliner humblement devant tout nouveau candidat approuvé par le souverain : il n'était plus question de lui dicter un programme ; au contraire, il fallait souligner que l'opposition au général Ugaki tenait à des raisons strictement personnelles... Et c'est alors que l'Empereur tira de sa manche le général Hayashi.

Le général Hayashi n'a pas autant que le général Ugaki une réputation d'esprit conciliant. Les Chinois en particulier se méfient de lui : n'a-t-il pas occupé deux ans le ministère de la guerre, en pleine affaire de Mandchourie ? et ne l'a-t-il pas abandonné à la suite d'attentats qui prouvaient son impuissance devant le terrorisme? Cependant il y remplaçait un extrémiste, le général Araki, et sa nomination avait donc signifié un adoucissement; il continue à passer pour modéré, surtout en politique intérieure. Lui aussi semble avoir voulu jouer au plus fin : il demandait la collaboration du général Ugataki, un des exaltés du clan militaire; la manœuvre s'est heurtée à un refus, mais l'État-major d'autre part n'a pas renouvelé son obstruction, et lui a prêté d'autres généraux. De sorte que le ministère s'est constitué, et qu'il pourra, cahin-caha, s'acheminer vers une durée plus ou moins longue.

Nous sommes loin des réformes sensationnelles qu'escomptaient les officiers. Mais les parlementaires, de leur côté, n'ont aucune raison de chanter victoire. On assiste à un compromis momentané. L'Empereur le favorise, entouré de conseillers vénérés, et son aversion évidente pour les méthodes de violence, sa culture occidentale autant qu'indigène peuvent aider puissamment à une stabilisation. Derrière, cependant, les antagonismes continuent; deux forces s'affrontent, forces sociales autant que morales : d'un côté les soldats et les paysans, de l'autre le commerce, l'industrie, la banque; d'un côté le retour à l'Asie, le rêve d'un traditionnalisme que l'Europe dirait spartiate, la haine des corruptions venues de l'étranger, de l'autre le génie des affaires, l'idée du progrès moderne, le souvenir de la grandeur que l'occidentalisation a value au Japon de l'ère Meiji. D'un côté l'exemple allemand, de l'autre celui de l'Angleterre et de l'Amérique. On pouvait croire, hier, que le premier allait l'emporter sans recours, que les dés étaient jetés; aujourd'hui l'autre force se redresse, elle a fait reculer ses adversaires,

elle semble avoir capté, en partie, certains des sentiments qu'ils exploitaient, celui de la misère, ou encore la fidélité à l'Empereur; on gagne du temps; on se dit qu'ainsi, peut-être, les choses se tasseront; mais l'issue reste douteuse.

Un point ne l'est pas : le pacte avec l'Allemagne a porté malheur à ses signataires. Tout comme l'avènement d'Hitler en Europe a réveillé le mouvement communiste (rappelons-nous combien il a grandi depuis 1932), de même son spectre, en Extrême-Orient, a failli remettre en question les résultats acquis depuis dix ans : nul ne sait encore comment s'est résolue, au juste, l'affaire du Chen-Si, ni si les influences russes ne se feront pas sentir à nouveau sur le gouvernement de Nankin. Sans doute le danger couru a-t-il donné aux Japonais une leçon de sagesse : ils ne désavoueront pas leur traité, mais on peut espérer, du moins, qu'ils s'en tiendront à son sens littéral, et que, jusqu'à nouvel ordre, la menace d'une « coalition fasciste » universelle s'est dissipée.

Auguste Viatte.

# DOCUMENTS

## La journée de travail continue [1]

Une des plus curieuses conséquences de l'application des sanctions à l'Italie a été sans doute l'adoption, dans ce pays et sur une assez large échelle, du système de la journée de travail continue ou « journée anglaise ». Cette transformation s'explique par les économies que la journée continue permet de réaliser.

On pourrait en conclure qu'en ce moment la question ne présente aucun intérêt pour la France, puisque, loin d'économiser, il conviendrait de consommer davantage. Mais cette objection ne tiendrait que si l'ordre économique établi et le mécanisme de la répartition étaient *absolument* parfaits et immuables... et on sait que beaucoup en doutent. Puis, il est permis de penser qu'un grand nombre d'entreprises, gênées par la crise et d'exploitation déficitaire, assainiraient partiellement leur situation en réduisant le volume de certaines dépenses improductives, comme le chauffage des locaux entre midi et deux heures. Il est vraisemblable, enfin, que les milliers de travailleurs intellectuels et manuels à qui la réforme procurerait des loisirs développeraient sensiblement plusieurs postes de leur consommation, — achats d'outils

(1) Au cours de cette étude le terme « employés » sera généralement utilisé comme s'opposant au terme « employeurs ».

ménagers, d'articles de sport, de livres, — et feraient une place plus grande dans leur vie au cinéma, au théâtre, aux conférences, au café, aux œuvres morales et sociales, élargissant, du même coup, le marché de la production et celui du travail. Certes, ces possibilités d'accroissement sont minimes dans un pays en état de guerre, du fait de la mobilisation des hommes et des jeunes gens, et c'est pourquoi les essais d'application qu'on a faits du système dans la France de 1917-1918, par exemple, n'ont pas été probants. Mais tout laisse croire que dans la paix l'économie générale doit en ressentir les bienfaits. Du reste, l'expérience de l'Angleterre semble concluante à cet égard.



Au cours de ces dernières années, la journée de travail continue a été adoptée par des établissements bancaires parisiens, et on constate (conséquence de la crise peut-être) une « tendance », dans beaucoup de bureaux, à retenir le personnel le midi pour le libérer dès cinq heures du soir.

C'est cette tendance qui nous pousse à rappeler ce qu'est la « journée anglaise » et à en préciser les avantages.

Appliquer la journée anglaise, c'est substituer au long arrêt de midi une courte suspension, — interruption plutôt qu'arrêt, — permettant de prendre quelques aliments légers. Les adversaires de la journée anglaise prétendent bien qu'il y a impossibilité, pour l'organisme humain, de supporter sans danger et sans risque d'ébranlement nerveux un effort continu de huit heures. Mais, outre que beaucoup de travaux n'exigent pas une tension considérable, on peut, à l'instar de l'Angleterre, trouver un remède à cet inconvénient dans la réduction du nombre d'heures de travail. L'objection est d'ailleurs

moins forte depuis l'adoption de la semaine de quarante heures.

Si l'on insiste, nous répondrons en outre que la journée continue permet un mode d'alimentation plus rationnel que le mode actuel, et ceci doit compenser les inconvénients que présente, dans quelques cas, l'absence de repos à midi.

Cette courte suspension, qui a pour effet de grouper les heures de travail, est une source d'avantages, à la fois pour les employeurs et les employés.

Le premier avantage qu'en retirent les employeurs, c'est une très réelle économie d'éclairage. Pendant six mois de l'année, la majorité des établissements sont aujourd'hui dans l'obligation d'éclairer leurs locaux de 17 heures à 18 heures 30. L'arrêt de midi étant supprimé ou, plutôt, réduit de deux heures à une demi-heure (pour permettre au personnel de se sustenter, par roulement de préférence), le travail prend fin à 17 heures, et, sauf pendant une très courte période de l'année, — au plus fort de l'hiver, — il devient inutile d'éclairer, le soir, les locaux professionnels. Seules pourraient s'en plaindre les entreprises de production et de fourniture de gaz et d'électricité. Mais si l'opération se chiffrait pour elles par une moindre distribution, elles n'en éprouveraient pas cependant une perte sèche, comme on voudrait le faire croire à l'opinion. La consommation des particuliers (lieux de réunion, éclairage des stades peut-être, appartements, développement des appareils ménagers, etc...) s'en trouverait sensiblement accrue. Soulignons, d'ailleurs, que la question n'est pas de savoir, quand on projette une réforme, si elle portera ou non un préjudice direct à des intérêts déterminés. L'évolution est une loi de vie ! On a abandonné la diligence pour le chemin de fer, le chemin de fer pour l'automobile, et il est possible que le mode d'éclairage d'à présent, — qui se développe au détriment du gaz, — ne soit plus celui de demain.

La seconde économie que réalisent les employeurs est une économie de combustible. Dans les bureaux, petits et grands, dans les administrations publiques et privées, les foyers des appareils de chauffage sont couverts un peu avant le départ du personnel et ravivés le lendemain avant son arrivée. Avec le système de la journée de travail sans arrêt, cette opération pourrait être effectuée 1 heure et demie plus tôt. Même économie dans les usines, où de la force motrice doit être tenue en réserve pour la reprise de l'après-midi. Sensible déjà dans les établissements dotés du chauffage continu, l'économie est plus forte encore dans les petits bureaux où le chauffage cesse avec le départ des employés. Cette économie de combustible soulève les mêmes objections et appelle les mêmes remarques que l'économie d'éclairage.

Mais l'économie la plus appréciable pour les employeurs est une économie de temps perdu ! On connaît le ralentissement du travail effectif au moment du départ de midi et à la reprise de deux heures. On sait aussi la douce somnolence qui s'empare des employés, au début de l'après-midi, quand se fait la digestion de repas souvent trop copieux et toujours trop rapides. Chiffrons ce moindre rendement à dix minutes pour le départ, à un quart d'heure pour la reprise, à un quart d'heure encore pour la douce somnolence. Nous arrivons ainsi à un total quotidien de travail presque nul de quarante minutes par employé ! Ce total, qui paraîtra excessif à certains, sera jugé exact, sinon même encore faible, par ceux qui connaissent bien la vie des bureaux et des grandes administrations. On ne pense pas que cette perte de temps puisse être totalement évitée avec le système de la journée continue. Mais il est vraisemblable que le temps de moindre rendement sera de cinq minutes seulement avant et après la courte interruption du milieu de la journée et que la somnolence disparaîtra. Soit un gain quotidien d'une demi-heure environ !

Et c'est du reste pourquoi les Anglais ont pu adopter la journée continue en réduisant la durée du travail. Car, ce qu'il faut considérer, c'est le travail utile, effectif, et non le nombre d'heures de présence. En effet, réduire la durée du travail sans en abaisser le rendement, c'est maintenir, tel qu'il est, le « coût de production », et l'objection formulée plus haut tombe d'elle-même, dans la même mesure.

Comme les employeurs, plus qu'eux peut-être, les employés bénéficient du régime de la journée anglaise. Mais les avantages qu'ils en retirent ont un caractère *social* tout particulièrement intéressant.

Le plus important est, sans conteste, l'augmentation des loisirs. C'est même sur ce point qu'au nom de la « morale » on critique le plus vivement la réforme. L'accroissement des loisirs, dit-on, serait une source de maux : développement de l'alcoolisme, de l'immoralité, etc... On voit percer ici l'oreille du vieil adage : « L'oisiveté est la mère de tous les vices ! » Il s'agit donc de savoir si loisirs et oisiveté se confondent ou, au contraire, s'opposent. Il semble bien qu'ils s'opposent. On pourrait même soutenir que les loisirs ne deviennent oisiveté que lorsqu'ils sont courts, comme aujourd'hui. L'ouvrier, l'employé, qui n'ont guère de temps que pour l'apéritif, délaisseraient peut-être le « bistrot » s'ils avaient assez de loisirs pour songer à cultiver un jardin, à s'adonner à la pratique quotidienne de leur sport favori, à développer leurs connaissances théoriques. On estime qu'au pis-aller la morale n'y perdrait pas grand'-chose. On croit même qu'elle y gagnerait beaucoup. Songeons que tous les employés disposeraient chaque jour d'une heure et demie supplémentaire et qu'ils ne rentreraient plus chez eux uniquement pour manger et dormir ! Donc, non seulement augmentation des loisirs, mais, surtout, *possibilité de mieux utiliser les loisirs.*

Que d'heureuses conséquences pour les maîtresses de maison ! Ayant souvent elles-mêmes une activité pro-

fessionnelle, elles pourraient, sans se surmener comme aujourd'hui, entretenir leur foyer avec plus de joie, plus de soin, plus d'amour. Elles pourraient se faire aider davantage par leurs maris, mieux veiller, avec eux, à l'éducation des enfants. Cela mettrait plus de santé, physique et morale, dans les familles et renforcerait quantité d'unions à présent victimes moins de l'abandon des principes moraux que des difficultés matérielles de l'existence.

Un autre avantage se fait jour, lié à l'accroissement des loisirs : le *décongestionnement* des villes, l'exode des travailleurs vers les campagnes et les banlieues. Moins tenus, en effet, d'habiter à proximité du lieu de leur travail, les employés rechercheront un air plus sain et quitteront les villes. La chose a été très sensible déjà au moment de l'application de la loi de huit heures. C'est ainsi qu'en 1922 on a constaté une progression considérable des abonnements de chemin de fer sur les lignes de la banlieue parisienne. (Voir *Bulletin du Ministère du Travail* : « L'exode en banlieue des ouvriers et employés parisiens et la journée de huit heures. ») Loyers plus bas, maisons plus vastes permettent aux travailleurs de vivre plus largement. En temps de crise et de chômage, la misère est moins vive, car le jardin est une ressource inconnue des chômeurs des villes. On devine aussi les effets de ce mode de vie sur la santé des travailleurs et quelle atténuation il est au fléau de la tuberculose.

Mais le plus grand avantage de la journée anglaise est peut-être le changement radical des habitudes d'alimentation. A l'heure actuelle, le petit déjeuner est léger, le déjeuner et le dîner assez abondants. Or, c'est précisément le matin que la machine humaine a le plus besoin de combustible. A midi, au contraire, le corps n'en exige plus autant. Ce qui convient à l'organisme, c'est donc une nourriture plus substantielle, le matin, que le croissant et le « café-crème » des Parisiens, quelque chose

d'analogue au « breakfast » anglais : œufs, jambon ou grillades, thé, pain grillé, confitures ou fruits. A midi, un repas très léger remplacera avantageusement le déjeuner. A 16 heures on prendra un peu de liquide, et, le soir, des aliments en quantité suffisante pour supporter le jeûne de la nuit.

Il y a quelques années, dans une communication à l'Académie de Médecine, un des membres de cette docte Compagnie a d'ailleurs établi qu'au point de vue de la santé, comme au point de vue du rendement du travail, il y avait un avantage évident à ce que l'alimentation fût plus substantielle le matin et beaucoup moins copieuse à midi. Les Anglais, gens pratiques, et qui savent vivre, ont découvert depuis longtemps cette règle d'or !

Citons encore d'autres avantages pour les employés : moins de fatigue oculaire, puisqu'ils travailleront généralement à la lumière solaire; moins de rhumes, puisqu'ils quitteront le lieu du travail à une heure moins humide qu'à présent; économie des transports du midi, etc.

Avantageux pour les employeurs et les employés, la journée continue l'est encore pour la collectivité.

C'est, tout d'abord, une économie de vies humaines. Les statistiques montrent que les accidents de la circulation sont beaucoup plus fréquents entre midi et deux heures qu'à tout autre moment du jour. La journée de travail continue faciliterait beaucoup la circulation des voitures dans les grandes villes entre midi et deux heures, et le nombre d'accidents en serait sensiblement réduit.

Il se produirait aussi une amélioration de la race. Ce ne serait pas, évidemment, l'œuvre d'un jour, mais de longues et patientes années. Cette amélioration viendrait du mode d'alimentation et du mode de vie plus sains dont on a déjà parlé, mais surtout de la pratique des sports facilitée par les loisirs quotidiens.

On peut escompter semblable amélioration sur le plan

de la culture générale et de la vie spirituelle, par la création d'universités populaires, par l'institution de cours et l'organisation de conférences religieuses.

Soulignons enfin que la moralité et la paix des ménages gagneraient sans doute à la suppression des longs bavardages du midi au restaurant, trop propices à l'ébauche de petites aventures.

*
* *

Certes, la journée de travail continue, sous la forme très simple qu'on vient de dégager, ne saurait être adoptée par toutes les industries. Mais, si la répartition du travail est une question d'espèce dans chaque branche, il n'en est pas moins vrai que la réforme est possible dans la plupart des établissements.

Bien sûr, on ne peut pas espérer que ce soit chose faite dès demain : le principe de la journée continue heurte trop de préjugés, de routines et d'habitudes ! Mais l'idée est en marche. On pense qu'à l'exemple de la « semaine anglaise » elle sera un jour une réalité.

Pour le moment, il importe simplement d'être objectif, et, sans brusquer personne, de préparer les esprits à l'éventualité d'une réforme aussi salutaire pour les individus que pour la nation.

Paul Leblond.

# A TRAVERS LES REVUES

**Esprit** (mars) publie un ensemble d'études groupées autour du titre suivant : Pour l'unité ouvrière par le pluralisme syndical. La thèse essentielle est ainsi formulée par Jean Lacroix :

> Ce qui caractérise le mouvement actuel, c'est que ce ne sont pas tels ou tels individus qui s'élèveront, mais tout un groupe d'hommes : nous assistons à l'avènement d'une classe qui atteint sa majorité. Telle est la double unité ouvrière : unité de condition, unité d'ascension. Or, c'est par le syndicalisme que la classe ouvrière prend conscience et de son état et de son mouvement. On comprend alors la valeur et l'importance de la mystique de l'unité... L'unité ouvrière doit-elle entraîner l'unité syndicale? Il le semble au premier abord. Si la classe ouvrière est une, comment pourrait-elle refléter son véritable visage dans ce miroir brisé que constitue le pluralisme syndical? En fait, l'unité n'est-elle pas la condition de l'action efficace?...

René Belin, secrétaire général de la C.G.T., affirme catégoriquement la nécessité de cette unité :

> Les masses ouvrières sentent parfaitement que leur force se trouve dans leur nombre, dans la discipline de ce nombre et dans la mise en œuvre de cette discipline. Pour donner à la puissance du nombre son plein effet, pour soumettre ce nombre à une discipline unique, pour que cette discipline s'exerce dans une action efficace, un seul procédé : l'unité organique, c'est-à-dire l'unité dans le groupement, dans l'organisation.

Or, la résistance principale qu'a rencontrée jusqu'à présent cette poussée vers l'unité, c'est la C.F.T.C. qui la constitue. Libre aux chrétiens de s'obstiner dans cet irrédentisme, mais Belin affirme que l'Église a tout à perdre de cette obstination. Si nous ne voulons de la dictature syndicale, pas plus que

d'aucune autre, exposons-nous, de ce fait, comme le soutient Belin, l'Église au ressentiment de la classe ouvrière?

J'ai eu sur ma table une pile de bulletins paroissiaux où les syndicats de la C.G.T. étaient fort malmenés. Il est possible que cette campagne ait eu pour résultat d'empêcher l'adhésion de quelques dizaines de milliers de travailleurs aux syndicats contrôlés par la rue Lafayette. Elle a eu certainement pour résultat de braquer quelques millions de travailleurs contre l'Église catholique...

Cependant le fait est là, et Belin ne songe pas à le nier :

Toujours l'adhésion, volontaire ou contrainte, mais effective à une discipline organisée, — discipline nationale, discipline religieuse, discipline politique, discipline sociale, — s'accompagne d'un effacement de la personne. Plus la discipline est stricte, plus la personne s'efface...

C'est Paul Vignaud qui, en face de Belin, définit la position qui est celle de la C.F.T.C. Il le fait en présentant les quatre objections majeures opposées le plus communément au syndicalisme chrétien : organisation diviseuse, conservatrice, cléricale, confessionnelle. L'article de Vignaud est à méditer, et il restera sans doute comme l'un des efforts les plus sérieux qui ont été tentés depuis juin dernier pour penser ce fait social si complexe que constitue le syndicalisme chrétien. Citons seulement ce passage :

Nous comprenons ce que les travailleurs chrétiens défendent dans leurs libres organisations : une expression temporelle de leur foi en la valeur humaine, en l'efficacité de l'Évangile. Ne nous étonnons pas de les voir comparer une Unité plus ou moins imposée avec le « fascisme syndical » de Hitler ou de Mussolini... On pourrait, en effet, trouver dans le totalitarisme une tendance foncière à rejeter le christianisme dans l'au-delà, à lui enlever toute inspiration de l'homme agissant ici-bas. A l'opposé, des croyants soucieux du temporel s'attacheront « à une méthode de liberté », une « société pluraliste » par la possibilité d'y incarner librement leur esprit sans l'imposer à d'autres, en coopérant avec eux...

# PÉDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT

P.-H. SIMON. *Vers une nouvelle réforme scolaire.*

Là plus qu'ailleurs, c'est à une œuvre de discrimination que nous sommes conviés. N'agissons pas, au nom de la religion, comme si certaines disciplines ne possédaient pas leur autonomie, avec leur objet propre. Comme toutes les autres, la technique pédagogique a ses droits. C'est d'abord au plan de cette technique que l'auteur de *L'Ecole et la Nation* se tiendra délibérément pour juger des projets Zay. Après, mais c'est une autre question, et qui vaut d'être traitée à part, nous apprécierons les répercussions que pareilles réformes peuvent éventuellement avoir dans l'enseignement libre.

O. LEROY. *Autorité et liberté en éducation.*

C'est en éducation que se poursuit, cette fois, l'étude de l'antinomie fondamentale de l'anthropologie. Deux articles y contribuent. Celui de O. Leroy essaie d'équilibrer les devoirs de l'éducateur, autoritaire par nécessité professionnelle, et la grande difficulté où il se trouve de modifier tant soit peu la personnalité de l'enfant.

P. MARTHELOT. *Un débat jamais clos : autorité ou liberté en matière d'éducation.*

Le P. Laberthonnière a laissé la réputation d'un pédagogue sans égal, en qui a revécu la grande tradition de l'Oratoire. L'analyse de son livre constitue le deuxième des témoignages annoncés.

P.-H. S. *Bibliographie.*

# Vers une nouvelle réforme scolaire

Il est malaisé, il peut même sembler vain de parler dès aujourd'hui des projets de M. Jean Zay sur la réforme de l'enseignement. D'abord parce que ces projets ne sont pas connus dans leur teneur exacte : les informations de la presse n'ont pas brillé par leur clarté, et des contradictions même y apparaissent, singulièrement sur le point très important de baccalauréat technique, qu'un premier communiqué nous promet et qu'un second nous refuse. En second lieu, que sera devenue la rédaction ministérielle quand les amendements « démocratiques » de la Chambre du Front Populaire et les amendements « libéraux » du Sénat conservateur y auront déposé leur double cristallisation? Que sera devenue la pensée de M. Jean Zay, revue successivement par M. Marceau Pivert et M. Léon Bérard? — Enfin, sans vouloir rien dire qui sonne comme un présage funeste pour notre jeune et brillant grand-maître, les conjonctures politiques lui laisseront-elles le temps de réaliser ses desseins?

Néanmoins, la question scolaire est d'une telle importance qu'on ne saurait se dispenser d'en suivre au jour le jour l'actualité et de prendre position sans retard, ou plutôt de rappeler des positions déjà prises, afin d'être

prêt à tout événement. *L'École et la Nation* (1), déjà en 1934, voulait apporter une contribution à la paix scolaire en distinguant, dans l'esprit le plus large et le moins partial, ce que les catholiques pouvaient admettre, ce même dont ils pouvaient vouloir hâter la réalisation dans la formule de l'école unique, et certaines lignes de résistance qu'ils ne devaient pas lâcher.

Et puisque j'ai commis l'incorrection de me citer, qu'il me soit permis d'aller jusqu'au bout de ma faute, et d'avouer que ce n'est pas sans une certaine satisfaction que j'ai constaté, dans les grandes lignes du projet actuel, certaines directions où il me semblait alors souhaitable de s'engager. L'unification de l'enseignement primaire; la suppression du primaire supérieur; le baccalauréat imposé aux instituteurs; la transformation des écoles normales en Instituts pédagogiques; la prise en considération des vœux des familles dans un système d'orientation professionnelle qui ne soit pas la sélection étatique, mais qui ne soit plus le régime du caprice individuel ou familial; un réseau d'études assez souple en voies de raccord pour rendre toujours facile la correction d'erreurs d'aiguillage toujours possibles ; enfin, une certaine décentralisation de l'enseignement tendant à rattacher l'enfant à son milieu géographique et économique : toutes ces mesures, il était facile de prévoir qu'on devrait y venir. Et tant mieux si l'on y vient aujourd'hui...

Je dis : si l'on y vient. Car je répète que nous sommes trop loin de réalisations précises et concrètes pour porter un jugement qui engage. Il est trop évident, d'ailleurs, que toute réforme, et en particulier une réforme scolaire, vaut par l'esprit dans lequel on l'applique.

(1) Éditions du Cerf.

Ainsi, il est très bon de dire que l'on supprime le primaire supérieur, à condition toutefois que l'on n'ait pas derrière la tête cette idée qu'on abaissera la culture dans tout le secondaire pour la mettre au niveau des intelligences tournées vers le pratique et l'utile. Il ne semble pas que cette intention soit dans l'esprit des projets actuels; mais il reste possible que la mesure, une fois prise, soit interprétée de cette mauvaise façon. Qu'il soit donc entendu que cette courte étude se situe sur le plan des principes, *et ne préjuge ni des réalisations ni des intentions.*



Le premier point qui attire l'attention, dans le projet ministériel, est qu'il achève l'unification de l'enseignement élémentaire (1) : tous les enfants devront se présenter au certificat d'études, même ceux qui se destinent aux études de culture, et les petites classes des lycées et collèges, jusqu'à la septième inclusivement, sont identifiées, pour les méthodes, les programmes et le recrutement des maîtres et des élèves, aux écoles primaires.

(1) J'ignore si la future loi scolaire conservera l'ancienne terminologie, et parlera encore d'enseignement primaire et secondaire. Le premier de ces deux termes a pris, dans le langage courant, des nuances si équivoques qu'il vaudrait mieux le supprimer. A tous les points de vue, le terme « élémentaire » est préférable et caractérise parfaitement un enseignement qui donne aux enfants les *éléments* communs à toute culture. Le terme d'*École moyenne* ne serait pas mauvais pour désigner l'enseignement au-delà du niveau élémentaire et en-deçà du niveau de préparation spéciale aux professions et aux métiers — étant entendu que l'école moyenne comporterait un premier degré (ce que le projet semble vouloir appeler *primaire complémentaire*) et un second degré (l'enseignement secondaire proprement dit).

Cette mesure ne manquera pas de froisser certaines susceptibilités : celle de professeurs des petites classes, qui tenaient assez à leur indépendance et qui préféraient généralement ne pas être confondus dans la corporation des instituteurs; et celle des familles bourgeoises, qui se croiront brimées parce qu'on imposera à leurs héritiers un examen réputé jusqu'à présent comme essentiellement populaire.

Le premier cas ne semble pas bien tragique : il conviendra aux services du Ministère de l'Éducation nationale de le résoudre; c'est affaire de prudence administrative et de tact. Que tous les enfants, de six à dix ans, apprennent les mêmes éléments en suivant les mêmes méthodes, il n'y a rien à dire là-contre : dès lors, que leurs maîtres jouissent des mêmes prérogatives, de la même dignité universitaire, des mêmes traitements, la conséquence est juste. Songeons d'ailleurs que le projet actuel rattache les instituteurs à l'Université en leur imposant les études secondaires et le baccalauréat : cette mesure ne peut que favoriser, si je puis dire, psychologiquement, la fusion des diverses catégories des maîtres de l'enseignement élémentaire.

Quant aux susceptibilités « bourgeoises », on comprend que l'État, s'il est soucieux avant tout du bien commun, ne s'y arrête pas. Évidemment, il serait très ennuyeux que le fils du magistrat Prospéro fût recalé au certificat d'études le même jour où « le gamin du concierge » y serait admis brillamment. Mais, d'abord, rien ne dit que le fils de Prospéro sera recalé ; et s'il l'est, tant pis pour lui. S'il est paresseux ou inintelligent, il n'y a pas de raison pour qu'il encombre six classes, jusqu'à un baccalauréat qu'il n'aura jamais. S'il est travailleur et intelligent, ça se verra bien dès le certificat d'études. Reste que le fils de Prospéro et le « gamin

du concierge » vont peut-être revenir ensemble, chaque soir, de la même école, et qu'ils risquent de se retrouver encore au lycée. S'ils allaient se lier d'amitié, quelle catastrophe ! — Eh non ! Prospéro, ce n'est pas une catastrophe. Voulez-vous le fond de ma pensée ? Si je me sens une inclination à approuver le certificat d'études pour tous, ce n'est pas absolument pour des motifs pédagogiques : car il n'est pas, après tout, nécessaire d'imposer, dès l'âge de dix ans, un examen de plus à des enfants qui n'en auront que trop à passer. C'est plutôt pour des motifs d'ordre national, social et moral : ainsi pourra se créer une certaine base intellectuelle commune, ou, disons mieux, ainsi sera supprimée, au point de départ de la culture, une cause inutile de malentendus et d'opposition entre des hommes appelés à partager le même destin temporel et marqués de la même dignité spirituelle. Ne cessons jamais de le dire : le but de l'éducation n'est pas d'immobiliser des classes, mais de dégager des élites. Si Prospéro voulait bien en être persuadé et élever ses fils en conséquence, je leur sais assez d'intelligence, de courage et d'honnêteté pour attendre d'eux de grands services et pour leur promettre de solides honneurs, même dans une société sans privilèges...

Le projet de réforme prévoit ensuite, pour les enfants munis du certificat d'études, une classe de sixième ouverte à tous, et qui, sur un programme encore commun, serait essentiellement une *classe d'orientation*. L'idée n'est pas mauvaise en soi : car on peut juger mieux garantie une orientation étudiée pendant une année entière par des maîtres spécialisés qu'une sélection qui ressemblerait trop à un concours. Néanmoins, la classe d'orientation ne manque pas de soulever des difficultés assez graves. D'abord, ce sera probablement une classe

sans latin, et voici le début des études classiques retardé d'une année pour les enfants qui s'y destinent — c'est-à-dire un sérieux inconvénient qui pèsera précisément sur l'élite scolaire. En second lieu, cette classe de sixième est ouverte à tous les enfants munis du certificat d'études et offre une commune plateforme de départ à toute la clientèle scolaire de l'enseignement du second degré, professionnel et technique, moderne et classique : ne va-t-elle pas présenter cette image fâcheuse, la cohue inorganique d'une gare, un jour de grand départ, alors que des voyageurs inexpérimentés, s'effrayant de voir partir tant de trains, courent à droite et à gauche, parmi des employés énervés et débordés ? — Enfin, on peut se demander ce que pourra être le programme de cette classe, et sur quels critères intellectuels se fera l'orientation. La grande affaire, en effet, n'est pas ici de mesurer la mémoire de l'enfant (la mémoire, à dix ou onze ans, ne signifie pas grand'chose), mais de distinguer chez lui les facultés d'abstraction : car c'est par elles que se séparent les enfants naturellement disposés pour des études de culture, et ceux qu'il conviendra d'engager plus vite dans la voie de l'apprentissage et des travaux pratiques. Or, est-il possible d'apprécier ces facultés tant que l'enfant n'a pas dû, en apprenant une langue étrangère, vivante ou morte, passer d'un système d'idées à un autre, distinguer l'exprimé de l'expression et l'idée du mot ? Les mathématiques peuvent aussi servir d'instrument de contrôle, mais pour une forme spéciale de l'intelligence abstraite. Les autres disciplines auxquelles on peut soumettre un cerveau de dix ou douze ans ne semblent permettre de constater que des facultés de mémoire et d'observation.

Au reste, si ingénieusement organisée que l'on suppose la classe d'orientation, il faudra toujours prévoir

des corrections en cours d'études. Mais, sur ce point, le projet ministériel semble fort sage et justement libéral : *Le Temps* lui-même (chronique du jeudi 4 mars 1937) lui a reconnu ces qualités.

*
* *

Entre un enseignement primaire complémentaire qui recueille les enfants munis ou non du certificat d'études, mais non destinés aux études du second degré, et qui, tout en perfectionnant leur formation générale, les prépare aux écoles d'apprentissage — et, d'autre part, un enseignement technique et professionnel, où se forment des artisans qualifiés, des ingénieurs, des comptables, des agriculteurs, etc., il semble évident que l'enseignement primaire supérieur n'a plus de place. Enseignement doublement mal nommé : car, devenu réellement difficile, le terme de *primaire* ne lui convenait plus; mais il faisait encore trop peu de part à la culture pour être tout à fait digne de l'adjectif *supérieur*. On nous a d'abord appris que ce monstre hybride allait disparaître. Puis, dans son discours d'ouverture du Conseil supérieur de l'Instruction publique, le 15 mars, le ministre a fait son éloge et ne semble plus vouloir y toucher. La situation, on le voit, n'est pas trop claire !

Voilà déjà un certain nombre d'années qu'on avait tenté, par des cours communs, de rapprocher les écoles primaires supérieures des classes de lycée. Le pont est pour ainsi dire jeté, qui permettrait à leurs élèves de passer dans le secondaire. Mais où iront-ils ? Il est vraisemblable que la plupart seront tentés par le technique. Quel sera donc le sort de celui-ci ? Va-t-il être franche-

ment intégré dans l'enseignement du second degré, avec ce que cette intégration, pour être effective, comporte de développement des études de culture, un troisième baccalauréat s'ajoutant même au classique et au moderne pour couronner un cycle d'études authentiquement secondaires ? Ou bien le technique sera-t-il seulement *classé* dans le second degré, tout en continuant à vivre et à se développer séparément, dans un esprit à peu près exclusivement pratique et utilitaire ?

Nous sommes encore mal renseignés sur ce point, et je ne veux pas, pour ma part, essayer de trancher en quelques phrases ce grave problème. Qu'il suffise de rappeler ici que le problème existe, et qu'il n'en est pas à cette heure de plus important à la frontière du domaine pédagogique et du domaine social. La grande question est, en effet, de savoir si l'on admettra toujours comme une nécessité que la culture générale, littéraire, philosophique, esthétique, soit réservée aux seules professions dites libérales et réputées bourgeoises, alors que des hommes qui n'auront peut-être l'intelligence ni moins solide ni moins exercée seront condamnés à une pensée toute pratique et exclus des avantages de la culture. Tant qu'il en sera ainsi, qu'on ne vienne pas nous parler de « révolution » : car, ou bien la culture disparaîtra également de toutes les parties de la société, et alors la civilisation aura vécu; ou bien elle sera l'apanage d'une classe, ou, si l'on veut, d'une catégorie sociale, et alors restera consacré le plus exorbitant des privilèges, celui qui tient le plus étroitement aux conditions du salut de la personne humaine.

Sur les possibilités d'une « culture technique », ou plutôt d'une compénétration réciproque de la technique et de la culture, il y aurait beaucoup à dire. Je crois, pour ma part, à ces possibilités. Je crois que l'état

d'homme cultivé est parfaitement compatible avec une profession manuelle, surtout si celle-ci comporte une utilisation constante de l'intelligence, et si l'état économique permet de donner à celui qui la pratique des loisirs et une sécurité matérielle qui n'ont longtemps appartenu qu'aux professions bourgeoises. Et, sans doute, est-il infiniment souhaitable de créer un état d'esprit et des institutions grâce à quoi, désormais, des jeunes gens d'esprit curieux pourront trouver une voie d'études vraiment humanisantes sans être obligés pour autant d'aller s'écraser au carrefour embouteillé des professions libérales.

Un enseignement secondaire technique peut-il exister parallèlement à la branche classique et à la branche moderne ? Théoriquement, c'est certain. Supposons, par exemple, que chaque enseignement du second degré suppose la totalisation de six coefficients (chacun correspondant à un certain nombre d'heures de travail et de cours par semaine), et dressons le tableau suivant :

| Enseignement classique | | | | | | Enseignement moderne | | Enseignement technique | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Latin-Grec* | | *Latin-Langues* | | *Latin-Sciences* | | | | | |
| | *Coefficient* | | *Coefficient* | | *Coefficient* | | *Coefficient* | | *Coefficient* |
| Grec | 1 | | | | | | | | |
| Latin | 1 | Latin | 1 | Latin | 1 | | | | |
| Français | 1 | Français | 1 | Français | 1 | Français | 1 | Français | 1 |
| Langues vivantes | 1 | Langues vivantes | 2 | Langues vivantes | 1 | Langues vivantes | 2 | Langues vivantes | 1 |
| Études historiques | 1 | Études historiques | 1 | Études historiques | 1 | Études historiques | 1 | Études historiques | 1 |
| Sciences et mathématiques | 1 | Sciences et mathématiques | 1 | Sciences et mathématiques | 2 | Sciences et mathématiques | 2 | Sciences et mathématiques | 1 |
| | | | | | | | | Technologie | 1 |
| | | | | | | | | Travaux pratiques | 1 |
| *Total* | 6 | | 6 | | 6 | | 6 | | 6 |

J'entends bien que le papier porte tout; qu'il faut se défier des beaux plans trop symétriques; enfin, que ce n'est pas une excellente méthode de résoudre en termes numériques des problèmes qui sont surtout de l'ordre de la qualité intellectuelle et de l'intensité spirituelle. Et, sans doute, est-il plus facile d'organiser un horaire que de concevoir la méthode et l'esprit d'un programme : la vraie question est de repenser la culture de telle sorte qu'assimilable à des esprits de formations diverses, elle devienne un lien et ne soit plus une barrière entre les personnes. Mais, dans ce sens, voici que beaucoup d'esprits travaillent, et ce serait pour eux un sérieux encouragement à aboutir s'ils sentaient que, dans les institutions pédagogiques elles-mêmes, un premier essai était tenté pour que l'élite sociale cessât d'être composée de rhétoriciens sans expérience et de techniciens sans culture (1).



Sur le paragraphe du projet qui rattache les futurs instituteurs au cycle général de l'enseignement, et qui ne permettra plus à l'enseignement primaire de vivre comme en circuit fermé, je pense que tout le monde sera d'accord — ou plutôt je le souhaite —, car des résistances sont à craindre du côté même de ceux qui seraient pourtant les principaux bénéficiaires de la mesure.

(1) Cf. sur ce sujet, entre autres, Henri Davenson : *Fondements d'une culture chrétienne* (Bloud et Gay). — P.-H. Simon : *Destins de la personne* (Bloud et Gay). — Em. Mounier : *Manifeste au service du personnalisme* (Ed. Montaigne). — Denis de Rougemont : *Penser avec les mains* (Albin Michel).

Qu'il me soit permis de citer ici ce que j'écrivais à ce sujet dans *L'École et la Nation* :

Quand on y songe, on ne voit pas comment un système d'École unique pourrait ne pas aboutir à faire passer par le lycée et le baccalauréat les futurs instituteurs, à moins de supposer que ceux-ci, dont le rôle est si essentiel et si délicat, seraient choisis systématiquement parmi les naufragés de la sélection. Il est curieux, et même affligeant, de constater le refus des milieux d'instituteurs dès qu'il est parlé d'abattre les cloisons entre l'école normale et le lycée : on se trouve en présence d'un esprit très nettement particulariste, exclusif et fermé, et l'on n'y peut voir que beaucoup d'orgueil, soit que ces jeunes gens se jugent en possession d'une orthodoxie qu'ils ne doivent pas laisser corrompre, soit qu'ayant obscurément conscience d'une infériorité, ils préfèrent s'y barricader plutôt que de cesser d'être eux-mêmes. Rien ne serait plus propre à maintenir la division des esprits en castes hostiles que cette résistance d'une partie de l'élite enseignante à recevoir les effluves d'une culture commune, depuis plusieurs siècles, à toutes les élites. Précisons encore qu'il ne s'agit pas ici d'une philosophie, d'une conception arrêtée du monde, mais, plus modestement, d'une communauté d'expérience intellectuelle, créant, à défaut d'accords plus profonds, une parenté des esprits.

Peut-être serais-je un peu moins sévère aujourd'hui pour cet esprit « particulariste, exclusif et fermé », ayant constaté qu'il se justifie partiellement, en beaucoup de cas, par un sentiment louable : l'attachement des instituteurs aux Écoles normales qui les ont formés et où ils ont les plus beaux souvenirs d'une jeunesse de labeur, d'amitié et de découvertes intellectuelles. Aussi bien, ne s'agit-il pas de supprimer les Écoles normales : la pédagogie a fait aujourd'hui assez de progrès, elle est devenue un art trop complexe, et d'ailleurs le baccalauréat comporte un bagage trop succinct de connaissances pour qu'il puisse être question de priver les jeunes instituteurs, même bacheliers, de deux ou trois ans d'études axées spécialement sur la préparation de leur future pro-

fession. Le projet ministériel leur donne tout apaisement à cet égard (1), et M. Delmas, secrétaire du Syndicat national des Instituteurs, s'y est rallié. Puisse cet acquiescement être général — et ne pas être payé par des concessions dont l'esprit, les programmes et les méthodes spécifiques de l'enseignement secondaire feraient les frais !

*
* *

C'est à dessein que j'ai considéré jusqu'à présent, du point de vue de l'intérêt général, et apprécié selon des critères techniques un projet de réformes qui concerne le fonctionnement d'un service public. Resterait à le confronter aux exigences morales de la doctrine catholique et aux droits de l'Église.

Sur le premier point, le problème qui se pose est celui du droit de la famille à diriger les études de l'enfant et à choisir, d'accord avec lui, sa voie professionnelle. En d'autres termes, le danger à craindre serait une intervention abusive de l'État dans l'éducation et dans la destinée personnelle de l'individu.

Or, que dit à ce sujet le projet ministériel ? Après la classe d'orientation, les maîtres « formuleront un avis, *qui n'engagera point les familles,* mais qui, du moins, les *renseignera,* en même temps que sur les carrières et les débouchés, sur les aptitudes des enfants et sur la nature des études pour lesquelles ils sont le mieux

(1) Le projet propose, dans le même ordre, une heureuse mesure, qui imposerait un stage pédagogique sérieux aux professeurs de l'enseignement secondaire. Je pense que tous les agrégés normaliens témoigneraient avec moi qu'au lendemain de notre agrégation nous savons quelque chose, mais nous ne savons pas l'enseigner. Ce sont nos premières classes qui paient nos « écoles ». Il serait mieux qu'on nous eût abaissés à apprendre notre métier.

doués... La répartition des élèves entre les différentes sections se fait, compte tenu *du désir des familles et de l'intérêt général,* d'après le goût et les aptitudes décelés dans la classe d'orientation et éventuellement dans les classes suivantes ».

J'avoue que ce texte me paraît sage. Il fait une part, dans l'orientation, à l'avis des maîtres et des statisticiens chargés, non pas de substituer leur volonté à celle de la famille, mais d'éclairer son choix (habituellement laissé au hasard) en respectant toutefois sa volonté souveraine. Il ne me paraît donc pas juste de dire — comme je le vois déjà écrit sous une plume autorisée d'un publiciste catholique — qu'il est inutile de « substituer un orienteur officiel » aux parents « qui ont observé leurs enfants depuis la naissance et avec des éléments d'investigation que ne possèdent pas les professeurs ». Car il n'est pas moins vrai que, pour déceler les qualités intellectuelles de l'enfant, les professeurs disposent de critères que n'ont pas les parents, à supposer ceux-ci — ce qui n'est pas toujours le cas — assez bien formés, assez avertis, assez attentifs à leurs devoirs d'éducateurs pour choisir la carrière de l'enfant autrement que par routine et par préjugé. — Et je m'étonne encore plus de lire sous la même plume cette phrase d'un exorbitant individualisme : « Il est dangereux de légiférer que la répartition des élèves entre les différentes sections se fait compte tenu de l'*intérêt général,* car c'est affirmer et consacrer la mainmise des pouvoirs publics sur les jeunes cerveaux, organiser, dès la douzième année, la conscription des intelligences. »

Certes, si l'on parlait d'établir une sélection étatique impérative, abolissant en fait et en droit les prérogatives naturelles de la famille et subordonnant à de pures décisions administratives la vie des intelligences, per-

sonne ne serait plus pressé que moi de partir pour la croisade. Mais, en toute bonne foi, je ne vois rien, jusqu'à présent, dans la façon dont M. Jean Zay conçoit les fonctions respctives de l'État et de la famille, qui heurte les principes qu'un catholique ne doit pas lâcher.

Sur le second point, nous rencontrons le problème de l'enseignement confessionnel. Les projets actuels sont-ils de nature à le gêner ? Notons d'abord qu'ils ne semblent pas y faire allusion. Mais des incidences indirectes, voulues ou non, peuvent se produire. Est-il exact, comme M. Jean Le Mée le prévoit dans la *Nation* (du 13 mars), que l'obligation généralisée du certificat d'études « permettra d'exclure de tous les emplois publics les élèves des écoles privées », cet examen ne se déroulant pas actuellement dans les conditions d'impartialité souhaitables ? C'est là porter, contre la conscience professionnelle des membres des jurys de l'État, une accusation terriblement grave, et, pour ma part, jusqu'à plus ample informé, je refuse de m'y associer.

Une incidence plus probablement à craindre est que l'État, exigeant des membres de son enseignement élémentaire un baccalauréat, l'exige aussi dans l'enseignement libre : d'où un surcroît de difficulté pour un recrutement qui n'est déjà pas trop aisé. Et qui sait si, en humeur de sévérité, l'État ne va pas imposer le grade de licencié à tous les professeurs du secondaire, officiel ou libre ?

Sans aucun doute, des exigences de cette nature causeraient à l'enseignement libre, momentanément du moins, de graves inconvénients. Il est possible aussi qu'en rendant nécessaire un effort onéreux, mais intellectuellement fécond, elles l'obligent, en définitive, à prendre la seule voie où il est certain de se sauver.

P.-HENRI SIMON.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Autorité et liberté en éducation

Je me placerai, dans ce qui va suivre, sur un terrain neutre : je voudrais parler de l'éducation pure, faisant abstraction des principes philosophiques ou religieux qui peuvent animer l'éducateur, ou, du moins, en ne m'attachant qu'aux principes les plus généraux que je pourrai.

J'imagine que tout homme sensé reconnaît la nécessité de l'autorité en éducation. Si l'on écarte provisoirement les problèmes du *combien* et du *comment*, on peut tomber d'accord sur ce principe : l'être humain (et même l'animal) ne peut se passer d'éducation, et, au moins au début, l'éducateur ne peut proposer son enseignement que sous forme autoritaire. Les jeunes animaux sont moins servis qu'on le pense communément par l'instinct. C'est une observation bien connue des chasseurs que les petits canards sauvages n'ont peur de l'homme que pour avoir entendu les cris affolés de leur mère. La loutre enseigne à ses petits l'art de prendre le poisson et les pigeons, et d'autres oiseaux dirigent méthodiquement les premiers vols des jeunes. Je puis même dire, pour l'avoir observé, qu'il y a des différences individuelles dans cet enseignement. Pour l'homme, en raison de la complexité de sa vie et du milieu où il vit, la nécessité d'être mis en possession des règles morales, intellectuelles et physiques qui lui permettront de mener une existence normale dans une société donnée est tout à fait inéluctable.

L'autorité a donc pour but un bien en dehors de celui qui l'exerce, sous peine de n'être plus qu'une détestable tyrannie : sa fin, c'est le bien conjugué de l'individu et du groupe où il est appelé à vivre. L'éducateur se pro-

pose, par son autorité, de former son élève à jouer le mieux possible son rôle d'homme. (On voit toutes les divergences de détail qui naîtront pratiquement de l'idéal philosophique, religieux et social de l'éducateur...)

Partout, que ce soit dans un état policé ou dans une tribu à organisation rudimentaire, la formation morale, intellectuelle et physique de l'individu est indispensable et comporte dans les grandes lignes une parfaite uniformité : partout l'enfant est dressé à respecter un ensemble de manières de faire qui sont une adaptation indispensable à la vie de son groupe. Nulle part les règles morales essentielles ne sont laissées à l'appréciation de l'individu.

L'éducation commençant avec le premier âge, on pourrait dire avec les premiers jours, elle ne peut d'abord être qu'autoritaire. L'éducateur impose à l'enfant des manières de vivre. Voudrait-il ne pas user d'autorité qu'il ne le pourrait. L'éducateur est autoritaire par obéissance aux lois de la biologie et de la vie sociale.

A ses débuts, l'autorité de l'éducateur sera quasi absolue. Elle se détendra, par la suite, progressivement, au fur et à mesure de la formation et de l'autonomie grandissante de l'enfant. A regarder les choses de près, il ne paraît pas qu'elle doive être jamais absolue. Même le nouveau-né a certaines volontés légitimes qu'il faut respecter. Mme Montessori a fait là-dessus de précieuses observations qui doivent mettre en garde l'éducateur contre une interprétation hâtive de prétendus caprices. Plusieurs faits qu'elle cite montrent qu'avant de traiter comme des caprices certaines résistances des tout-petits aux volontés des grandes personnes, il faut vérifier s'il ne s'agit pas de protestations légitimes contre des décisions ignorantes de leurs besoins physiques et psychologiques (v. *L'Enfant*, p. 61 et suiv.). L'autorité qui ne tiendrait pas compte de ces désirs ou besoins serait déjà injuste tyrannie.

C'est dire que la tâche de l'éducateur est difficile à ses tout premiers débuts. Son autorité trouve immédiatement ses limites dans le bien de celui qu'il élève, et ce bien, il ne suffit pas toujours de bonne volonté pour le discerner. L'éducateur a le devoir immédiat de n'être pas ignorant.

L'autorité, quand elle a lieu de s'exercer pleinement, doit, au contraire, être absolue, sous peine de se nier. Il faut donc qu'il y ait coercition, répression de l'indocilité à sa loi. Comment cela ? Comment l'éducateur se fera-t-il obéir ? Comment découragera-t-il la désobéissance ? Réponse normale : par la crainte. Objection : et l'amour ? Objection tentante pour la multitude des cœurs tendres (ou se croyant tels). Objection pitoyable... En quoi crainte et amour s'excluent-ils ? Est-il impossible à l'enfant de discerner dans l'éducateur qui punit un justicier qui fait violence par amour ?

Donc, il faut punir. C'est sûr. Ici, nouveau « comment » non moins redoutable que l'autre, car il comporte une réponse aussi odieuse à la multitude des cœurs tendres (ou se croyant tels) : il faut punir physiquement.

Entendons-nous : dans certains cas seulement.

Observons ici que l'éducation comporte des phases très différentes : éducation du nouveau-né, du bébé, de l'enfant, de l'adolescent (sans parler, pour chaque espèce, des innombrables cas individuels). Dans les débuts, l'éducation n'est souvent qu'un dressage, et on ne voit comment le dressage pourrait aller sans châtiments physiques. La douceur et la patience, dit-on, sont les premières qualités d'un dresseur. Sans doute, il a dans sa poche des morceaux de sucre, mais, dans sa main, j'aperçois une légère badine, et c'est pourquoi, au cirque, le pas espagnol est si joliment fait.

On entend dire souvent : « Moi, j'estime qu'il faut s'adresser avant tout (certains disent uniquement) à la raison de l'enfant. » Il y a beaucoup à parier que les tenants

de cette formule idéale n'ont eu affaire qu'à des enfants théoriques, ou qu'aux enfants réels il n'ont jamais rien imposé. Les enfants ont des habitudes physiques qu'il faut corriger, des tendances physiques qu'il faut entraver, sans qu'on puisse s'adresser pour cela le moins du monde à la raison. Soit parce que la raison serait impuissante à faire frein, soit parce que le penchant qu'on corrige n'a rien à voir avec la raison, n'étant pas en soi déraisonnable. Il n'y a aucune raison de ne pas mettre ses doigts dans son nez, de bâiller sans mettre sa main devant sa bouche, de ne pas prendre ses aliments à pleines mains, de dire merci quand on vous donne quelque chose, de dire pardon quand on passe devant quelqu'un, de donner sa main droite et non la gauche, et si l'enfant refuse de se soumettre à ces tabous sociaux ou les oublie, aucun raisonnement ne lui en inculquera l'observation.

Le fait que certaines infractions ne comportant pas de culpabilité morale puissent être châtiées indigne bien à tort certaines personnes. Dans ces cas-là, la punition (surtout la punition physique) a pour but de créer chez l'enfant un mouvement d'inhibition qu'aucun sermon ne saurait jamais créer avec le même automatisme. Comme on l'a dit plus haut, nous nous trouvons ici dans les régions les plus humbles de l'éducation, toute proche du dressage animal. La part de la raison y est petite ou nulle. Il faut donc que certains gestes fautifs amènent instantanément un certain désagrément, une petite souffrance physique, pour que l'habitude de ces gestes se perde. C'est la méthode indiquée par la nature qu'il nous faut ici imiter. C'est parce que le feu brûle que nous apprenons vite à ne pas le toucher. La première brûlure ne punit pas ma faute, elle sanctionne un oubli ou une ignorance. Elle n'a rien d'injuste, elle n'est pas cruelle : providente, elle assure pour l'avenir l'intégrité de celui qu'elle vient d'avertir avec vivacité.

On dit parfois qu'il est bon de ne pas punir sur le moment, pour éviter la colère. Il faudrait punir plus tard, de sang-froid, dosant en toute justice le châtiment selon la faute. Il me semble que c'est une méthode plutôt exceptionnelle, et dont il ne faut pas abuser. La colère provoquée par la faute de l'enfant n'est pas elle-même fautive, et cette indignation qu'elle manifeste n'est-elle pas propre à marquer dans l'imagination de l'enfant la gravité de son manquement? Je ne serais donc pas éloigné de donner ici une véritable valeur éducative à la colère du législateur bafoué, à condition naturellement que ce mouvement n'apparaisse pas comme excité par une vexation personnelle, et, bien entendu, soit contenu dans certaines limites.

La punition différée, si elle s'adresse à de jeunes enfants, a quelque chose d'odieux, d'injuste pour le coupable pour qui, ne l'oublions pas, la durée est véritablement triple ou quadruple de celle du justicier. De plus, l'espace de temps qui sépare la faute du châtiment empêche dans la conscience la création du mécanisme d'inhibition qu'il s'agit précisément de monter.

L'indignation provoquée par la faute n'est pas, comme je l'ai dit, un spectacle inutile : elle représente vivement à l'esprit du coupable le caractère odieux ou choquant de sa conduite. Il ne faut pas, pourtant, que cette indignation soit telle qu'elle provoque une répression violente. La parole de l'Apôtre : *irascimini sed nolite peccare,* trouverait ici une application opportune.

Que l'autorité soit absolue ne veut pas dire que le pédagogue sera inflexible. Le feu brûle toujours quand on le touche; mais le feu est une force brute. Cette immutabilité chez l'éducateur serait stupide. Innombrables sont les cas où la justice doit se tempérer d'indulgence en raison des circonstances particulières du délit. La désobéissance même à un ordre formel n'est pas tou-

jours une rébellion délibérée; elle est souvent, chez les enfants, un simple oubli, ou encore une tentation quasi irrésistible. Ou bien, pour prendre un exemple courant, la paresse se mêle inextricablement à un découragement né de l'incapacité.

L'éducateur doit certes exiger l'obéissance, mais il aura soin également d'évaluer au plus juste la difficulté qu'il y a d'obéir à des ordres allant à l'encontre d'impulsions très violentes. S'il s'agit de jeunes enfants, qu'il ne se dise pas qu'il était bien facile de ne pas toucher aux bonbons, de ne pas ouvrir le petit flacon ou la boîte, de ne pas tourner les aiguilles de la pendule, mais qu'au contraire la soumission à ces défenses avait quelque chose de proprement héroïque, dont l'éducateur ne donne pas toujours l'équivalent dans les tentations de sa vie privée d'adulte...

D'autre part, il faut reconnaître que rien ne serait plus nocif que l'incertitude habituelle dans la répression d'une faute. Il est nécessaire que certaines fautes soient *toujours* punies. L'incertitude ne peut porter que sur l'importance du châtiment. En revanche, si la faute avait quelque chance de n'avoir aucune sanction, on peut être certain que l'enfant, entre l'incertitude de la punition et la tentation de la faute, n'hésiterait guère : il parierait pour l'amnistie. La régularité des répressions est donc nécessaire, car d'elle seule peut naître la régularité du réflexe salutaire.

J'ai fait allusion plus haut aux avertissements que nous donne la nature pour nous enseigner le respect de ses lois. A ce propos, on peut se demander ce qu'il faut penser de la formule fameuse : l'éducateur s'efforcera d'imiter dans sa répression les lois de la nature. Il ne faut pas chercher très loin pour découvrir que cette formule tentante offre des difficultés pratiques très nombreuses et insurmontables. Très souvent les sanctions de la nature sont à très longue échéance, notamment en ce qui con-

cerne les excès physiques ; parfois, dans les questions de pure morale, la nature est muette. Un enfant paresseux subira, de longues années plus tard, les résultats de sa paresse. L'éducateur, dans ce cas, devance la nature et agit tout de suite.

Que la punition ne puisse être cruelle, c'est l'évidence ; qu'elle ne doive pas être stupide, c'est plus que souhaitable. Mais qu'un châtiment ait un caractère dramatique propre à frapper l'imagination, cela sera parfois fort utile. Je sais le cas d'un enfant paresseux qui est devenu très appliqué dans ses études parce que ses parents l'avaient soumis dans un atelier à un apprentissage rebutant. La difficulté, dans des cas de ce genre, c'est de savoir jusqu'à quel point on pourra « tenir le coup » si l'enfant accepte allègrement le châtiment qu'on lui impose. Les enfants sont souvent tout à fait dépourvus de nos préjugés, et certains regarderont comme une aubaine les conditions de vie que sa famille regardait comme une humiliation.

L'autorité ayant pour fin le bien de celui qui la subit, ses sanctions ne seront pas fondées sur le mécontentement de l'éducateur. Ce mécontement existe, il est bon qu'il se manifeste ; il n'est pas la cause des sanctions. La répression naît d'une loi tacite : il ne faut pas faire cela parce que cela est (ou sera) mauvais pour toi ; il faut faire cela parce que cela est (ou sera) bon pour toi. Par le châtiment, je fortifie ta volonté défaillante en mettant à la place de tes répugnances la certitude d'un mal plus importun que l'action ou l'abstention que je réclame. En somme, j'impose un remède. Le remède pris, le médecin attend l'effet. Il n'importune pas son malade en lui répétant qu'il aurait bien pu éviter ce malaise et la médication. Ainsi l'éducateur. Il ne sermonne pas, ou très peu. La dette payée, il ne réclame rien. Il n'a rien à réclamer. L'enfant a horreur du sermonneur intempestif. Il préfère

le châtiment sans commentaire, et il a raison. Cela ne veut pas dire que la parole ne jouera aucun rôle. Il le faut simplement bref et à point nommé. Il peut être utile, parfois, de rappeler à l'enfant que cette autorité qu'il subit est un appareil qui se relâchera à mesure qu'il croîtra en vigueur morale. Il est bon encore de lui rappeler que lui seul est en cause : son bien, son avenir, son ajustement à une société, à une civilisation, qui sont son milieu naturel. L'enfant admet bien, comprend facilement la nécessité d'être défendu contre lui-même. J'ai connu un petit garçon qui demandait à une dame dont le fils était élevé sans châtiments : « Mais alors, madame, qui est-ce qui lui enlèvera ses vices ? » Il savait, ce petit, que ses parents à lui étaient attachés à l'ingrate besogne de sarcler son jardin spirituel, il sentait combien son labeur moral en était simplifié, et il se demandait avec étonnement comment l'enfant, livré à lui-même, pourrait bien se tirer d'affaire. Il le plaignait du fond du cœur d'avoir à faire tout seul un travail si dur et compliqué. Un signe que les enfants comprennent la nécessité d'une discipline et le profit qu'ils en tirent, c'est qu'ils ont peu ou point d'affection pour les maîtres qui leur laissent faire leurs volontés, et même qu'ils montrent à leur égard comme une rancune de ne pas les avoir défendus contre leur faiblesse. L'autorité est sentie par l'enfant comme une sorte de prothèse morale qui lui épargne le mal de se surveiller de trop près et lui évite de faire des chutes dans le temps que ses membres sont encore débiles.

Certains redoutent fort l'usage de l'autorité. L'autorité, à les entendre, crée des automates, non des hommes. L'autorité brise la personnalité de l'enfant qu'il faudrait, au contraire, développer, stimuler par tous les moyens. A cette sottise, on pourrait se contenter de répondre par deux faits : les caractères les mieux trempés, les personnalités les plus accusées et les plus agissantes, les plus

maîtresses de soi et des autres, elles sont sorties de milieux autoritaires : armée, instituts religieux. Mais il y a autre chose : le danger d'affaiblir les caractères par la discipline est inexistant pour deux raisons : la première, c'est que dans la majorité des hommes la personnalité, en tant qu'ensemble de forces positives, est extrêmement effacée et pour ainsi dire absente ; la seconde, que le caractère, lorsqu'il est, au contraire, fortement marqué, opposera à toutes les compressions extérieures une résistance invincible. Tous ceux qui ont eu contact avec des jeunes gens ont été frappés de l'impossibilité de modifier tant soit peu leur personnalité dans ses lignes essentielles. Même lorsque cette personnalité est terne, neutre, comme je viens de dire que c'est la généralité, elle n'est pas pour autant malléable : on peut même dire que l'idéal, pour l'éducateur, sera d'utiliser au mieux ses tendances naturelles ; pour les supprimer, il n'y faut guère compter. On introduit dans un organisme humain des pièces accessoires, des sûretés, des freins, on atténue des forces, on amplifie d'autres forces, *on ne crée proprement rien.*

Voilà qui doit rendre l'éducateur modeste ; voilà aussi qui doit lui enlever toute crainte. Ce n'est pas une chose fragile qu'il a devant lui : non une plante grêle, non un embryon, non une nébuleuse d'où il va faire jaillir un monde : c'est un monde déjà, où l'on peut tout au plus mettre des choses en place.

Il y a une autre raison pour laquelle la destruction ou l'affaiblissement du caractère n'est pas à craindre par l'emploi de l'autorité (à condition, naturellement, qu'on parle d'une autorité saine, normale, exercée par un esprit sain et normal, et non par un négrier...), c'est qu'elle n'a pas de points d'application tels qu'elle puisse rien briser. L'autorité digne de ce nom ne réprime point des élans, elle guérit des débilités : elle lutte contre la paresse, la goinfrerie, le désordre, le mensonge, l'hypocrisie; elle ne brime point l'action, mais des fléchissements, des perversions de l'action.

De ce que le caractère est *donné, actuel*, et non une possibilité dont l'existence est entre les mains de l'éducateur, découle cette conséquence : jamais l'éducateur ne s'efforcera, comme un idéal, de façonner le caractère de son élève sur le modèle du sien. Il n'a pas à communiquer l'incommunicable. L'autorité consolide et rectifie un caractère, elle ne lui donne pas son style. Elle doit, très strictement, construire, ou plutôt ordonner, suivant le plan indiqué par la nature. L'éducateur vaniteux est une contradiction. L'éducateur est, par nécessité, modeste, humble, observateur et docile. Le caractère à *éduquer* est donc là, sous ses yeux : complexes de forces, tendances, penchants, préférences. Il faut utiliser au maximum ce qui est, dans l'impuissance à faire naître ce qui n'est pas. La répression ne s'exercera que sur le nuisible ou le dangereux. Jamais l'autorité ne s'emploiera à contraindre sur des points douteux. L'enfant a le droit d'aimer ce que ses parents n'aiment pas. L'autorité sera d'autant plus forte qu'elle restreindra son domaine. Qu'on me permette ici encore un « petit fait vrai » qui illustre mon texte : je connais une dame qui fut élevée par un père fort autoritaire, mais dont l'autorité, précisément, outrepassait les limites raisonnables et utiles ; en particulier n'admettait pas que les enfants eussent des répugnances alimentaires. Ce Monsieur, parce qu'il estimait sans doute que le cresson « est la santé du corps », et, je pense, parce qu'il aimait personnellement cette salade, ne tolérait pas que sa fille refusât d'en manger. Non seulement il ne lui en épargnait pas l'âcreté aux repas ordinaires, mais au repas de ses noces, dernier symbole de son autorité paternelle, il lui en remplit copieusement son assiette...

Mon historiette comporte une double morale : la première, c'est qu'il y a une caricature de l'autorité ; la deuxième — à laquelle j'ai déjà fait allusion — c'est que la crainte est vaine de voir l'autorité abolir la nature : la dame dont il s'agit n'a plus jamais mangé de cresson.

Il résulte des quelques réflexions qui précèdent que l'éducation n'est pas une science, mais un art, lequel suppose, comme tous les arts, chez celui qui l'exerce, des qualités innées. Parmi ces qualités, au premier plan, et nécessairement, l'éducateur devra posséder celles qu'il veut faire acquérir. C'est, en effet, une banalité qu'il ne faut pas se lasser de répéter que rien ne s'inculque que par l'exemple (ce qui ne signifie pas d'ailleurs que l'exemple suffise à inculquer). Le désordonné ne peut enseigner l'ordre, ne le connaissant que par ouï-dire; le colère enseigne irrémédiablement la colère au moment même qu'il prêche rageusement la douceur. Ainsi de suite.

Mais alors?

Eh ! oui, le bon éducateur est rare, et l'éducateur parfait une chimère. Pour mieux dire, il n'y a pas ici de perfection générale, car les qualités de l'éducateur devraient être combinées et dosées selon les besoins de l'élève, de tel élève.

Même à se borner à un idéal plus modeste et moins individuel, il est évident que l'art de l'éducation est des plus difficiles et, il faut avoir le courage de l'ajouter, un des plus incertains dans ses fruits. C'est une conséquence non regrettable de l'autonomie humaine.

Tout système d'éducation ne vaut que ce que vaut l'éducateur. Or, l'homme moyen est de faible valeur. Ainsi l'éducation moyenne. Il faut s'y faire. C'est comme en politique. Il est tonique de croire qu'on fera mieux ; et, sur des détails, l'amélioration est possible. Il est bon aussi de savoir virilement qu'on ne fera rien parfaitement.

Les deux extrêmes sont faux. Le rationalisme a une foi aveugle dans l'éducation : il croit qu'il est possible de refaire l'homme. Ne pas croire du tout à l'éducation et à la vertu de l'autorité sur laquelle elle repose, c'est, à l'autre bout, abandonner un des plus plus puissants

leviers dont l'homme dispose pour soulever l'homme au-dessus de l'instinct ; c'est, au surplus, ignorer volontairement des faits d'expérience.

L'éducateur doit être modeste pour se soumettre aux réalités. Parmi ces réalités, il en est une particulièrement dure : c'est que sa dure besogne n'aura le plus souvent que des résultats ordinaires. Il faut œuvrer et ne jamais proprement réussir, car la réussite totale, si elle venait à se produire, il n'en serait pas vraiment l'ouvrier. Il n'y a rien en tout cela de décourageant, sinon pour les marchands d'orviétan (et Dieu sait s'ils pullulent aujourd'hui) : un idéalisme sain et vigoureux n'a pas besoin de croire pour agir que l'humanité inventera demain le Paradis terrestre. Il prend Dieu pour modèle. Dieu, éducateur parfait et pourtant qui ne compte plus ses échecs, et que jamais ne décourage la sottise, la lourdeur, la méchanceté, l'entêtement ou la veulerie de ses lamentables élèves.

Olivier Leroy.

## Un débat jamais clos : autorité ou liberté en matière d'éducation

Une chronique de P. Archambault (1), succédant à une mise au point des problèmes d'enseignement liés à l'idée de propagande, rouvrait, il y a quelques mois, un vieux et passionnant débat. Rejetant la formule italienne, russe ou allemande d'un enseignement dirigé par une mystique d'État, et devenu une pièce essentielle d'une plus vaste propagande, P. Archambaud n'en considère pas moins comme périmée la formule purement libérale de maîtres qui jamais ne devraient prendre parti : à l'étalage, qui essaie d'être impartial, des connaissances et des opinions, sans doute vaut-il mieux substituer un choix résolu de l'éducateur, certes respectueux des jeunes consciences qui lui sont confiées, mais soucieux de ne point désincarner la matière vivante de son enseignement, le maître catholique a choisi une certaine conception de la vie : doit-il donc enseigner comme s'il n'avait pas choisi?

Attention! réplique M. Brunschvicg, principal tenant de la tendance libérale prétendue périmée : « Faites une exception pour un dogmatisme que vous savez charitable, et vous justifiez socialement et positivement toutes les formes d'extrémisme qui se peuvent imaginer. » — Sur quoi M. Archambaud répond qu'il ne s'agit pas d' « imposer » un dogmatisme, mais d'aider les jeunes à « choisir » en choisissant soi-même — et que c'est là la vraie manière libératrice de l'éducation.



Voici déjà plus de trente ans, introduisant une pièce de haute portée philosophique dans la discussion du problème

(1) Voir *l'Aube* du 17 oct. 1936.

scolaire, le P. Laberthonnière avait déjà posé la question de l'impassibilité du maître en présence de l'enfant; P. Archambault se sent de la même lignée : dans sa récente polémique, tout naturellement, il puise dans l'œuvre du Père, dans cette *Théorie de l'Éducation* (1), dont on n'a pas assez marqué l'importance, au moment où elle connaissait sa dixième édition.

La question posée est celle de la neutralité de l'enseignement. Et, certes, il y a plusieurs manières de concevoir cette neutralité, qui n'implique pas forcément, qui ne devrait même pas impliquer de convertir des hommes en maîtres de parchemin, en impénétrables statues de sel. En principe pourtant, c'est à cette rigueur impassible qu'on a voulu atteindre. Le P. Laberthonnière s'attache à saisir le support philosophique d'une telle attitude, et, ce faisant, avec une étonnante pénétration, servie par un style extraordinairement limpide et vigoureux, il va au plus profond. Tout ne dépend-il pas, précise-t-il dès la première ligne, « de l'idée qu'on se fait de l'homme et de sa destinée »?

Or, voici le débat : l'homme qui a choisi (car vivre, c'est choisir, c'est adhérer à un idéal, à une conception de la vie), doit-il, en tant qu'éducateur, laisser voir son choix, délivrer son message comme baigné, ou mieux, éclairé par son idéal?

Non! répondent les partisans de la neutralité. Et ils insistent sur la faiblesse de l'enfant, sans défense devant l'éducateur : c'est un véritable abus de pouvoir que de le contraindre, par la force ou par la ruse, à des adhésions qu'il ne peut ni comprendre, ni contrôler; il faut, au contraire, respecter scrupuleusement la liberté du jeune être, comme celle à laquelle ont droit tous les individus, donc laisser sa nature s'épanouir, en révélant les richesses virtuelles qui sont en elle, de telle sorte que, « arrivé au terme de son développement, il sera ce qu'il doit être et il fera ce qu'il doit faire ». Tout au plus, l'éducateur a-t-il le droit de défendre l'enfant contre les mauvaises influences qui, elles-mêmes, pourraient attenter à sa liberté.

(1) L. Laberthonnière, *Théorie de l'Éducation*. Vrin édit., Paris. On sait que les deux ouvrages posthumes du P. Laberthonnière ont été récemment mis à l'index, mais cette condamnation n'atteint en rien le livre dont nous parlons.

Naturellement, les théoriciens de cette école entrent en lutte contre les méthodes d'autorité, qui, sous le prétexte de former l'enfant à la ressemblance de l'éducateur (au moins en ce qui concerne l'adhésion à un quelconque système philosophique ou religieux), le compriment et le déforment, refoulent sa vraie nature et la contraignent à des attitudes étrangères « en franchissant, comme dit M. Brunschvicg, les limites inviolables de la personne humaine ».

Mais le P. Laberthonnière souligne immédiatement les difficultés de la thèse : l'individualisme total serait une négation pure et simple de l'éducation. Aussi bien est-il impossible de s'y tenir pratiquement : la nature, toute pleine de qualités qu'on la prétende, se chargerait et se charge de terribles revanches, qui font au moins une nécessité à l'éducateur de son intervention sous une forme quelconque. Beaucoup concilient comme ils le peuvent, c'est-à-dire dans l'incohérence parfois inconsciente, leur position doctrinale de libéralisme et de neutralité absolue avec le besoin urgent d'en limiter les conséquences les plus catastrophiques.

Au fond, c'est de l'autorité qu'on se méfie : mais est-elle forcément une agression contre la liberté de l'enfant? Oui, répond le P. Laberthonnière, si l'on entend par autorité celle du maître antique sur son esclave et du monarque oriental, bref, l'autorité contraignante de ceux « qui abusent des autres par la force ou la ruse ». Cette autorité-là est, effectivement, *asservissante*; contre elle on ne saurait prendre trop de précautions et de garanties, tant l'esprit de domination dont elle émane a de profondes racines en nous et autour de nous. Mais l'autorité n'est asservissante que par l'emploi qu'on en fait et l'intention qui l'anime. Que cette intention se fasse au contraire assistance *désintéressée*, don de soi sans retour pour lever devant l'être naissant les difficultés qui l'enserrent : l'autorité devient alors bienfaisante et *libératrice*.

On a donc tort d'opposer dans tous les cas autorité et liberté : il ne s'agit pas de savoir « comment se concilient des notions abstraites, conçues contradictoirement et fixées une fois pour toutes en des définitions. Mais il s'agit de savoir comment peuvent se concilier des êtres vivants qui sont capables de se mouvoir, de se changer, de se transformer » (p. 32). De la notion abstraite d'autorité, nous passons

donc à l'homme qui est *dans* cette autorité, en présence de cet autre homme en puissance qu'est l'enfant : tout repose, en effet, sur l'idée qu'on se fait de la personne humaine.

On peut évidemment concevoir les individus comme des entités suffisantes, portant tout en soi dès l'origine, n'ayant rien à recevoir ni rien à donner, et comme murées dans leur farouche indépendance (des personnes « en forteresse », disait le P. Laberthonnière) : fatalement, les unes en face des autres, elles se dressent dans des attitudes de défense ou d'agression, et le conflit entre l'autorité et la liberté n'est qu'un épisode de leur antinomie foncière et irréductible.

Mais on peut aussi concevoir l'humanité comme formée de personnes *solidaires* les unes des autres, appelées solidairement à une même fin : fin qui n'est pas un idéal abstrait, artificiel, *surimposé*, mais qui est l'accomplissement jusqu'à la perfection de cette solidarité, par « l'union des esprits et des volontés dans un même foyer de lumière et dans un même foyer d'amour » (p. 39). En ce cas, l'autorité n'est plus l'agression d'un isolé contre un autre isolé : elle est le signe même de cette active solidarité qu'il faut appeler de son vrai nom : la charité. La charité, c'est le lien de toutes les *personnes* : la charité se fait autorité dans l'éducation pour « aider des personnes à prendre conscience d'elles-mêmes, de leurs devoirs, de leurs responsabilités; il s'agit de les susciter à la vie intellectuelle et morale, en un mot de les faire naître : l'éducation, en effet, est véritablement un enfantement » (p. 47). Ainsi l'opposition de l'autorité et de la liberté se résout dans l'amour réciproque.

L'ouvrage du P. Laberthonnière se poursuit par de très intéressants chapitres sur l'apologétique catholique et la réforme de l'enseignement catéchistique, en application des réflexions précédentes : nous y trouverons de très intéressantes mises au point sur le problème et le rôle de l'autorité, qui occupe, on le voit, le centre même de l'ouvrage. Mais restons-en là pour nous maintenir dans la ligne d'un débat essentiellement pédagogique.

On voit la position du P. Laberthonnière : il fait de l'intervention dans la vie même des enfants une véritable obligation, à la condition qu'à aucun moment elle ne dévie de l'esprit que lui impose l'idéal personnaliste inclu dans le catho-

licisme. Et ce qui autorise cette intervention, c'est que l'idéal en question n'est pas extérieur aux personnes en jeu, imposé et reçu : il est comme inhérent aux personnes qui ne seraient pas telles si ce n'était lui qui leur donnait comme l'existence et, en tout cas, tout leur sens. L'option, l'adhésion de l'éducateur est donc autre chose qu'un ralliement, c'est une découverte de soi-même, et c'est soi-même qu'il faut donner dans l'éducation. Être neutre, en ce sens, c'est tuer la vie, c'est vouloir faire vivre avec de la mort.

Est-ce ouvrir la porte, comme le pense M. Brunschvicg, à toutes les tentatives d'éducation totalitaire, à la prédication de toutes les mystiques politiques, raciales ou sociales, au gré d'un État tout-puissant? Évidemment, non! A moins qu'on n'ait pas compris le caractère vrai de la conversion, de l'adhésion chrétiennes, précédemment définies. A moins encore d'assimiler aux valeurs spirituelles de la cité éternelle des systèmes de vie qui ne sont, d'une façon ou d'une autre, que des amplifications de revendications et d'aménagements temporels, camouflées de fausse mystique. Ces amplifications-là, que l'on traite — et c'est significatif! — de totalitaires, ne sont, en beaucoup de points, que de monstrueuses usurpations, qui, pour leurs adhésions massives, utilisent une éternité d'emprunt, plaquée sur de plus positives spéculations. Et si l'on est tenté de mettre sur le même plan ces conceptions totalitaires, appuyées sur une pédagogie de propagande, et l'idéal chrétien qui se refuse à la « neutralité » de l'éducateur, c'est que, trompé par l'apparence, on n'a pas su reconnaître l'abîme qui sépare le visage de l'Antéchrist et celui du véritable Crucifié.

P. MARTHELOT.

# BIBLIOGRAPHIE

## Services et dangers de la culture esthétique

Personne ne conteste que toute culture parfaitement humaine doive comporter un développement de la sensibilité esthétique : on n'est pas vraiment homme si l'on reste froid devant un beau rythme de lignes, de couleurs ou de sons. La question discutable est de savoir ce que vaut en humanité une culture exclusivement ou principalement tournée vers le sentiment de la beauté : c'est le problème moral de l'esthétisme.

A ceux que ce problème intéresse, je recommande la lecture de l'*Essai* que M. Lucien Cattan vient de consacrer à Walter Pater (1). Né dans un faubourg de Londres en 1839, professeur écouté, essayiste de talent, Walter Pater a eu, sur les élites intellectuelles de l'Angleterre victorienne, et principalement dans le milieu d'Oxford, une influence assez profonde. Formé dans l'ambiance de Ruskin et contemporain du préraphaélisme, il a joué assez personnellement sa partie dans le mouvement intellectuel qui imposait alors l'idée de l'art pour l'art aux artistes et aux écrivains d'outre-Manche. Une forte culture hellénique et latine tournait ses sympathies vers la Renaissance et généralement vers le génie antique, qu'il interprétait d'ailleurs d'une façon originale, y décelant, sous un rationalisme de surface, un fond persistant de poésie naturaliste et barbare. Ses études grecques, ses travaux sur le platonisme demeurent estimés.

Mais si M. Lucien Cattan a voulu nous intéresser à Walter Pater, c'est beaucoup moins, je crois, pour la valeur de son œuvre que pour la forme de sa personnalité. Walter Pater fut en effet, dans la pleine acception du terme, un esthète. Sceptique en philosophie, il pense que la seule donnée solide de la conscience est la sensation ; mais, à l'exemple de ses maîtres grecs, il tient pour barbare l'homme qui se contente de ses impressions brutes, et il fait consister l'humanisme dans le culte de la sensation intellectualisée dans la quête des images conformes à un archétype de noblesse et de beauté. Toute sa vie va donc s'organiser en fonction de cet absolu : la recherche du Beau. Toute sa culture artistique, littéraire et philosophique sera tournée au raffinement de sa sensibilité

(1) Lucien Cattan, *Essai sur Walter Pater*, Picart, Paris, 1936, in-12, 212 p. 15 fr.

esthétique. Pour se réaliser dans la perfection du type humain qu'il conçoit, il conteste en principe les obligations de la morale, il rejette systématiquement les charges et les devoirs de la vie sociale.

Telle est la discipline de l'esthète. Mais, à considérer l'exemple de Walter Pater, que vaut une personnalité ainsi construite? M. Lucien Cattan a bien vu qu'une telle personnalité, contrairement à ce qu'on pourrait craindre, ne sombre pas dans l'anarchie totale : car elle est ordonnée à un absolu et ne peut s'accomplir sans une certaine forme d'ascétisme. « Une discipline — écrit-il à propos de son héros — voilà ce qu'il devra se donner. Voilà l'obligation qui s'impose à lui, plus qu'à n'importe qui au monde, pour que sa vie échappe au reproche, en apparence justifié, de facilité. Il a le devoir d'élaborer son amour des images, de s'y concentrer, de s'en rendre maître, de le diriger vers des formes de plus en plus variées, de plus en plus précieuses de la beauté... » Il est dommage que cet ascétisme, tout intellectuel et systématiquement dégagé de toute considération de bien moral, ne défende pas l'individu contre les impulsions égoïstes de sa nature, pas même contre ses vices, s'ils demeurent compatibles avec l'élégance des attitudes. Un Walter Pater, avec tous les raffinements de sa culture exquise, demeure exposé aux plus graves anomalies de conduite : Oscar Wilde ne l'aurait peut-être pas salué aussi volontiers comme un de ses maîtres, s'il n'avait subodoré le parfum d'homœo-sexualité qui se dégage subtilement de son œuvre.

Pourtant, la culture esthétique peut ouvrir certaines voies d'accès vers la moralité véritable. C'est ainsi que Walter Pater est choqué par le spectacle de la cruauté, de la violence : c'est que la cruauté et la violence finissent toujours par créer des images laides. Par ce détour un peu subtil, il acquiert une certaine conception de la fraternité, une nostalgie de la bonté. Ce passage de l'esthétisme hellénique à un mysticisme pré-chrétien, il a essayé de le montrer dans un grand roman philosophique, *Marius l'Epicurien*. Puis, la fréquentation de Platon l'a élevé jusqu'à une notion assez authentique de la justice. « Cette Beauté qu'il a cherchée sous les formes les plus diverses, il se demande aujourd'hui si elle n'habite pas, de préférence, dans la perfection des institutions humaines. Il n'y a là qu'une approximation de l'amour de la Justice, la seule dont une nature comme celle de Pater soit capable, mais une approximation heureuse. »

Ainsi, « par les seules voies de sa sensibilité esthétique, Pater

s'élève jusqu'à la curiosité d'autrui, jusqu'au désir de fraterniser, jusqu'à la conception de la Justice ». Par malheur, les plus nobles idées morales de l'esthète risquent de demeurer toute spéculatives, de n'inspirer que des velléités. Tel est son souci de se créer un monde idéal qu'il tourne le dos délibérément à la vie réelle : le passage de la pensée au plan vital ne s'opère pas. Et c'est en quoi l'esthétisme pur est, sinon désorganisation, du moins stérilisation de la personnalité. M. Lucien Cattan n'a pas tort de voir dans le cas d'un Walter Pater un effort pour prolonger artificiellement l'adolescence. Cet idéalisme exalté, cette hantise de la gratuité, cet amour des beaux songes sont, en somme, des états normaux, et peut-être nécessaires, de la crise de l'adolescence. Mais il faut savoir mûrir, sous peine — M. Cattan le remarque finement — de trahir l'esprit même de cet humanisme grec, essentiellement viril et adulte, qu'on prétend avoir pris pour modèle. « On ne sépare pas la culture de la vie sans l'emprisonner. La promptitude avec laquelle Pater se contente d'une existence toute faite signifie que la diversité du réel le rebute, que jamais sa culture ne se nourrira d'expériences humaines. » Là est le principe d'une périlleuse démission. « Car la vie n'a pas les mêmes lois que la beauté. On ne la comprend que lorsqu'on a le courage de se mesurer à elle. »

Pour n'avoir pas osé se mesurer à la vie, pour l'avoir contemplée en spectateur passif, curieux seulement des images de luxe qu'elle peut offrir, Walter Pater n'a vu du destin de l'homme que des aspects secondaires, et ne saurait être un bon maître de culture. Lui et ses semblables, nous ne pouvons nous tourner vers eux qu'en ces rares pauses de la vie où nous avons le loisir d'épurer notre intelligence au spectacle de quelques formes exquises. Mais le vent se lèvera, et il faudra tenter de vivre. Malgré la vive sympathie qu'il eut toujours pour la jeunesse, Walter Pater n'en fut guère aimé. C'est qu'il n'avait chéri en elle que son charme éphémère, son idéalisme naïf, cet âge « qu'elle porte sur son visage et qu'il n'avait plus, lui, que dans le cœur ». Et, ici, je cite cette excellente remarque de M. Cattan : « Rien ne déroute la jeunesse comme de voir qu'on s'intéresse à elle moins pour ses possibilités futures que pour le charme qu'elle va perdre; moins pour encourager son élan que pour la contempler comme un spectacle. Elle entre mal dans cette nostalgie, dans ce désir de revenir se fixer à ce stade même qu'elle a hâte de franchir. *Elle n'a foi que dans l'adulte véritable, celui qui l'oblige à sentir son insuffisance et augmente par là sa hâte de grandir.* »

P.-H. S.

## De l'éducation familiale

Je ne m'attarderai pas à résumer l'excellent essai que M. André Berge vient de consacrer à l'éducation familiale (1). Le mérite de cet auteur est que, pour traiter de cette question dont la nature même exclut toute solution théorique et rigide, il s'est refusé à construire ce qui aurait pu ressembler à un système : ne voulant user que de tact, il a proposé à son lecteur une série de remarques extrêmement fines sur la psychologie de l'enfant et sur les effets moraux de la vie familiale, et quelques conseils judicieux sur l'usage de l'autorité des parents. On ne résume pas une leçon ainsi composée par l'expérience, on y renvoie les pères et mères de famille qui savent par expérience quelle immense responsabilité on encourt et quelles petites et grandes difficultés, multipliées chaque jour, on rencontre dans l'éducation d'un enfant.

« La pédagogie, dit fort bien M. André Berge, est avant tout une affaire d'atmosphère, et presque toute l'atmosphère familiale dépend du caractère, des qualités et des vertus des parents. C'est pourquoi de braves gens ont, parfois, de braves enfants, même lorsqu'ils sont de piètres éducateurs. » C'est là une vérité qu'on ne saurait trop méditer, non moins que la conclusion pratique qu'elle amène : *« Pour éduquer un enfant, c'est soi-même qu'il faut d'abord éduquer. »* J'avoue que j'ai toujours éprouvé une répugnance à considérer la pédagogie comme une « technique », comme un art décomposable en formules pratiques et que l'éducateur pourrait appliquer de l'extérieur, sans rien engager de lui-même. La pédagogie, comme l'éloquence, comme l'art du commandement, est de ces arts très spéciaux qui ont pour objet, chez *un autre*, une modification de la vie intérieure, un enrichissement ou un redressement de la personnalité : elle se situe donc sur un plan d'échanges spirituels à peu près informulables, très loin du mécanique et du technique proprement dit. Si

(1) André Berge, *Éducation familiale*, Aubier, Éditions Montaigne. — Cet ouvrage inaugurait fort honorablement la collection *L'Enfant et la Vie*, que dirige M. Maurice Vaussard, et qui a publié ensuite l'étude de Jean Lacroix sur la timidité des adolescents, dont il a été déjà parlé dans cette revue.

cela est vrai, à un haut degré déjà, de la pédagogie professorale, si, comme on l'a dit, l'enseignement doit être une amitié, comment l'éducation familiale pourrait-elle ne pas être, d'abord, à base de sympathie morale, de persuasion par l'exemple et par l'amour — comment pourrait-elle reposer sur un autre principe que la défiance des principes? M. Berge a mille fois raison de penser que, pour élever un enfant, il faut d'abord le connaître, respecter dans la plus large mesure possible sa personnalité, et que c'est par conséquent une grave maladresse de vouloir mener au même train quatre ou cinq frères et sœurs : aidons plutôt chacun à trouver son allure et son style.

Bien entendu, il ne faudrait pas exagérer et suivre jusqu'à la catastrophe individualiste cette voie de libération personnaliste. M. Berge l'a bien vu, et il définit précisément le problème central de toute pédagogie quand il range en deux écoles les théoriciens de l'éducation : ceux qui tendent à orienter le développement de l'enfant dans un sens préétabli et à réaliser « un type aussi complet, aussi équilibré que possible », et ceux qui, au contraire, visant à réaliser « un type exceptionnel », développent systématiquement chez l'enfant « ce pourquoi il est le mieux doué et le plus naturellement préparé ». Conflit de l'école classique et de l'école nouvelle, qui recouvre en fait de graves divergences philosophiques, puisque la conception qu'on se fait de la nature humaine y est directement engagée. Conflit, M. Berge a encore raison de le dire, qui ne doit pas aboutir au triomphe absolu de l'une ou de l'autre thèse, mais à une intégration de l'une par l'autre. Car si la pédagogie classique se rattache à une « conception architecturale », cherchant la solidité et créant de l'extérieur une harmonie, et si la pédagogie nouvelle réalise une « conception musicale et fluide », une « harmonie interne », il va de soi que ces deux harmonies doivent se compléter dans l'élaboration de la personnalité humaine. « Les valeurs qui sont en jeu dans les deux cas peuvent sembler inconciliables; et pourtant, il n'est guère que leur synthèse qui soit apte à satisfaire tous les besoins. Car un être souffre aussi bien d'un manque de structure solide que d'une entrave à la spontanéité de son essor. » Quand on sait cela, on tient la clef de toutes les sciences possibles de l'éducation. Il nous reste à savoir ce que nous ferons quand notre enfant refusera de finir son potage, c'est-à-dire à faire son éducation. Les conseils sans faste de M. Bergue nous y aideront sûrement.

P.-H. S.

# LES LETTRES ET LES ARTS

G. Marcel. *Réflexions sur les exigences d'un théâtre chrétien.*

Il y a d'abord le mystère du comédien. C'est un être qui, par devoir professionnel, vit dans cette permanente disponibilité psychologique, où l'auteur voit avec raison un appel à la grâce. Puis, le problème du théâtre chrétien. Il est temps que cesse cette union entre la religion et ce qui est ici dénoncé comme « l'horticulture de la niaiserie ».

F. Delteil. *Hilaire Belloc.*

Présentation de l'essayiste anglais.

## *CHRONIQUES*

Chronique littéraire, par Christian Ducasse.
Chronique artistique, par Peyrebere de Guilloutet.
Théatre, par Henri Gouhier.

# Réflexions sur les exigences d'un théâtre chrétien (1)

La situation du théâtre est telle dans ce pays qu'il ne me paraît pas permis de laisser échapper les occasions quelles qu'elles soient de préciser le sens dans lequel un redressement doit être tenté si l'on ne veut pas que ce grand art se dégrade définitivement. Jacques Maritain, dans *Religion et Culture*, a mis l'accent le plus fort sur ce qu'il appelle « les moyens spirituels pauvres ». « La croix est en eux. Plus ils sont légers de matière, dénués, peu visibles, plus ils sont efficaces. Parce qu'ils sont de purs moyens pour la vertu de l'esprit. Ce sont les moyens propres de la sagesse, car la sagesse n'est pas muette, elle crie sur les places publiques. C'est le propre de la sagesse de crier ainsi, il lui faut donc des moyens de se faire entendre. L'erreur est de penser que les meilleurs moyens pour elle seront les moyens les plus puissants, les plus volumineux. » On ne saurait trop se pénétrer de la vérité qu'exprime ici Jacques Maritain. J'ai eu l'occasion, il y a deux ans, de porter dans *Sept* un jugement sévère sur la représentation du *Mystère de la Passion* qui fut donnée au Parvis Notre-Dame. Ce qui s'affirmait dans cette représentation, c'est une conception du grandiose qui s'apparente de très près à celle qui présidait naguère aux spectacles présentés par le théâtre du Châtelet. Un Châtelet odéonien, faudrait-il dire exactement. Il ne s'a-

(1) Conférence faite à l'assemblée générale des Jongleurs en 1936.

git même pas ici de moyens temporels riches auxquels la dureté des temps ne permet plus de recourir, mais d'une imitation de ces moyens riches pour laquelle, à mon sens, on ne se montrera jamais trop sévère. Je regrette vivement de n'avoir pu assister à la représentation que les *Jongleurs* ont donnée de ce même *Mystère de la Passion.* Les moyens dont ils disposaient étaient certes les plus réduits qu'on pût concevoir, mais combien l'émotion obtenue avec des moyens réduits est plus authentique, comme elle est de meilleur aloi que celle qui est due à la mise en œuvre d'un puissant ensemble matériel ! Je voudrais ici pouvoir spécifier davantage. C'est à mon sens une erreur infiniment grave de s'imaginer qu'un mystère — et a fortiori le Mystère de la Passion — peut être exécuté par des figurants quelconques du type de ceux qu'on rassemble pour gesticuler ou pour vociférer dans une pièce à grand spectacle. Un mystère n'est pas une pièce à grand spectacle. Un mystère n'est pas un spectacle. Et ceci présente, selon moi, une portée proprement métaphysique. Qui dit mystère dit participation. Un mystère ne peut être qu'une œuvre de foi ; et la foi ne tolère pas les simulacres ; elle les évacue, elle les expulse. Si beaucoup d'entre nous ont éprouvé une impression si pénible et si blessante au Parvis Notre-Dame, c'est que justement les simulacres occupaient la première place ; et la sublimité du décor — peut-être faudrait-il dire simplement sa *réalité* — comportait cette rançon que les simulacres perdaient leur prestige, et que l'imposture éclatait à tous les regards. Imposture inconsciente, certes, et qui s'explique avant tout par une perversion du goût et de la pensée qui n'a cessé de s'accentuer depuis un nombre d'années ou même de décades que je n'oserais évaluer. Tout dans ce domaine est donc à reprendre à pied d'œuvre, avec les moyens matériels rudimentaires dont nous devons aujour-

d'hui savoir nous contenter. Mais peut-être ce mot est-il trop faible. Il n'y a pas à penser ici à un pis-aller, mais à une épreuve. Cette pauvreté des moyens, il ne faut pas seulement s'y résigner, il faut l'aimer pour elle-même et pour ce qu'elle peut nous donner. L'expérience montre que trop souvent, là où l'esprit est trop bien secondé par les moyens dont il dispose, il risque de s'engourdir et de s'y perdre. Ici ce danger n'existe pas. Il y a une maigreur qui affine, qui rend plus agile et plus vif. La pauvreté dont je parle est semblable à cette maigreur-là.

Je pense à cette magnifique qualité de désintéressement que j'ai souvent eu l'occasion de saluer chez les comédiens, et qui pose à la réflexion métaphysique et religieuse un problème exaltant. Diderot a parlé du paradoxe du comédien, et il a eu raison. Mais il y a autre chose ; il y a un mystère du comédien, et sur lequel il ne me semble pas que l'attention du philosophe se soit encore suffisamment concentrée. Certaines conversions fameuses, à condition que nous ne nous contentions pas de les traiter paresseusement comme des faits divers ou des curiosités psychologiques, peuvent nous inciter à nous demander si le comédien n'offre pas à la grâce des prises ou des brèches tout à fait singulières, s'il n'y a pas dans sa condition quelque chose qui peut attirer en quelque manière la faveur de Dieu. Il y a une parole dans l'Écriture qui s'applique au comédien, si j'ose dire, à la seconde puissance : « Vous n'êtes pas à vous-mêmes. » Et, sans doute, comme toujours en un tel domaine, nous cheminons sur une arête entre deux versants vertigineux. Redoutable est pour le comédien la tentation de se prendre lui-même comme fin et comme centre, au lieu de se donner à ce rôle qu'il a pour mission d'incarner. Bien plus : il sera toujours exposé à croire qu'il doit rester lui-même, qu'il doit se préoccuper de rester lui-même, de garder les

attributs singuliers dont il s'enorgueillit dans ce rôle au travers duquel il prétend s'affirmer. Et cependant nous savons bien que c'est là une illusion; qu'il ne sera vraiment grand, qu'il ne sera vraiment lui-même qu'à condition de renoncer à cette prétention, à cette illusoire sauvegarde. Il ne se trouvera qu'à condition de se perdre. Et par là le comédien, là où il obéit à une vocation, j'entends très précisément à un appel, se trouve nous offrir par son destin même comme une parabole de la vie humaine en tant qu'elle s'ordonne à ses fins surnaturelles. Bien loin, par conséquent, que nous puissions nous rallier au jugement étroit et dépréciateur qui à certaines époques fut porté sur la profession du comédien, je pense que nous devons y discerner quelque chose comme cet *initium caritatis* dont on parle en théologie. Tout cela, sans peut-être en avoir une conscience explicite, les Jongleurs, me semble-t-il, le savent et le vivent. Et il est à peine besoin de noter la puissance irradiante d'une telle certitude. Je suis heureux d'avoir l'occasion de rappeler ici ces principes essentiels. Mais, je vous l'ai dit, il y a pour moi une autre raison de consentir à prendre la parole aujourd'hui. Au risque de froisser certaines susceptibilités, je crois nécessaire d'attirer l'attention sur un autre aspect du problème que pose une activité comme celle des Jongleurs, ou plutôt sur une grave inquiétude qu'ont fait naître ou qu'ont réveillée dans mon esprit les confidences qui m'ont été faites sur les obstacles auxquels se heurte leur noble et touchante bonne volonté.

Je ne fais pas allusion, on s'en doute, à la pénurie matérielle parfois presque tragique dont ils ont à souffrir. Bien que tous ceux qui s'intéressent au théâtre aient le devoir de s'ingénier à trouver le moyen d'améliorer cette situation si précaire, on peut admettre, comme je l'ai dit, que cette précarité même a une valeur providentielle. J'en

dirai autant du caractère itinérant que tend à reprendre un semblable théâtre. Je me demandais, ces jours-ci, si le théâtre en se fixant, en rompant avec ses traditions itinérantes, n'avait pas après tout tendu à se matérialiser, à s'embourgeoiser, à se ploutocratiser de la façon la plus dangereuse. C'est là un point sur lequel je n'insisterai pas aujourd'hui, mais que je propose à votre réflexion.

Ce que j'ai le dessein d'exprimer maintenant, c'est une protestation véhémente contre un état de choses que je soupçonnais, mais dont j'étais loin de mesurer la gravité, je veux parler de l'hypocrisie proprement pharisienne a laquelle se heurtent ceux qui tentent de présenter devant des publics catholiques des œuvres dramatiques dignes de ce nom. Le problème du répertoire se pose ici avec une acuité difficile à imaginer.

Bien entendu, une première donnée dont il faut tenir compte, c'est ici le manque de goût et de culture presque incroyable que l'on constate dans la plupart des milieux provinciaux que se trouve atteindre un groupement comme celui des Jongleurs. Les confidences qui m'ont été faites ne laissent place ici à aucun doute. On subit les classiques avec une sorte de résignation déférente parce qu'ils sont les classiques, parce qu'ils constituent une sorte d'annexe littéraire des pouvoirs établis, contre lesquels on ne saurait songer à s'insurger. Mais là où les opinions s'expriment avec sincérité, c'est-à-dire en ce qui regarde les œuvres modernes entre lesquelles on n'admet pas qu'il existe une hiérarchie à reconnaître et à respecter, ce sont les ouvrages les plus surannés qui sont les plus appréciés. Des pièces comme le *Flibustier* et le *Chemineau* gardent dans nos chefs-lieux leur lustre de jadis. En d'autres termes, le sens de l'authentique fait ici complètement défaut. Il y a là une éducation à faire, mais il s'agit de savoir si ceux qui veulent l'entreprendre ne se

heurtent pas précisément à des obstacles plus insurmontables encore que le mauvais goût — ceux auxquels je faisais allusion en évoquant l'hypocrisie pharisienne de certains milieux bien pensants. Les faits ici parlent d'eux-mêmes : dans ce même *Chemineau*, qui déchaîne encore l'enthousiasme à Guéret ou à Tulle — j'écris ces noms au hasard —, les Jongleurs sont sommés de couper le mot bâtard, sans même le remplacer, ce qui dans une pièce écrite en alexandrins ne laisse pas d'introduire quelque dérèglement. Le cinquième acte de *Martine* — une des pièces les plus pures, les plus irréprochables que je connaisse — a soulevé des protestations parce que l'héroïne est enceinte, enceinte de son mari. Mais enfin il n'est pas admis à Riom, je suppose, que les jeunes spectateurs et spectatrices ne soient pas laissés libres de croire que les enfants sont apportés à leurs familles par quelque bon génie mystérieux. Un ecclésiastique a demandé que le titre du *Jeu de l'Amour et du Hasard* fût modifié ; on ne m'a pas dit quelles variantes il avait cru pouvoir proposer, etc., etc. La niaiserie que je vise ici est d'ailleurs protéiforme, cela va de soi. Un autre a protesté, si je ne me trompe, à l'occasion d'une représentation de *Michel Auclair*, sous prétexte qu'on voyait dans la pièce un sous-officier joueur, et que l'ouvrage était par conséquent de nature à nuire au prestige de l'armée. (Par ailleurs on a, au contraire, objecté que le sujet de *Michel Auclair* était trop pur pour être vrai.) Il ne saurait être question, me disait M. Maurice Leroy, de reprendre, même avec des coupures, une pièce comme la *Brebis Égarée*, de Francis Jammes, qui est bien, cependant, la plus évangélique qui soit. Notre-Seigneur sans doute a pardonné à la femme adultère ; mais les bien pensants que nous visons ici se soucient bien de l'Évangile ! Par une aberration qu'on ne soulignera jamais d'un trait assez impitoyable, ils s'imagi-

nent qu'on peut être catholique avant d'être chrétien, sans avoir d'ailleurs assez de lucidité intérieure pour prendre conscience de ce que leur attitude implique. Il faut le dire crûment : dans ce domaine, ainsi que dans beaucoup d'autres, les milieux qui abordent l'étiquette catholique comme un défi auront tout fait pour donner aux non-catholiques le sentiment que le catholique n'aime pas la vérité — et qu'il exalte sous le nom de pureté quelque chose qui n'est qu'une ignorance soit entretenue soit simulée. Je m'excuse d'étaler ici non sans brutalité ce qui me paraît être une des plaies de l'enseignement libre tel qu'il est encore trop souvent pratiqué. On ne dira jamais assez quelle arme le catholicisme s'est trouvé par là donner à ses adversaires.

Je prévois une objection possible : les spectacles donnés dans les patronages, ou organisés par des associations de parents d'élèves sont avant tout destinés à la jeunesse ; n'est-il pas de notre devoir le plus strict d'écarter systématiquement tout ce qui serait de nature à offenser ces jeunes oreilles, ou encore à constituer pour des esprits sans défense une incitation même indirecte au péché ? Nous touchons ici au point central du débat. Il ne peut évidemment être question de procéder ici sans discernement. Je serai le premier à estimer que certaines œuvres, certains auteurs sont à exclure — on n'aurait d'ailleurs pas de peine à montrer que ce sont souvent aussi les auteurs et les œuvres dont la qualité esthétique et spirituelle est la plus sujette à caution — parce que souvent on y reconnaît une sorte de complaisance artistiquement condamnable, un souci de flatter le spectateur au plus inavouable de ses tendances. Mais le problème que l'état de choses actuel nous contraint à poser est de savoir si les spectacles destinés à ce genre de groupements doivent proposer aux auditeurs un monde entièrement factice, un

monde affadi d'où les tragiques réalités humaines soient méthodiquement éliminées. Et c'est contre cette édulcoration malhonnête que, pour ma part, je m'insurge avec énergie. Non pas seulement, je le répète, pour des raisons d'ordre artistique — mais parce qu'on risque de créer dans l'esprit des enfants ou des adolescents une sorte de solidarité entre la religion elle-même et ce qu'on me permettra d'appeler une horticulture de la niaiserie. Une horticulture de la niaiserie : oui, c'est bien vers quoi l'on tend quand on supprime le mot bâtard, quand on ne permet pas à une femme de faire allusion à l'enfant qu'elle attend, etc. Mais dans l'ordre mental, nous le savons bien, tout communique ; une religion qui prétendrait imposer à la jeunesse une image aussi puérile, aussi infantile de la vie et des rapports humains, sera elle-même contaminée par cette puérilité, par cet infantilisme. Comment ne pas croire, en effet, qu'elle a besoin de cette image, qu'elle n'espère pouvoir subjuguer que des âmes enfantines, que des intelligences émasculées ? De toutes manières, comme je l'indiquais il y a un instant, elle donnera soit à ses adversaires, soit à ceux qui, parmi ses adeptes, auront gardé quelque capacité de libre réflexion, le sentiment bien net qu'elle déteste la vérité, qu'elle ne peut prospérer qu'à l'abri de certains écrans interposés entre le fidèle et la réalité telle qu'elle est.

Bien entendu, je suis très loin d'ignorer les réponses qu'on ne manquera pas de me faire. On me reprochera de méconnaître la faiblesse de la créature, le rôle de tutelle que l'Église se juge à bon droit tenue de jouer par rapport à ce mineur à perpétuité. Il est possible aussi — mais ceci n'est à mon sens qu'une mauvaise plaisanterie — qu'on s'efforce d'utiliser telle parole de l'Évangile : « si vous ne devenez semblables à ces petits enfants... », pour justifier l'espèce de politique contre laquelle je m'élève en

ce moment. Ceci ne serait trop évidemment qu'un sophisme et qu'il me paraît superflu de réfuter. Mais pour ce qui est de la faiblesse humaine, il faut prendre garde à ceci qui est bien grave. Il n'est plus au pouvoir de l'Église — et je pense pour ma part que cela est heureux — d'élever l'enfant, et a fortiori l'adolescent, hors de tout contact avec le siècle. Il est absolument impossible que ce qu'on prétend lui cacher pour le ménager, par égard pour sa faiblesse, ne l'atteigne pas par les voies les plus diverses et quelquefois les plus détournées. Dès lors on l'oblige à constater qu'il existe deux mondes parfaitement distincts, parfaitement étanches ; l'un d'eux est à l'autre ce que le costume du dimanche est aux costumes de semaine ; c'est un monde dominical, au sens le plus formel de ce mot ; l'autre est celui des jours ouvrables, c'est celui de tout le monde, celui des gens pour qui, en dernière analyse, il n'y a pas de dimanche. L'enfant découvre que dans ce monde dominical il faut, pour être bien noté, faire semblant d'ignorer que l'autre monde existe ; il constate que ce qui fait prime, c'est l'hypocrisie. Eh bien ! j'ose affirmer qu'une telle découverte est bien la plus dangereuse qui soit, non seulement pour la sincérité, mais pour la foi elle-même. Il n'est pas question de mettre brutalement l'enfant ou l'adolescent en présence de certaines réalités bouleversantes, mais il importe avant tout de rendre impossible cette duplicité dont je viens de parler et qui ne tend à rien moins qu'à saper jusqu'aux racines de la vie religieuse. Car on tend à placer l'esprit en croissance en face de ce dilemme : ou bien ceux qui prétendent me former ignorent la vie parce qu'ils sont en dehors d'elle, et de quel prix peuvent être pour moi dans ce cas leurs avis ? ou bien ils font semblant de croire que le monde ressemble à une garderie, à une nursery, alors qu'ils savent bien qu'il est tout autre chose — et, dans ce cas, ce sont des tartufes.

Je ne puis ici qu'indiquer la nécessité absolue d'un examen de conscience, ou, si l'on veut, d'une révision intérieure portant avant tout sur la notion de pureté et sur tout ce qui s'y rapporte. L'exigence de pureté est au cœur même de la vie chrétienne, mais elle ne doit être séparée ni de l'exigence de vérité, ni de la charité. Si on l'isole, et surtout si on l'interprète comme un refus d'affronter certains aspects troublants ou tragiques de l'existence, on tend à empoisonner la vie chrétienne à sa source même, et de cette pollution on ne tardera pas à subir toutes les conséquences.

Nous voici en apparence bien loin du sujet, mais il est évident, je le dis encore une fois, qu'ici le problème moral et religieux et le problème proprement artistique sont étroitement liés, et ne peuvent même être considérés séparément. Reste à savoir comment on peut espérer agir pour faire pénétrer dans les esprits les idées que je viens d'esquisser. Ce qui me paraît grave à l'heure actuelle, c'est, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, la coupure qui semble s'être réalisée entre les catholiques : ceux qui voient, qui réfléchissent, qui comprennent — et les autres. Peut-être n'est-il pas absolument déraisonnable de penser que les événements extrêmes auxquels nous assistons, auxquels nous allons sans nul doute assister, vont adresser à tous ceux qui ne sont pas définitivement aveuglés une mise en demeure à laquelle il sera impossible de se dérober. Dans l'ordre du théâtre comme dans tous les autres la propagande communiste ne cesse de s'intensifier. Il faudra tout de même, dans ces milieux populaires auxquels il convient pour toutes les raisons de penser d'abord, opposer à cette propagande autre chose que des saynètes de patronage. Opposer, dis-je. Pour le moment, c'est malheureusement le seul mot qui convienne. Je ne désespère pas du tout qu'un jour une colla-

boration devienne possible sur le terrain de l'art dramatique comme dans le domaine des œuvres sociales proprement dites. Les Jongleurs ont donné avec succès une représentation du *Barbier de Séville* à Antony — ceci d'ailleurs à la faveur d'une initiative privée. Je ne vois pas pourquoi on n'entreprendrait pas çà et là, dans cette banlieue rouge de Paris, de jouer, avec les moyens pauvres dont ils disposent, quelques grandes œuvres universelles qui, précisément parce qu'elles ne comportent pas d'étiquette confessionnelle, attireraient un public recruté jusque parmi les adversaires qui, ne l'oublions pas, sont des âmes eux aussi. Des acteurs intelligents contribueraient ainsi à répandre en banlieue et en province cet esprit catholique qui est universel par excellence et dont on ne nous présente trop souvent qu'une contrefaçon burlesque, caricaturale, et propre tout au plus à alimenter les railleries blasphématoires des ennemis du Christ.

GABRIEL MARCEL.

# Hilaire Belloc

Le nom de Belloc n'est point d'origine anglo-saxonne. Il sonne clair comme un vrai nom de France : c'est un nom de la langue d'oc, traduction du mot de la langue d'oïl : *Beaulieu*. Il est très répandu : nom géographique, il est porté par plusieurs communes de l'Ariège, du Gers et des Pyrénées ; nom de famille, on le trouvait à Toulouse au dernier siècle, on le trouve aujourd'hui encore à Montauban. Il y eut un Belloc méridional qui fut célèbre au XVIIIe siècle : c'était un médecin agenais.

Le grand-père de notre auteur, point du tout méridional, puisqu'il naquit à Nantes en 1797, est le fameux peintre Jean-Hilaire Belloc, qui fut élève de Gras et de Regnault. De 1810 à 1850, il exposa dans presque tous les Salons. On lui doit des portraits célèbres, tel celui de *Boissy d'Anglas*; des tableaux comme *Le voyageur égaré en Égypte* ou *La mort de saint Louis*. Pendant quarante ans il dirigea l'école de dessin de la rue de l'École-de-Médecine, dans le quartier du Luxembourg, à Paris. En 1823, il avait épousé Miss Swanton, fille d'un des colonels de Napoléon. Le colonel Swanton vint tout jeune en France. Il appartenait à une famille terrienne du sud de l'Irlande, qui refusa d'embrasser le protestantisme, malgré la persécution. Son éducation en France ne lui fit perdre ni ses traditions, ni ses coutumes, ni son « âme irlandaise ». C'est par lui que H. Belloc se rattache à l'Irlande. Miss Swanton était née à La Rochelle en 1796. Elle fut, au sens le plus noble du terme, une femme de lettres. C'était une amie de Mary Clarke, la future Mme Mohl, dont le salon fut célèbre à l'heure de la Restauration (1). C'est chez

(1) Cf. *Une anglaise intellectuelle en France sous la Restauration : Miss Mary Clarke*, par Marion Elmina Smith, Paris, 1927, pp. 16-17. — *Correspondance de Stendhal*, Paris, Bosse, 1908, vol. II, p. 343. — Une lettre de Miss Swanton au sujet de Byron et Napoléon citée par

elle qu'elle fit la connaissance de Stendhal. On pensa que celui-ci en était amoureux, et on crut un instant qu'il allait l'épouser. Elle était belle, mais d'une beauté délicate et fragile, comme en fait foi le portrait que son mari a peint et qui est au Louvre. Stendhal prétendait même qu'elle ressemblait à Lord Byron. Elle employa ses loisirs à répandre en France les grandes œuvres de la littérature anglaise. Avec un volume sur Byron, paru en 1824, on lui doit un grand nombre de traductions : Dickens, Byron, Mrs Gaskell, Miss Edgeworth, Moore. La simple liste de ses œuvres tient près de cinq colonnes dans le catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale (1). A la mort de son mari, en 1866, elle vint habiter dans la banlieue parisienne, à la Celle Saint-Cloud. C'est là, du mariage de son fils, l'avocat Louis Belloc, avec l'anglo-irlandaise Bessie Reynard Parke, que naquit Hilaire Belloc (2).

La guerre de 1870, qui venait d'éclater, décida de son éducation. Pour fuir l'invasion, Me Louis Belloc emmena son jeune fils en Angleterre. Ce petit Français allait recevoir une éducation tout à fait anglaise. Il ne reviendrait en France, dans ses premières années, que pour passer quelques semaines de vacances près de sa grand'mère.

Son enfance s'écoula dans le Sussex. Il en sentit de bonne heure la poésie prenante et douce, et il restera, avec Thomas Hardy et Sheila Kaye-Smith, comme le chantre des pays du sud de l'Angleterre. Il fréquenta à Birmingham l'école de l'Oratoire, que Newman avait fondée en 1859. L'enseignement secondaire en Angleterre était alors en pleine crise de croissance, et les vieilles *grammar schools*, qui s'estompaient dans une brume de gloire, voyaient se transformer et naître près d'elles des *public-schools*. A côté de ces écoles quasi officielles, les catholiques anglais, légitimement soucieux d'une éducation catholique pour leurs enfants, pensaient eux aussi à créer, puis à développer des écoles. La culture intense de

P. Maes dans *Victor Jacquemont,* Paris, 1934, p. 109. — *Byron,* par Mme Swanton-Belloc, Paris, 1824, p. 352, t. I; une lettre où Stendhal raconte à Mme Belloc, comment il a rencontré Byron à Milan. — *Stendhal-Beyle,* par Arthur Chuquet, Paris, 1902, p. 169, au sujet de Stendhal et de Mme Belloc.

(1) T. X, colonnes 443 à 448.

(2) C'est l'année même de la mort de Dickens.

Belloc, les nombreuses citations et allusions qui émaillent son œuvre, prouvent assez la valeur de l'instruction reçue. Au sortir de l'école, H. Belloc compléta sa formation intellectuelle par de nombreux voyages, mettant en pratique le célèbre adage de François Bacon : « voyager fait partie de l'éducation » (1). C'est alors qu'il commença par l'Amérique cette longue série de courses errantes que rien, semble-t-il, ne pourra désormais interrompre...

Mais, sur les registres de l'état-civil, ce grand voyageur était un citoyen français. A vrai dire, on l'oublia, et l'autorité militaire ne semblait pas du tout désirer ses services. Il protesta, et ce fut assez amusant de voir un jeune homme élevé en Angleterre, à peu près anglais pur sang par son éducation, qui désirait, avec une inlassable insistance, devenir soldat français. Il y parvint et il servit comme artilleur au 8e régiment d'artillerie à Toul. Il a gardé un excellent souvenir de ses camarades de caserne, et il n'en veut à personne si son inexpérience du métier militaire aux manœuvres de 1891 a permis d'écrire sur son livret militaire : « conducteur médiocre ». Il aime sa ville de garnison « très vieille et silencieuse » (2), et lorsque quelques années plus tard, à la manière de Sterne, de Young, de Stevenson, il s'en ira par la route, faire un pèlerinage à Rome, c'est de Toul aussi qu'il partira. C'est à Toul encore qu'il a appris à goûter et à apprécier le bon vin de France. Il semble qu'il ait gardé cet amour. N'écrivait-il pas récemment *The heroic poem in praise of Wine*, où, « en vers sonores et bien frappés, il chante la vigne qui a tant réjoui le cœur de l'homme (3) ».

Son service militaire terminé, en 1892, il rentre en Angleterre. L'année suivante, il va étudier l'histoire au *Balliol College* à Oxford. Cet amoureux du Moyen-Age dut se plaire dans le cadre romantique de cette cité médiévale qui, aujourd'hui encore, attend pour s'endormir que le couvre-feu s'échappe lentement de la tour d'un de ses collèges. Le cadre, mais non l'esprit, enchantera le cœur de Belloc. Il fit à Oxford de solides études supérieures. Il avait trouvé sa vraie vocation : l'histoire. A peine âgé de vingt-cinq ans, il

(1) F. Bacon, *Essays*, n° 18, of Travel.
(2) Hilaire Belloc, *The path to Rome*.
(3) Paul Dottin, article dans *Revue de France* du 15 juin 1934, p. 693.

obtint les *First class Honours* en histoire. C'est là, pendant l'été de 1896, qu'il fit la connaissance de celui qui devait être un de ses plus grands amis : Maurice Baring.

Celui-ci raconte dans son volume *Lost Lectures* (1) comment ils se lièrent d'amitié. Il avait écrit un court récit, à peine une page et demie ; un exemplaire tomba entre les mains de Belloc : « Oh ! mais, ceci est très bon, dit-il, admirable, admirable, aussi bon que Swift ! » A vrai dire ce n'était pas leur première rencontre. « Je l'avais déjà rencontré une fois... écrit Baring, mais il m'avait dit ce jour-là, en tout et pour tout, que je serais infailliblement damné, d'où j'en avais conclu qu'il était peu probable que nous fussions jamais amis... (2) » A cette heure, Maurice Baring n'était pas encore catholique. Les conversations des amis eurent souvent pour objet l'Église, la vieille Église catholique, à laquelle Baring devait se convertir le 1er février 1909. Ce sera le seul acte de sa vie, dit-il quelque part, qu'il ne regrettera jamais. A cette conversion, l'amitié de Belloc eut peut-être quelque part.

Elle en eut aussi, sans nul doute, sur une autre conversion fameuse, celle de son autre ami : Gilbert Keith Chesterton, en 1922. Leur amitié est célèbre, et beaucoup d'écrivains aujourd'hui ont peine à les considérer l'un sans l'autre (3). On les met en parallèle, on cherche leurs différences, — innombrables, — on marque aussi leur trait commun : un indéfectible attachement à l'Église de Rome. Or, en plus de son vigoureux talent d'écrivain, G. K. Chesterton est encore un dessinateur original. Il a illustré beaucoup de romans de son ami, et M. Bernard Shaw leur a donné un nom qui a fait fortune, des *Chesterbelloc*.

C'est encore en 1896 que Hilaire Belloc se maria en Californie, tout comme Stevenson. Il épousa une jeune Américaine qu'il connaissait depuis quelque temps : Miss Elodie

(1) *Lost Lectures*, éd. Tauchnitz, p. 58.

(2) *The puppet show of Memory*, pp. 170-171, éd. Heinemann. Nous empruntons la traduction à l'article de Raymond Anglaret, Maurice Baring dans la *Nouvelle Revue des Jeunes*, 10 février 1930. — Sur l'amitié Belloc-Baring, cf. Louis Chaigne, *Maurice Baring*, Paris, 1935, p. 31.

(3) Tout récemment encore, A. Maurois, dans *Magiciens et Logiciens*, Paris, 1935, p. 151.

Agnès Hogan, catholique comme lui (1). Il publie, cette même année, son premier livre à succès *Bad Child's Book of Beasts*. Il passa à Oxford les quatre années qui suivirent dans l'espoir d'une chaire dans un collège d'Université (*fellowship*), mais cette chaire ne lui fut jamais attribuée. Il fut refusé à un collège après l'autre. Sa foi catholique, qu'il ne consentit jamais à cacher, lui valut cet ostracisme. C'était à ce moment-là en France le temps où « les Français ne s'aimaient pas », l'époque pénible de l'affaire Dreyfus. Elle fut l'occasion d'un regain d'anticatholicisme en Angleterre, à Oxford en particulier, citadelle de l'opposition antiromaine.

L'Université lui ayant fermé ses portes, trop âgé pour songer au barreau, ayant une nombreuse famille à sa charge, une seule issue raisonnable restait à Belloc : la littérature. Il commence alors à beaucoup écrire. Pour obtenir audience en Angleterre, il lui restait, lui sembla-t-il, quelque chose à faire. En 1902, il se fait naturaliser Anglais. Plus aucun soupçon maintenant ne pourra peser sur lui. En 1904, il publie son premier roman : *Emmanuel Burden*. L'année suivante, il est élu député à la Chambre des Communes. Il représenta au Parlement, comme membre du Parti libéral, le District sud de Salford près de Manchester, mais il garda son entière indépendance. Il aurait pu demeurer longtemps aux Communes, son siège était assuré. Il se représente aux premières élections de 1910, et est réélu, mais refuse de se présenter cette même année aux deuxièmes élections générales. Son caractère, fait tout entier de droiture et de loyauté, ne put supporter davantage la vie parlementaire telle qu'elle était. Il affirma hautement la nécessité d'une Réforme. Les à-côté de la politique lui parurent lamentables, et il ne cessa de les critiquer. Ses deux romans : *L'Élection de Monsieur Clutterbuck*, et *Un changement dans le Cabinet*, datent de cette époque. Ils sont l'un et l'autre, comme aussi *Pongo et le*

(1) Il nous paraît intéressant de noter que cette même année, la sœur de H. Belloc, Marie-Adélaïde, épousait M. Lowndes. C'est du nom de Mrs Belloc-Lowndes qu'elle signe désormais les nombreux romans qu'elle publie. Le don d'écrire est d'ailleurs singulier chez les Belloc. Un des fils de H. Belloc, Pierre, publia assez récemment deux volumes que la critique accueillit très favorablement, et une de ses filles, Élisabeth, publiait quelques pages dans les derniers numéros de la *Dublin review*.

*Taureau*, une violente et éloquente satire des mœurs et de la vie politique. Mais cette critique, si serrée qu'elle peut être, porta-t-elle tout le fruit que son auteur pouvait en attendre? Hilaire Belloc ne le crut pas, et c'est parce qu'il pensait qu'elle aurait une portée plus ample s'il n'était plus député, qu'il renonça librement à son mandat.

A peine sorti de la Chambre des Communes, il fonde un hebdomadaire, *The New Witness*, pour continuer sa campagne contre la corruption politique. Il eut comme auxiliaire Cecil Chesterton. Peu à peu, néanmoins, nous tenons cet aveu de Belloc lui-même, il fut convaincu que cet effort était vain et il l'abandonna. De temps à autre cependant, par exemple dans son dernier roman, *Histoire de Deux Lettres* (1), paru en 1932, il donne une description exacte de la vie publique en Angleterre. Mais il semble que de ce côté-là, il n'a pas beaucoup frappé les Anglais.

Cette critique, cet aspect négatif, si l'on peut dire, n'est pas tout dans son œuvre. Il est journaliste (2), comme le furent avant lui Defoe, Steele, Goldsmith, Thackeray, Dickens. En 1911, il devient directeur de l'*English Literature Department* à l'East London College, et il garde ce poste jusqu'en 1913, où il le perd pour des raisons politiques.

Son œuvre littéraire est d'une incroyable fécondité et d'une diversité qui étonne. Il n'y a presque pas de genre qu'il n'ait abordé. Il est romancier. Il a publié quinze romans. La plupart d'entre eux sont des satires politiques. Dans ses romans d'avant-guerre, Belloc critique les rouages de la machine politicienne, dans ses romans d'après-guerre, il prend plutôt un point particulier, par exemple le snobisme artistique et ses exploiteurs attitrés, une affaire de marché de télévision où des politiciens sont (par hasard...!) compromis. De la masse de ses romans dégageons *Le Girondin*,

(1) Il s'agit du roman *The post-master general*. Nous l'appelons *Histoire de Deux Lettres*, pour lui laisser le même titre que sa traduction française paru dans le journal *Le Temps* à la fin de 1935.

(2) Les journaux et revues où son nom parut le plus souvent sont, après *The Morning Post : The Speaker, The Pilot, The Daily News, The Pall Mall Magazine, The Evening standard, The Morning leader, The Westminster Gazette, The outlook, The Illustrated London news, The Universe, Land and Water, The Illustrated Sunday Herald, Pearson's Magazine, The Dublin Review*, etc.

roman historique, qui est l'épopée d'un soldat bordelais aux heures tragiques de la Révolution. Le magnifique tableau de la bataille de Valmy fait songer à celui de Waterloo dans *La Chartreuse de Parme* de Stendhal. Signalons aussi une délicieuse histoire d'amour, *Belinda*. De tous ses romans, c'est celui que Belloc préfère à tous les autres, et cette préférence nous paraît très légitime.

Il est historien. Il s'est intéressé de bonne heure à la Révolution française. Son *Danton* date de 1899. Il a écrit aussi un *Robespierre* et une *Marie-Antoinette*. Sa connaissance de notre langue, son amour pour la France et les quelques mois passés au régiment, à Toul, ne sont pas étrangers à l'intérêt qu'il manifeste aux heures les plus troublées de notre histoire nationale. Il s'occupe aussi de l'Angleterre. Un de ses grands désirs est de donner au pays qu'il habite sa propre histoire, mais une histoire vraie, vue *sub specie aeternitatis*, c'est-à-dire du point de vue romain et latin, dont l'avenir de son pays lui semble inséparable. Il en a publié plusieurs volumes et, sans doute pour nous faire prendre patience, il nous donnait, à l'automne de 1934, un livre qu'il appela *A shorter history of England*.

Belloc est poète. Nous avons cité plusieurs de ses œuvres en vers. Mentionnons une petite pièce, soixante vers, frais comme une eau de source et que toutes les anthologies citent déjà, *The South Country*.

> Quand je vis dans les Midlands,
> Qui sont humides et austères,
> J'allume ma lampe le soir :
> Je laisse mon travail de côté,
> Et les grandes collines du Pays du Sud
> Reviennent dans mon esprit.

Il y a dans ces strophes quelque chose de la mélancolie des *Narcisses* de W. Wordsworth, et de celle de *La dernière rose de l'été* de Thomas Moore.

Belloc est critique littéraire. Son étude, par exemple, sur la poésie de la Renaissance en France, *Avril*, est un livre qui dénote une sensibilité exquise.

Il est essayiste. Dans ce genre littéraire que l'Angleterre nous emprunta et qui s'est si bien acclimaté chez elle, Belloc nous a donné de purs chefs-d'œuvre. Cette partie de son

œuvre et ses études historiques sont peut-être ce qu'il a écrit de meilleur. Il a su, dans une bonne douzaine de volumes, montrer une science sans pédantisme, un style sans faiblesses, un esprit sans défaillance. Il n'est pas jusqu'aux titres mêmes de ses volumes qui ne soient pleins de verve : « Sur », « Sur rien », « Sur quelque chose », « Sur chaque chose », « Conversations avec un ange », « Conversations avec un chat », « Causeries brèves avec les morts », etc. Il reste un genre littéraire que Belloc n'a pas abordé, c'est le théâtre. Tel ou tel de ses essais a bien pris la forme dialoguée, mais cela ne suffit pas. On a adapté au théâtre, et au théâtre radiophonique, son roman *Mr. Petre*, histoire d'un homme qui a perdu et qui retrouve sa mémoire (1).

Aujourd'hui M. Hilaire Belloc continue à voyager et à écrire. Il nous a donné récemment, à quelques mois d'intervalle, deux remarquables études sur *Cromwell* et sur *Milton.* Cependant, il poursuit sa course errante sur terre et sur mer, pour son plus grand plaisir sans doute... mais aussi pour le plus grand profit de ses lecteurs. Il leur a déjà décrit *La vieille route* qui va de Canterbury à Winchester, *La Tamise historique* et *La rivière de Londres.* Les lecteurs français aimeront lire surtout ses deux ouvrages : *Paris, The Pyrenees.* Il y a dans le premier de ces deux livres des pages singulièrement prenantes sur nos cathédrales gothiques Il faut lire aussi une belle page sur l'Algérie, tout entière à la gloire de la France, que M. Jacques Bardoux placerait volontiers à côté des poèmes de Rudyard Kipling ou de G. Meredith. Les méridionaux goûteront les descriptions très justes et très vivantes de Toulouse, d'Albi, de Carcassone, de Périgueux, disséminées dans les recueils d'*Essays.*

En 1928, invité par l'Association France-Grande-Bretagne, Hilaire Belloc fit une conférence en Sorbonne sur « Le génie de la race anglaise ». M. Joseph Bédier le présenta au public nombreux, accouru pour l'entendre. Ce geste de l'Association F. G. B. l'honore grandement. *La Revue des Jeunes*, profitant

(1) Nous avons trouvé cette information dans le journal *The Times* du 9 août 1933. Nous ne croyons pas que cette adaptation ait paru en librairie. En tout cas, nous ne l'avons pas trouvé mentionnée sur les catalogues du *British Museum* à Londres.

de la présence de Belloc à Paris, organisa un dîner en son honneur. Mgr Baudrillart le présida entouré de l'élite intellectuelle du Paris catholique.

Cependant, dans cette vie si occupée, il y a tout de même une merveilleuse et authentique unité. Hilaire Belloc est catholique, et catholique d'abord. Son catholicisme se retrouve partout, car il ne le laisse pas de côté pour écrire ses livres ou ses articles. Bien au contraire. Il est avec son ami G. K. Chesterton le champion de l'orthodoxie. Dès que la religion est attaquée il est à son poste pour la défendre, quel que soit l'assaillant. Il répondra, par exemple, à un puissant personnage comme le Doyen de St-Paul, le Révérend Inge, dans *The Evening Standard*. Aussi, pour récompenser cette ardeur que rien ne lasse, en 1934, le pape Pie XI conférait à Belloc une des plus hautes distinctions pontificales.

Dans l'œuvre apologétique de notre écrivain, deux livres émergent, *Europe and the Faith*, et le récent volume *Essays of a Catholic Layman in England*. L'idée maîtresse du premier de ces ouvrages est que la foi est absolument nécessaire à la vie de l'Europe. La foi catholique s'entend. C'est dans ce livre admirable, qui a fait sensation lorsqu'il parut, en 1920, que se trouve la formule célèbre : « L'Europe retournera à la Foi où elle périra. La Foi c'est l'Europe et l'Europe c'est la Foi. » Ce volume a soulevé, même du côté catholique, et chez quelques-uns des plus fervents admirateurs de Belloc, quelques critiques à propos de tel ou tel point de cette brillante synthèse. Ce n'est pas le lieu de la discuter ni théologiquement ni historiquement. Si nous le notons ici, c'est par simple souci de la vérité, et pour pouvoir mieux dire que, si sur tel ou tel point on peut s'écarter de l'auteur, tout le monde admire sa souveraine maîtrise de pensée et de style.

Les *Essays of a Catholic*, parus en 1931, sont un recueil des meilleurs articles de Belloc sur des sujets touchant au catholicisme. Un chapitre est consacré, par exemple, aux écoles catholiques, un autre à la situation curieuse de ceux qui s'appellent des « Anglo-Catholiques », etc. Dans ce volume, qui nous paraît de première importance pour comprendre Belloc, et qui est celui dont nous désirons le plus ardemment la traduction française, il y a des pages écrites avec une intense émotion et une émouvante ferveur. Celles,

par exemple, qui ont pour titre : la conversion de l'Angleterre et les Deux Cultures de l'Ouest.

Il nous semble que dans l'œuvre de Belloc, si pleine et si variée, le catholicisme a valu à cet auteur un singulier avantage. Écrivain anglais, né en France, catholique d'esprit et de cœur, il a pu, par sa vision universelle des hommes et des choses, mieux comprendre et mieux juger. Il ne s'est pas tenu aux limites étroites de son île. Toute la littérature anglaise contemporaine, celle d'un D. H. Lawrence, d'un Kipling, d'un Wells, d'un Aldous Huxley, d'un Somerset Maugham, marque un besoin d'évasion dans le temps ou l'espace, hérité de la Renaissance lointaine, ou du Romantisme tout proche. Belloc, avec son âme catholique, peut, tout en restant chez lui, regarder partout... Apprécié en Angleterre — surtout depuis la guerre — il semble qu'il le sera tous les jours davantage. C'est que son pays d'adoption perd, tous les jours un peu, cette vieille idée du splendide isolement, qui était au dernier siècle, et au début de celui-ci, un de ses dogmes les plus sacrés. A mesure que l'Angleterre deviendra une « *nation continentale* » (1), elle comprendra mieux celui qui est, de tous ses écrivains, le plus continental, parce que le plus catholique : Hilaire Belloc.

François Delteil.

(1) Le mot est de M. Paul Dottin.

**Lettres au petit B.**, par ALAIN-FOURNIER, précédées de **la Fin de la jeunesse**, par CLAUDE AVELINE (éd. Émile-Paul). — **Désobéir**, par MAURICE VLAMINCK (éd. Corréa).

Alain-Fournier est si proche de nous et si cher que la moindre lettre de lui nous touche comme si elle était à nous-même adressée. Pour ma part, il ne m'est jamais arrivé de penser à l'auteur du *Grand Meaulnes* et au *Grand Meaulnes* lui-même sans ressentir ce sentiment de fraternité mystérieuse que nous donne le contact de quelques artistes privilégiés. M. Edmond Jaloux a remarqué, à propos de Rainer-Maria Rilke, que, de beaucoup d'écrivains que nous admirons, nous ne désirons pas faire la connaissance. Alain-Fournier est au contraire, comme Rilke, de ceux dont on ne peut rien lire sans regretter de ne les avoir pas connus. Mais, après tout, est-ce sûr que nous ne l'avons pas connu? Quand on a longuement réfléchi à lui et qu'on a beaucoup aimé le *Grand Meaulnes*, on a l'impression de l'avoir réellement rencontré, d'avoir été son ami, d'avoir des rêves et des aventures communs avec lui. Dans la très belle introduction qu'il a écrite pour les *Lettres au petit B.*, M. Claude Aveline dit fort justement : « J'oublie tout de la tempête et de la nuit profonde, pour me plonger dans ces souvenirs aussi chers que les miens. » Cette illusion d'une amitié réellement vécue ne vient pas seulement de ce que la correspondance de Fournier nous a abondamment renseignés sur sa vie; même après avoir lu les lettres de Rilke, nous gardons le regret de ne l'avoir pas connu. Il y a chez Alain-Fournier

quelque chose d'exemplaire ; quand on le lit entre dix-huit et vingt-deux ans, on a l'impression de se regarder dans un miroir, et, quand on le relit ensuite, de revivre sa propre jeunesse ; Fournier est vraiment le frère de nos vingt ans.

Le petit B. s'appelait René Bichet ; Alain-Fournier l'avait connu en cagne à Lakanal. Bichet fut reçu à Normale en 1906, à l'Agrégation en 1910, et ensuite envoyé comme lecteur à Budapest. En décembre 1912, de passage à Paris, il fut, après un dîner, initié par des camarades au paradis artificiel de la morphine. La dose fut trop forte pour le jeune homme, qui mourut le lendemain. Mme Jacques Rivière, en quelques pages, retrace cette destinée émouvante et termine sur les vers que Péguy a consacrés au petit B. dans la *Présentation de la Beauce à Notre-Dame de Chartres*. René Bichet écrivait, lui aussi ; Alain-Fournier lui donne souvent son avis sur ses vers. Nous savons par lui que Péguy admira un drame du petit B. Dans une des dernières lettres, Fournier écrit : Péguy « a laissé cela pour me montrer comment certaines montées lyriques chez toi étaient au moins aussi belles que celles de Claudel ».

Les quinze lettres de Fournier vont de juillet 1906 (il n'avait pas tout à fait vingt ans) à novembre 1912 : c'est dire qu'elles résument quelques aspects essentiels de la vie si brève de Fournier, depuis le jour où, lassé d'une vaine préparation à Normale, il se consacre avec ferveur à l'élaboration de son œuvre jusqu'à celui où il peut enfin annoncer que le *Grand Meaulnes* est terminé.

Les rapports de Fournier et de Bichet éclairent l'attitude d'Alain-Fournier devant les êtres et ce qu'il exigeait d'eux. On sait combien souvent, dans sa correspondance, Fournier s'est reproché d'être trop exigeant, de demander aux êtres l'impossible, et d'être cruel envers eux parce qu'ils ne lui donnaient pas ce qu'il leur réclamait impérieusement. Malgré son amitié pour le petit B., il reprochait à celui-ci de ne pas se donner assez dans son amitié, et, dans ses rapports avec lui, se heurtait avec peine à ces

invisibles obstacles qui se dressent trop souvent devant une intimité que l'on voudrait totale. « Je demande quelqu'un qui croie et qui veuille, quelqu'un pour qui tout soit possible, auprès de qui tout soit possible... » « Le seul grand reproche que j'aie à vous faire, depuis toujours, — et encore vous avez fait de grands progrès depuis un an sur ce point —, c'est — comment dire? — un certain manque de foi, une certaine avarice du cœur, une certaine faiblesse du bras... qui fait que tu n'es pas assez le grand Meaulnes de la première partie — un gonze auprès de qui tout est possible, et qui croit en lui. » Cette souffrance d'Alain-Fournier au contact de « l'avarice du cœur » est un des traits les plus beaux de son caractère. Lui, non seulement a été totalement préservé de cette avarice, mais semble bien être passé partout en illuminant la vie de ceux qui le connaissaient et en répandant avec prodigalité les trésors de son cœur. De nombreux témoignages concordent sur ce point. C'est grâce à un semblable pouvoir d'illumination que Meaulnes trace, parmi ses camarades, un sillage si profond : « Delouche avait senti tout ce que Meaulnes avait apporté, dans notre vie, d'extraordinaire. Et souvent, je l'entendais répéter : « Il « le disait bien, le grand Meaulnes... » ou encore : « Ah ! « disait le grand Meaulnes !... »

Pourtant, cette joie qu'il dispensait si libéralement aux autres que ceux-ci, comme le remarque M. Claude Aveline « se le figuraient toujours heureux », et cette vie simple et tranquille qu'aux yeux de ses camarades il menait sans inquiétude, qu'il en était loin parfois ! C'était un être secret. Sous la surface tranquille de l'amitié ou de la camaraderie, il cachait son âme désaccordée d'avec elle-même. Il est bon que tels accents, dans les lettres au petit B., nous rappellent qu'Alain-Fournier ne fut pas cet être puéril et irréel, bon pour écrire des contes de fées que la légende représente déjà. M. Claude Aveline dit qu'il était « l'excellent camarade dont on ne soupçonne guère la richesse intérieure. Car il la dissimulait aux

intrus, la défendait, pour ne la livrer qu'à un ou deux amis, et surtout à soi-même ». Et nous sommes amenés, par lui-même, au centre de l'être de Fournier lorsque nous lisons dans une de ses lettres : « Je trouve tout, au contraire, terriblement complexe, et il n'y a peut-être personne au monde de plus tourmenté que moi. Ce n'est qu'en paroles et en actes que j'ai l'air décidé, comme on dit à la campagne. Mais ma pensée profonde est un enfer où je rumine. »

Nous touchons peut-être ici à ce qu'il y a de plus important, je ne dis pas chez Fournier lui-même, mais dans ce qu'il a apporté dans notre littérature. Notre littérature a exprimé un désespoir plus ou moins factice (Lamartine, Musset, Hugo), une sorte de *taedium vitae* hautain et grave (Constant, Vigny), une tristesse d'ordre quasi métaphysique (Baudelaire); je ne crois pas qu'elle ait jamais connu la véritable mélancolie. Cette mélancolie qui est au fond de toute la littérature anglaise, à laquelle Keats a adressé une de ses odes, et dont M. Edmond Jaloux, citant cette bouleversante phrase de Lacordaire : « la tristesse est inséparable de tout cœur élevé, de tout esprit qui va loin », a admirablement parlé, cette mélancolie est, jusqu'à Alain-Fournier, absente de notre littérature. Il est le premier de nos écrivains chez qui l'on sente une constante, sourde et résignée désillusion devant la vie. J'ai souvent pensé, à propos de lui, à un passage des *Possédés* où Dostoïevsky parle de « cette éternelle tristesse que les âmes d'élite, pour peu qu'elles l'aient une fois goûtée ou connue, ne sauront jamais plus, dans la suite, échanger contre de basses satisfactions ». Avant de donner de cette mélancolie une expression accomplie avec le *Grand Meaulnes*, Alain-Fournier en a imprégné les pages les plus belles qu'il ait écrites; qu'on relise dans *Miracles*, la *Dispute et la nuit dans la cellule* : « la soirée avait un goût amer, le goût d'un tel ennui que l'amour même ne le pouvait distraire... » Ou *Madeleine* : « j'ai connu d'autres femmes. Mais aucune n'a compris ce que

je demandais ; et les plus belles ont cherché désespérément ce qu'elles pourraient donner », on verra que la beauté de ces fragments vient surtout de ce qu'ils expriment une « éternelle tristesse ».

J'y insiste ici, non seulement parce que je crois que le *Grand Meaulnes* n'a pas été assez examiné de ce point de vue, mais aussi parce que la mélancolie d'Alain-Fournier est un des éléments les plus saisissants des lettres au petit B. « Et toi, à la fois si heureux et si misérable, n'as-tu jamais eu ce désir de grande lassitude : se voiler à jamais le visage, comme les carmélites, je crois ; ce visage humain où se reflètent tout l'amour et toute la gloire?... » « Ah ! il ne s'agit plus même d'amour. Mais que faire de nos âmes lorsque ces délices terribles les invitent à se défaire. » Plus loin, il raconte au petit B. sa rupture avec une jeune femme — rupture qui est racontée aussi dans sa correspondance avec Rivière. Il évoque alors un souvenir d'enfance : il avait fait une tache sur un devoir difficile, après s'y être longtemps appliqué ; il souhaitait que son père déchirât la page, mais quand son père l'eût, en effet, déchirée, il éclata en sanglots. Et il ajoute : « Tel est, en ce moment, mon genre de satisfaction, et ma vie est faite d'anecdotes de ce genre. » Ce sont de tels accents qui rendent si précieux tout ce que Fournier a écrit. Il est juste de remarquer que, durant les dernières années de sa vie, de semblables confidences sont plus rares. Le dernier passage que je viens de citer est de septembre 1910, et Fournier devait vivre encore quatre ans. Il faut d'abord penser qu'en avançant en âge, Alain-Fournier perdit le besoin de se raconter, de se décrire longuement ; on est plus riche à vingt-cinq ans qu'à vingt, et cependant on a moins de confidences à faire sur soi-même. Peut-être doit-on croire aussi que le *Grand Meaulnes*, ayant cristallisé toute la mélancolie de Fournier, l'en délivra. En tout cas, il est impossible de savoir si cette mélancolie aurait encore imprégné les œuvres que Fournier eût écrites à quarante ans.

On sait d'ailleurs que sa mélancolie fut en partie nourrie de son amour impossible pour une jeune fille qui devait devenir l'Yvonne de Galais du *Grand Meaulnes.* Il rencontra la jeune fille en 1903 ou 1904, en 1907 apprit avec désespoir qu'elle était mariée ; jusqu'en 1910, il parle constamment d'elle, puis beaucoup moins à partir de cette date. J'ai longtemps cru qu'il avait à ce moment (il avait vingt-quatre ans) cessé de penser à la jeune fille et que la création du *Grand Meaulnes* l'avait peut-être exorcisé de son amour comme de la mélancolie. Mais il y a sur ce point deux textes que nous ne pouvons mettre en doute. L'un est de Rivière : « Ses autres amours n'effacèrent *jamais* celui-là », l'autre de Fournier lui-même : « C'était vraiment, *c'est* vraiment le seul être au monde qui eût pu me donner la paix et le repos. » Cette dernière phrase est du 4 septembre 1913 ; le *Grand Meaulnes* était terminé depuis longtemps, Fournier n'avait plus qu'un an à vivre. Quoi qu'il en soit, on trouvera dans les *Lettres au petit B.* de nouvelles précisions sur cet amour, datant des années 1908-1910, et on verra en particulier combien Fournier aima dans la jeune fille la pureté qui rayonnait d'elle. C'est là que se trouve le passage déjà connu de tous les admirateurs d'Alain-Fournier : « Ce ne serait pas assez dire qu'élégante. Le mot pureté est celui qui lui convient toujours... » On sait comme dans le *Grand Meaulnes* il est parlé, à propos d'Yvonne de Galais, de « son regard si pur », « ce profil si pur », « son teint très pur ». En même temps, cette pureté, cette douceur auxquelles Fournier était attaché l'effrayaient presque. Comme le grand Meaulnes, le jour de ses noces, il avait peur d'un bonheur trop pur et trop grand pour lui. « Cet amour, si étrangement né et avoué, fut d'une pureté si passionnée qu'il en devint presque épouvantable à souffrir, comme je l'ai dit. »

Car l'amour d'Alain-Fournier ne fut pas une délicieuse et puérile aventure, cette sorte de conte de fées vécu que la légende a défiguré : ce fut non seulement la plus grande

expérience de sa vie, et la plus réelle, mais aussi la plus douloureuse. On ne peut plus en douter quand on le voit, dans les *Lettres au petit B.*, unir la pensée et le goût de la mort à l'amour. Ces évocations de la mort sont peut-être ce qu'il y a de plus pathétique dans cette brève correspondance. « ... Et j'avais dans la bouche ce même goût de choses âcres et mortes. Comme on sent que tout est mort, que tout a ce goût-là. Comme tout est déjà passé ! » — « C'était elle encore, près de moi, par ce soir où je suis mort, délice épouvantable ! Comme un rêve qu'on raconte, où les défunts sont apparus... Ah ! gloire trop impossible pour être si près de moi. Trop de douceurs : l'épouvante me gagne ! Et c'est une défunte épouvantable, une morte depuis longtemps, que voici dressée de l'autre côté de la haie... » Ce lien entre l'amour et la mort, lien d'ailleurs qui entoure, qui délimite la mélancolie, c'est lui qu'il faut découvrir pour connaître vraiment l'auteur de *Miracles*. Quelle folie ce serait que de ne voir dans le *Grand Meaulnes* que ce que Barrès a appelé un « beau conte d'or et d'azur » : c'est un livre qui a le goût de la mort. C'est à la mort d'Yvonne de Galais qu'aboutit ce « beau conte ». On oublie trop, quand on parle de ce livre, que Fournier avait écrit : « On y sentira passer un effroi comme de la mort. » Il faut penser, à propos de l'amour de Fournier aussi bien que de l'aventure d'Augustin Meaulnes, à la réponse de Créon à Antigone : « Descends donc au royaume des morts, puisque tu as besoin d'aimer, aime ceux qui l'habitent. »

Sur le *Grand Meaulnes* même, les *Lettres au petit B.* ne nous apportent pas de révélations nouvelles. Mais je veux signaler un passage qui est important pour bien comprendre l'art d'Alain Fournier et le passage de l'aventure vécue au roman qu'elle a inspiré. Ce passage est celui même auquel j'ai emprunté le fragment : « C'était elle encore près de moi... » Fournier, pensant à la jeune fille qu'il aimait, note son amour, non en l'exprimant directement, mais sous forme d'un « essai de transposition ».

J'attire l'attention sur ce passage, parce qu'il nous montre que, plusieurs années avant de terminer le *Grand Meaulnes*, Alain-Fournier savait que son roman n'était pas, ne devait pas être le récit non déguisé de son expérience personnelle. Il ne s'agissait pas de raconter cette aventure, mais de l'exprimer, de lui donner une forme, en un mot de la transposer sur le plan de la création artistique. Nous sommes trop habitués au charme du *Grand Meaulnes* et nous ne nous apercevons pas assez à quel point c'est l'œuvre d'un grand artiste. Et si l'on songe qu'Alain-Fournier, quand il achevait son roman, avait vingt-cinq ans et qu'il avait non seulement vécu l'expérience qui l'inspirait, mais qu'il *en* avait vécu depuis sept ou huit ans, et que pour ces deux raisons la tentation devait être terriblement grande pour lui de ne rien transposer et de se contenter d'un roman tout bonnement autobiographique, on comprend quel merveilleux créateur nous avons perdu avec lui.

Du moins, il nous reste ce chant si pur qui n'a pas fini de nous ravir, et qui est plus beau, peut-être, d'être unique. Unique, non seulement parce qu'Alain-Fournier est mort aussitôt après l'avoir achevé, mais unique aussi dans notre littérature. Unique ne veut pas dire isolé. Dans la lignée qui va de Gérard de Nerval à certains poèmes de M. Paul Eluard, le *Grand Meaulnes* a évidemment sa place. Mais aucune œuvre n'atteint cette perfection dans l'expression de réalités mystérieuses. Car pur ne signifie pas limpide : la transparence du grand Meaulnes, qui est l'effet d'un art accompli, n'est à certains égards qu'une apparence trompeuse. Je suis de plus en plus persuadé que le *Grand Meaulnes* est, au contraire, une des œuvres les plus riches de sens que nous possédions. La nostalgie de l'âge d'or, le désir d'un amour impossible, la présence de la mort au sein de l'amour ont trouvé dans ce livre une de leurs plus hautes expressions. Mais il faut absolument cesser, pour le comprendre, d'y voir un conte de fées. C'est un conte, certes, mais symbolique et tout

chargé d'harmoniques indéfinies, comme les contes allemands et scandinaves. C'est peut-être, c'est sans doute le seul véritable *Märchen* de notre littérature.

*
* *

J'aime la peinture de Vlaminck : elle est vraie. On trouve dans ses livres la même violence, la même vitalité que dans ses coins de banlieue, dans ses ciels d'un bleu auquel il a donné son nom. Qu'on ne cherche pas dans *Désobéir* de savantes digressions sur l'art et sur l'existence : pour Vlaminck, écrire, comme peindre, c'est faire exploser un des tempéraments les plus riches, les plus exubérants qui soient. L'auteur de *Désobéir* confronte son tempérament sauvage avec le monde actuel, et il fait beau voir ce gros vivant, resté un peu anarchiste, s'emporter contre notre époque mécanisée et faisandée. On sait que Vlaminck vit dans la campagne normande, loin du bruit des villes. Il aime la vie saine, le grand air, le travail libre. Il s'emporte contre notre littérature qui « sent le fané, la graine éventée, avariée, le désœuvrement » ; il a de plaisantes formules pour définir ce qu'il n'aime pas : « Le communisme, c'est le régime bourgeois de demain » ; ailleurs, il dit que dans les romans de M. Jacques Chardonne « la vie semble avoir un goût de tisane ». Je voudrais qu'on lise ce livre pour mieux sentir le factice de nos existences urbaines et de certains livres qui nous donnent l'impression d'un art raffiné. Vlaminck parle de la campagne avec un amour communicatif, et dans une langue savoureuse et truculente, parfois grossière, qui rappelle celle de Rabelais. Il ne faut pas s'attarder aux opinions simplistes que Vlaminck exprime parfois sur des événements complexes, mais admirer chez le peintre et l'écrivain une magnifique santé qui devrait faire honte à tant de peintres et de littérateurs anémiques.

CHRISTIAN DUCASSE.

# Le film antisoviétique en Allemagne hitlérienne

Dans cette courte étude, je ne cherche pas à exprimer d'opinion personnelle. Mon opinion personnelle n'a aucune importance et, ce qui en a précisément quand un Français étudie l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est de s'abstenir de toute subjectivité. Connaître *à fond*, prospecter constamment à l'intérieur de l'Allemagne le *fait allemand*, fait qui est la manifestation nationale de près de soixante-dix millions d'hommes, c'est là une enquête qui ne se peut mener à bien et avoir de valeur documentaire que si elle est totalement objective.

Une enquête de cette sorte démontre jusqu'à l'évidence que, *actuellement*, le national-socialisme exprime l'opinion de la quasi totalité des Allemands. La doctrine national-socialiste existait déjà à l'état latent en tout être germanique dès 1918. Il remontait, en eux, des profondeurs de l'être germanique de toujours. Lentement il a surgi, avec l'irrésistible force d'un séisme.

Or l'Allemand est un mystique et un collectiviste. Il assure qu'à la conception marxiste il manquait l'élément principal de cette synthèse : la mystique. D'autre part, l'abjection dont l'opinion publique mondiale entoura le mot « Allemagne » détacha l'Allemand de la conception internationale. L'un d'eux, et non des moindres, m'a dit : « C'est le mot « Boche » qui a fait naître le national-socialisme. »

En tout cas, une chose est certaine : L'Allemagne actuelle répudie passionnément *toutes les internationales*, et, concentrée dans un nationalisme ardent, elle met en pratique *la conception germanique du collectivisme*.

Celle-ci est, de par sa nature même, l'adversaire farouche de communisme russe, parce que russe et parce que international.

Le film allemand apporte à l'écran la concrétion de cette lutte « à mort ».

Ce fut l'Ufa-Palast am Zoo, à Berlin, qui donna en première vision (mai 1933) *S.A. Mann Brand.* — Familles social-démocrates, dont les auteurs du manuscrit racontent comme elles se trouvèrent soudain prises dans un courant formidable, passant en cataclysme sur ce qui semblait les assises d'un monde. Sanglants combats de sections d'assaut (S.A.) et de communistes. Et l'image apporta la tragédie qui se jouait là... tandis que toute destinée humaine s'effaçait devant ce qui devenait fait historique : La victoire de Hitler qui clôt le drame.

C'est Munich qui eut la sensationnelle création du film *Hitlerjunge Quex*, quelques semaines plus tard. Seuls purent y assister ceux qui, dès longtemps, avaient retenu leurs places. On y vit le chancelier Hitler et son adjudant Rudolf Hess; les généraux et ministres Siebert, Frank, von Epp; le chef de la jeunesse hitlérienne Baldur von Schirach. Celui-ci tint un discours qui précéda le film, racontant ce qu'en est la trame : « Le meurtre par des communistes, en 1932, du jeune hitlérien Herbert Nerkus, et « à ce meurtre la jeunesse allemande a répondu par la constitution d'une jeunesse hitlérienne couvrant l'Allemagne entière ». L'orchestre exécuta ensuite la « Marche de la jeunesse hitlérienne », et le film fut projeté, au milieu d'ouragans, d'applaudissements, saluant l'épopée hitlérienne et le « quex-type » du troisième Reich, mi-gavroche, mi-héros.

Qu'est donc ce symbole que représente « Quex », aussi important pour la jeunesse allemande que le fut la *Marseillaise* pour la jeunesse révolutionnaire de France, parce que expression, précisément, de ce que pensait et voulait *La Jeunesse.* — De quel penser émane-t-il, ce *Quex*, avec son nom monosyllabique et cassant comme une explosion? Au moment de cette « célébration » de Munich, c'était déjà du passé lointain... car l'histoire allait vite en 1933. Ceux qui habitaient Berlin de manière permanente lisaient en ce temps-là (1932) chaque jour, dans la presse, que la périphérie berlinoise nord, nord-ouest, sud-ouest, était un sauvage champ de bataille entre les communistes et ceux qu'on appelait alors des « nazis », terme aujourd'hui hors d'usage en Allemagne.

Le roman d'après nature de Schenzinger, dont la trame a servi à établir le film, racontait à peu près ceci : l'apprenti Heini Voelker (en réalité Herbert Nerkus), lequel a réellement existé, et qui sur l'écran se dénomme *Quex*, est d'extraction purement communiste. Milieu de chômeurs exaspérés par la faim et le désespoir. Le père a enrôlé le petit dans la jeunesse communiste. On voit passer sur l'écran les quartiers mal famés et les bas-fonds de Berlin ; la Beussler-Strasse, que traverse, à toute allure, le rapide de Hambourg; les quais du port de Berlin, fantomatiques et blafards, où passent des silhouettes inquiétantes, aux visages de haine. Le jeune communiste est à peu près gagné aux idées hitlériennes, réalisation collectiviste intégrale. Il y apporte la fanatique conviction, prête au martyre.

Les communistes préparent un attentat à la dynamite contre la « Maison de la jeunesse hitlérienne ». Quex les dénonce. Aussitôt il est inexorablement voué à la mort. Sa mère le sait, et le robinet à gaz met fin à ses angoisses. Mais Quex s'offre pour la périlleuse tâche d'aller distribuer les tracts des chemises brunes dans les milieux communistes. On le tue. Ses camarades arrivent juste à temps pour recueillir son ultime cri de triomphe devant ce qui allait être et ce à quoi il a donné son sang : L'Allemagne hitlérienne.

Dans les annales du film allemand, ce film restera comme du très beau cinéma. On avait déniché un Quex passionnément sincère. Berta Drews était une extraordinaire communiste, appartenant avant tout à la race des mères allemandes qui furent alors et ne sont plus. Speelmanns dessinait un type de communiste de grande classe, et le tragédien George offrait la formidable, l'inoubliable vision du prolétaire fanatisé.

1933 apporta encore un film antisoviétique, *Hans Westmar*, dont le héros était le célèbre Horst Wessel, celui qui a donné à l'hitlérisme son hymne de rythme emporté, le *Horst Wessel Lied*. — Et le sous-titre disait : « Un destin parmi mille destins semblables. » Cette fois c'était Paul Wegener qui incarnait puissamment le leader bolchévique; la jeune et svelte silhouette de Karl Auen contrastait avec la massive silhouette du génial acteur tragique. L'étudiant Westmar a fondé avec un succès complet une division d'assaut (S.A.) pour le com-

bat dans les quartiers soviétiques de Berlin. Il se sait condamné à mort. Le film raconte ces années de furieuses batailles où les blessés et les tués ensanglantaient chaque jour le pavé de Berlin. Ce qui est saisissant... comme une transposition moderne des pompes funèbres de Siegfried, c'est l'attaque du convoi de Horst par les communistes, au moment où il passe devant le « Karl-Liebknecht Haus ». — Scènes d'émeutes, réalisations géantes de mouvements de foules et où, comme des digues vivantes, les formations hitlériennes arrêtent la ruée des vagues humaines déchaînées.

Jusque-là, le film antisoviétique se cantonne sur la terre allemande. Maintenant il aborde ce qu'il considère comme le champ d'action international des Komintern. Voici en quels termes la presse allemande l'annonce (*Presse-Dienst der Reichsfilmkammer*) : « *Fléau du Monde* est un documentaire racontant l'histoire de notre temps. Il paraîtra dans *toutes* les salles d'Allemagne (5700 salles). Il a été réalisé grâce à des prises de vues sur les deux fronts espagnols, traitant ainsi de ce dont tous les journaux du monde sont pleins : le grand débat espagnol, dont les conséquences ne peuvent encore être mesurées. Et certes ce débat a lieu loin de nos frontières, mais nous en sentîmes nous-mêmes les leviers mis en mouvement chez nous, où, dès longtemps, nous devinâmes leurs buts et les déjouâmes. Sanglant assaut du communisme contre la culture d'un pays qui, au dernier moment, reprit conscience de lui-même et se souleva pour barrer la route à la volonté destructive des rouges. Comme aux époques troublées d'Allemagne après 1918, ce sont en Espagne des hommes aveuglés qui se laissent conduire par des excitateurs sans patrie. C'est le fléau du monde, qui, d'Espagne, menace l'Europe. » — Ce documentaire est sans doute le plus important, quant aux dimensions, que la cinématographie allemande ait jamais produit. Il apporte tout d'abord des visions de tranquillité ensoleillée et laborieuse, insouciante et gaie. C'est, avant le drame, Barcelone, Madrid, Séville, Irun, Saint-Sébastien, Tolède, et une infinité d'autres admirables paysages d'Espagne.

Puis se succèdent des incendies d'églises et de monastères, des barricades, toutes les horreurs de la guerre civile, prisons, exécutions, images impressionnantes auxquelles on

oppose en une irradiation d'apothéose la figure de Franco, de formations de jeunesse nationaliste et les batailles d'Irun, de Saint-Sébastien. La prise de l'Alcazar de Tolède achevant la bande considérable qui s'est déroulée jusque-là et qui se clôt sur ces mots : « Comme le firent jadis les Grecs aux Termopyles, voici ce qu'apporte à l'humanité le mépris de la mort et l'amour de la patrie, s'opposant aux internationales. »

*Esclaves Blancs-Cuirasse Sebastopol* a été en première vision à Tobis-Alhamora et à Tobis Tauentzien-Palast, à Berlin, le 5 janvier de cette année. Il relate, par l'écran et par le parlé remarquablement bâti, un épisode de mutinerie qui eut lieu dans la flotte russe en 1914 et qui conduisit à l'établissement, encore passager alors, d'un régime soviétique. — On a fait grandement les choses. L'action des mitrailleuses est impressionnante à suivre. Et, certes, s'y mêle une histoire de passion : le commissaire du peuple tentant de violer la fille du gouverneur. Puis celui-ci paraissant soudain et abattant Boris à coups de revolver. Mais cela est secondaire près de la réalisation, véritablement cyclonienne d'une bande de plus de trois mille mètres. Le film avait tout d'abord été refusé par la censure, mais, ayant à la suite de cet écho donné libre cours à une tendance antisoviétique plus accentuée, il passa de nouveau devant le tribunal suprême du film allemand et fut, cette fois, accepté.

Il peut être considéré comme le succès le plus marqué de toute la saison. Les salles ne désemplissent pas, et, naturellement, ce film paraîtra lui aussi dans toutes les salles d'Allemagne.

Nous nous trouvons donc, comme en 1933, mais cette fois sur le plan européen, devant une activité grandissante du film allemand antisoviétique.

La lutte entre les idéologies se fait de plus en plus intense, et l'organisme géant de la propagande intérieure d'Allemagne semble devoir l'étendre d'une manière toujours plus méthodique et plus palpable au champ d'action le plus puissant du monde moderne : *Le Film*.

PEYREBERE DE GUILLOUTET.

# THÉATRE

*Le Club des Mécènes*, fondé et dirigé par Mme Bérubet — qui annonce son intention de choisir une autre enseigne — vient de donner au Théâtre des Arts deux représentations de la pièce récemment publiée par Gabriel Marcel à la librairie Plon, *Le Dard*. Que Gaston Baty ne se précipite pas pour monter une œuvre de ce genre, c'est tout à fait naturel; mais l'expérience montre chaque jour que la grande majorité des directeurs n'ont pas ses raisons esthétiques de s'intéresser à un autre théâtre, et c'est ici que nous ne comprenons plus lorsque nous regardons l'affiche des spectacles.

Comme dans *Le monde cassé* et *Le Chemin de crète*, le titre reprend une image du texte : « le dard » est le symbole du mal qui ronge et énerve Eustache Soreau. Les deux fils de cette bonne Mme Soreau ont brillamment réussi : l'un est devenu industriel et, avec le gros bon sens populaire de ses parents, il est aussi content de soi que de son sort. L'autre est universitaire : arrivée à Paris rapide, promotions flatteuses, ruban rouge à un âge où seuls les romanciers et les journalistes peuvent espérer pareille distinction, mariage avec une jeune fille intelligente, douce, pourvue d'une honnête fortune et d'un père sénateur toujours prêt à mettre la République au service de sa famille, Eustache n'aurait donc qu'à être heureux s'il en avait la force. Mais il est trop avisé pour ne pas savoir que les mérites ne suffisent point en ce monde, et qu'il y a toujours une part de chance dans une vie réussie; intellectuel d'extrême-gauche, il accepte difficilement sa situation de bourgeois communiste qui, au moins de l'extérieur, ressemble trop à celle de communiste bourgeois. Le drame d'Eustache est précisément d'être un homme qui ne cesse de se regarder de l'extérieur, et cette inaptitude à se voir de l'intérieur est justement sa « pauvreté », une pauvreté que l'auteur appelle, en terminant, « le plus grand mal de notre temps ».

Un tel drame se joue évidemment sur deux plans. Si une vie intérieure sans vue intérieure est pauvre, c'est parce qu'elle est privée d'une lumière; l'auteur doit donc à la fois suivre Eustache dans sa vie extérieure et dévoiler la source intime de son désordre. Cette double exigence du sujet exprime, d'ailleurs, les deux tendances qui inspirent l'œuvre entière de Gabriel Marcel : une volonté de plus en plus marquée de porter à la scène les drames du monde actuel et la passion philosophique d'éclairer le drame de l'existence. Le problème technique est alors d'unir ces préoccupations dans un théâtre qui ne soit ni à thèse ni à discours, où les idées soient, comme les sentiments, évoquées sans explication. Dans le cas du *Dard*, le principal personnage en appelle un autre possédant ce qui lui manque de telle manière que ce don spirituel nous soit révélé par rayonnement.

La pauvreté d'Eustache apparaît dans sa conduite. La grâce qui habite Werner Schnee transparaît dans sa présence. L'un et l'autre sont engagés dans le monde, comme tout homme; mais un fait rend sensible la différence de leur situation : Eustache quitte sa femme, mais c'est Gertrude qui abandonne Werner; celui qui n'est pas pauvre en esprit veut être pauvre matériellement par goût du « sordide », ce qui est une manière d'honorer les biens matériels: celle qui désire ces mêmes biens matériels fuit l'homme qui les a subordonnés à une autre richesse. Cette assurance dont Soreau est privé, c'est celle du fidèle qui prie ou de l'artiste. Gabriel Marcel a choisi le second type. Werner est musicien. Mieux que tout commentaire, quelques-uns de ses propos le feront connaître : « Il nous faut une musique qui s'adresse aux foules », déclare son ami. « Il te faut des trombones et des tubas... », réplique le chanteur allemand, qui continue : « Tu pardonnes à Beethoven à cause de l'idéologie. Ça n'a rien à voir avec la musique. Absolument rien. Tu crois que la musique doit donner de belles pensées. Mais ce n'est pas vrai. Tu crois aussi qu'elle est un instrument pour l'émancipation. Elle n'est pas un instrument; elle a sa valeur par soi-même, une valeur plus grande que toutes les idées. »

L'homme qui vit d'un absolu est seul humain, car il sait que l'homme est au-dessus de toutes les « causes ». Werner n'est ni Juif ni communiste; il a pourtant quitté l'Allema-

gne et sacrifié sa situation, parce qu'il n'a pas voulu abandonner son accompagnateur juif, communiste et tuberculeux. Werner n'est pas communiste : il se fera pourtant arrêter dans son pays pour vivre avec les malheureux qui souffrent dans les camps de concentration. C'est ce sens de la réalité humaine qui inspire au jeune musicien le mot de la fin : « S'il n'y avait que les vivants, je pense que la terre serait tout à fait inhabitable ». Ainsi le véritable drame est l'impossibilité pour Soreau d'aller jusqu'à « la conversion à l'humain. » Pourquoi? Sa pitié, sa générosité, sa délicatesse sont sincères; mais, si la sincérité est une grande vertu, elle ne dispense nullement de l'amour, et elle n'en est pas l'équivalent; l'amour conduit sur le plan de l'*être*; un Soreau, si sincère qu'il soit, pense, s'agite et s'émeut sur le plan de l'*avoir*; les mots familiers à l'auteur du *Journal métaphysique* traduisent exactement le sens du *Dard*.

Mauvaise humeur, nervosité, exaspération de l'intelligence et des sens, culte de l'indignation, compromis entre l'orgueil et la vanité, telle est la misère d'une âme possédée par une colère sans amour. Nous devinons que si un jour Eustache retrouve son foyer et, avec sa femme, une certaine douceur de vivre, ce sera après l'épreuve de la douleur, cette douleur avec laquelle l'artiste peut « faire de la musique », alors qu'on ne fait pas de la musique « avec de la mauvaise humeur ». Autour de Soreau et de Werner, Gabriel Marcel a crayonné avec esprit quelques silhouettes gesticulantes et vraies au milieu desquelles se détache le visage résigné de Béatrice, jeune femme qui regarde la vie avec bon sens et les êtres avec finesse, capable de tout comprendre ou du moins de tout deviner : son courage et son équilibre moral sont la seule espérance que l'auteur laisse aux amis du ménage Soreau.

Mme Bérubet a réuni autour d'elle une troupe fervente. Le romancier Ernst Erich Noth a joué le rôle de Werner avec la simplicité de l'homme qui monte sur la scène pour la première fois et qui n'a pas l'air de s'en apercevoir. Il est difficile d'imaginer plus complète « métamorphose », pour reprendre le mot de Nietzsche; le programme nous dit que Noth est devenu Werner : nous avons l'impression que Werner est un autre prénom de Noth.

*Victoria regina*, pièce en trois actes et onze tableaux, de M. Housman, adaptée par M. André Maurois et Mme Virginia Vernon. S'il est dans l'essence même du théâtre d'être « divertissement », cette comédie nous offre le cas d'un théâtre qui n'est plus que divertissement ; vidé de toute substance dramatique, il ne retient qu'une ombre de sujet, réduit les âmes à quelques fines vibrations, et l'on dirait qu'une « atmosphère » ou « un climat » est encore une matière trop lourde pour son dialogue. Que reste-t-il? Des auteurs qui s'amusent, une actrice qui s'amuse, des spectateurs qui participent à leur amusement.

La reine Victoria est le prétexte du spectacle. Il n'est pas question de fresque historique, mais de petits tableaux avec des personnages qui portent des noms historiques. Les scènes de la vie intime sont charmantes, d'un charme qui n'exige aucun philtre. Les scènes de la vie de province et de la vie publique sont des images extraites de ces albums pour enfants qui enchantent surtout les parents. Les auteurs anglais et français ont l'intelligence d'être sans prétentions ; ils nous laissent très habilement entendre qu'ils restent à la surface ; nous comprenons qu'ils comprennent.

A la fin d'une journée fatigante à l'Exposition, nos hôtes iront au Théâtre de la Madeleine après un bon dîner ; ils applaudiront Mme Gaby Morlay, si contente de rester jeune en jouant à vieillir ; ils connaîtront le repos et se rappelleront enfin qu'ils sont en vacances.

Henri Gouhier.




Le Gérant : E. Aubin. Impr. E. Aubin et Fils, à Ligugé (Vienne).

